

UNIVERSITE DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA
SOUVERAINETÉ EGYPTIENNE
ET LA
DÉCLARATION DU 28 FÉVRIER 1922

PAR
Fawzi TADROS

THÈSE POUR LE DOCTORAT
Présentée et soutenue le 3 décembre 1934, à 14 heures

Président : M. DE GEOUFFRE DE LA PRADELLE, Professeur

Suffragants { MM. BASDEVANT } *Professeurs*
 { G. SCELLE }

PARIS

ÉDITIONS A. PEDONE

LIBRAIRIE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, RUE SOUFFLOT (v°)

1934

LA
SOUVERAINETÉ EGYPTIENNE
ET LA
DÉCLARATION DU 28 FÉVRIER 1922

**La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
improbation aux opinions émises dans les thèses.
Ces opinions doivent être considérées comme
propres à leurs auteurs.**

UNIVERSITE DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA
SOVERAINETÉ EGYPTIENNE
ET LA
DÉCLARATION DU 28 FÉVRIER 1922

PAR
Fawzi TADROS

THÈSE POUR LE DOCTORAT
Présentée et soutenue le 3 décembre 1934, à 14 heures

Président : M. DE GEOUFFRE DE LA PRADELLE, Professeur

Suffragants { MM. BASDEVANT } *Professeurs*
 G. SCELLE }



PARIS
ÉDITIONS A. PEDONE
LIBRAIRIE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS
13, RUE SOUFFLOT (V^e)
1934



INTRODUCTION

L'objet de notre étude a pour but de faire ressortir les raisons historiques, ethniques, sociales, politiques qui font de l'Egypte un pays complètement différent des autres pays, de la race égyptienne, une race tout à fait différente des autres races, du peuple égyptien, de la civilisation égyptienne, un peuple et une civilisation tout à fait particuliers et séparés des autres mondes et des autres civilisations.

Si nous portons nos recherches dans d'autres domaines que l'histoire, l'ethnographie, la sociologie et la politique, nous trouvons dans l'économie politique, dans l'agriculture, dans la géographie elle-même, dans le climat, des caractéristiques, telles que ce pays tranche complètement avec les autres nations orientales et à plus forte raison les pays africains, et plus particulièrement la présence du Nil avec ses inondations fécondantes, avec sa magnifique vallée, où les merveilles antiques semblent faire apparaître tout un passé très lointain qui évoque malgré tout la pertinence d'une même richesse. Les hommes de ces époques antiques sont les mêmes que ceux d'aujourd'hui. Ils récoltent les mêmes produits avec des procédés peu modifiés de culture. La vieille charrue primitive et le chadouf qui sert à puiser l'eau ont gardé leur aspect d'autrefois.

Cette fixité dans la nature de la production, nous la retrouvons dans la configuration même de l'Egypte qui a gardé les mêmes limites telles qu'elles existaient 5.000 ans avant l'Ere chrétienne, malgré les vicissitudes des guerres, des conquêtes toujours fragiles et sans lendemain.

Il y a plus, en dépit même de la masse immense de millions d'hommes qui a vécu sur cette terre soit par la conquête, soit par la captivité subie sous les différentes civilisations qui ont

essayé de s'implanter en Egypte par la domination, nous constatons que la race égyptienne persiste et demeure à travers les siècles, qu'elle pétrit, transforme, amalgame, cristallise et on pourrait dire standarise tous les êtres qui viennent s'installer en Egypte et, comme le dit fort bien M. Pierre Gœmare : « Immutabilité de la race ! Les Egyptiens que nous avons regardés ne semblent-ils pas de ces frères antiques où leurs aïeux fixèrent pour jamais leur portrait. Ils ont gardé cette taille svelte, cette ossature robuste et la ligne de leurs sourcils droits et leur bouche large aux lèvres charnues et leurs pommettes saillantes et leur front bas que prolonge un nez rectiligne.

« Leur sang a dominé celui des conquérants sémitiques, leur type a prévalu s'assimilant les autres types, les absorbant, les refondant dans un modèle unique et royal, le modèle égyptien.

« Toute puissante empreinte du Nil qui sculpte selon son modèle les hommes, les sites, et même les animaux. Auguste personnalité du Nil ! ».

Cette dernière remarque est d'autant plus curieuse que l'une des races les plus connues et qu'on appelle le bœuf indigène a pu disparaître complètement du sol d'Egypte et renaître malgré tout, se recréer, puisque l'espèce que nous voyons aujourd'hui est exactement la même que celle qui fut gravée sur les vieux temples ou dans les palais.

Oui, l'Egyptien descend bien par Misraïm de Cham lui-même, suivant la tradition biblique et il reste immuable à travers les générations.

M. Elie Faure précise et accentue cette note : « Le peuple égyptien a donné ce spectacle sans précédent et sans lendemain d'une race acharnée pendant 80 siècles à arrêter le mouvement universel. Il a cru que les formes organisées seules mourraient au milieu d'une nature immuable. Il n'a accepté le monde sensible qu'autant qu'il paraissait durer. Il a poursuivi la persistance de la vie dans ses changements d'aspects. »

C'est ainsi que l'auteur dépeint l'âme de l'Egypte, et nous pourrions alors citer toutes les critiques qui ont traité de l'art lui-même, émanation de cette âme de l'Egypte dont nous trouvons les glorieuses reliques à Louqsor, Assuan, Esna,

Edfu-Colosses de Memnon, Temple d'Horys, Abydos, Kharga, statue de Ramsès, Mina, le Sphinx, les Pyramides, et les magnifiques monuments dont se pare le Caire, la ville aux 3.000 minarets.

Mais rien mieux que l'histoire ne prouve le caractère original et particulier du peuple égyptien et sans retracer toute l'histoire de ce grand pays, nous devons attirer l'attention de tous sur certains points qui ont amené l'Égypte indépendante à la consécration de son indépendance, c'est-à-dire le règne du grand Méhémet Ali par l'étude duquel nous commencerons le premier chapitre de notre exposé.

Il résulte des recherches les plus scientifiques que l'Égypte méridionale fut peuplée la première bien avant le Delta, mais que celui-ci ne tarda pas à être peuplé lui-même avec la même race.

Le premier des rois Menès (2.450 ans avant Jésus-Christ) aurait été à la tête d'un certain nombre de petits états indépendants, de mêmes mœurs et de même civilisation et de même race.

Les descendants, jusqu'à Mœris vécurent en paix durant 17 dynasties sous le gouvernement de 330 rois successifs. On comprend comment dès son origine un peuple a pu ainsi fixer son type.

Une invasion éphémère des rois pasteurs venant d'Arabie fut vite oubliée et avec Amosis qui chassa ces souverains sans trône, apparaît la 18^e dynastie avec le fondateur de Memphis Vihorem et Ramsès et Amenophis, et Seti I^{er} père de Sésotris qui, sous le nom de Ramsès II, créa la 19^e dynastie (en 1643 avant Jésus-Christ).

Ce dernier fit de l'Égypte un très grand empire par ses conquêtes qui s'étendaient jusqu'aux Indes.

Dans ses descendants nous trouvons Protée contemporain de la guerre de Troie (1280), les grands bâtisseurs, les grands Pharaons qui construisirent les Pyramides, ils s'appellent Chéops, Chéfren, Mykerinos.

Sous la 25^e Dynastie, l'Égypte passa aux mains des princes éthiopiens, conquête éphémère encore ; le sentiment national se révolte et faute de prince à mettre sur le trône, les Égyp-

tiens préfèrent pour s'affranchir du joug étranger créer une sorte de Directoire de 12 pour former la Dodécarchie.

Puis Psammetikus règne seul, créant la 26^e Dynastie. Après l'arrivée des Grecs, l'Égypte connut la conquête par les Perses : Cambyse obtint en 525 la soumission du pays.

Soumission éphémère, le sentiment national se manifeste encore en de sanglantes révolutions qui s'échelonnaient en 486, 456, 444, 434 avant Jésus-Christ, si bien qu'Alexandre est accueilli comme un libérateur généreux et magnanime. Il crée Alexandrie, mais il échoue en Égypte comme il avait échoué en Perse en ce qui concerne la fusion des peuples vainqueurs et des peuples vaincus ; l'Égypte comme la Perse reprenant dès sa mort leur indépendance morale et même politique.

En 323, Ptolémée, l'un de ses généraux se présente essentiellement à nos yeux comme ayant été définitivement acquis à la civilisation égyptienne.

La conquête de l'Égypte par les Romains n'eut aucune conséquence sur son indépendance morale ni sur sa vie, ni sur ses mœurs. Elle reste elle-même et n'est pas entamée par cette grande civilisation. Le Christianisme, tout en faisant des adeptes dont la religion se perpétue à notre époque, n'entame pas non plus la civilisation égyptienne et ceux qui prirent la nouvelle religion gardent encore maintenant une indépendance de culte et une tradition très particulariste.

Après une nouvelle occupation éphémère des Perses, l'Égypte connut la conquête arabe.

Alors commencèrent des troubles graves en Égypte. Les dynasties, les royautes disparaissent sous les complots, les assassinats, le poison remplace le poignard, les sectes ennemies se pourchassent pendant des générations.

En dépit des discussions politiques qui déchirent les différents gouvernements et des émeutes locales, l'Égyptien reste le même avec ses mêmes qualités de race que nous retrouvons : travailleur, sobre, pacifique, car s'il y a des guerres, il n'y participe pas personnellement : le fellah reste sur sa terre et pendant des années assiste à tous les événements qui frappent les têtes, comme s'il n'y était pas intéressé. Il n'a pas plus à

souffrir d'un maître plutôt que d'un autre ; il subit la force brutale de l'un et de l'autre et peu lui importe ce qui se passe dans les sphères supérieures ; il n'est pas directement touché, on ne lui demande même pas d'intervenir, il ne comprend certainement pas ce qui se passe.

La destruction de la bibliothèque d'Alexandrie et autres catastrophes de ce genre sont-elles même connues de tous les paysans des bords du Nil qui, bien que conquis peu à peu à la nouvelle religion, gardent le fond des vertus ancestrales et ne seront pas entamés ? Il reste en lui-même le fellah des Pharaons, étranger en somme à la Direction des affaires du pays, peu désireux de se mêler à toutes les intrigues qui s'échafaudent autour des trônes sur lesquels se succèdent en 635 les Ommiades, en 750 les Abbassides, en 869 les Toulounides, en 925 de nouveau les Abbassides, en 968 les Fatimites, en 1171 les Ayoubites pour arriver en 1250 à la lignée des Mamelouks Turcomans laissant en 1282 le pouvoir aux Mamelouks Circassiens ; en 267 ans 47 princes étaient passés sur le trône des Pharaons.

Mais le pays se fatiguait de ces luttes stériles et l'Egypte attendait qu'il sortît de ces familles princières l'homme qui comprenant bien l'âme égyptienne, ait la compétence et l'énergie voulue pour sauver le pays : l'heure n'était pas encore venue.

En 1517, Touman Bey, en effet, le dernier chef des Mamelouks, voit définitivement son trône s'effondrer par la conquête de Sélim Sultan de Turquie.

Pendant deux siècles environ l'Egypte lutte pour son indépendance politique absolue et cherche le libérateur mais pas plus qu'avec les autres conquérants elle n'a été entamée par eux : l'esprit public, les coutumes, les mœurs, les qualités et les habitudes de la race persistent intacts.

Enfin le premier homme d'énergie comprit tout l'intérêt d'un vrai mouvement national et rien ne pouvait soulever davantage les masses populaires que l'appel des âmes en vue d'une campagne religieuse, les Egyptiens étant en grande majorité mahométans.

Ali Bey en 1767 se déclara indépendant de la Sublime

Porte et proclama ainsi la vitalité des aspirations nationales. Il s'empare de la Mecque, cité sainte, bat les Turcs et s'allie aux Russes. Il fut malheureusement empoisonné.

Mais l'opinion publique s'est éveillée, le peuple égyptien a pris conscience de sa propre force et de ce qu'il peut faire seul quand on sait lui parler des grandes aspirations qui sommeillent en lui, et la place était toute prête pour le premier grand souverain qui réalisa complètement ses aspirations : Mohamed Ali.

Et après cet exposé rapide de toute l'histoire politique de l'Egypte depuis les temps les plus reculés, nous en arrivons au seuil du 19^e siècle où commence notre exposé sur les origines de l'émancipation de l'Egypte moderne : notre premier chapitre sera donc consacré à cette époque glorieuse de Mohamed Ali.

Nous suivrons pas à pas les étapes franchies jusqu'en 1922 et nous verrons quels sont les résultats positifs obtenus.

Pour en terminer sur cette introduction, nous concluons en montrant comment depuis des siècles l'âme égyptienne, l'esprit égyptien, les mœurs, les coutumes égyptiennes, représentent une réalité incontestable et point n'est besoin que des Etats dits protecteurs ou souverains viennent apporter à l'Egypte une expérience ou une aide sans intérêt ; les faits sont là et il nous suffira d'énumérer les résultats obtenus par notre Gouvernement depuis ces dernières années pour nous rendre compte combien il est nécessaire à une race comme la race égyptienne de vivre libre.

Enumérons donc ces quelques faits :

Nous ne parlerons qu'en peu de mots des transformations remarquables des grandes villes d'Egypte avec leurs magnifiques édifices et leurs monuments superbes, du très intéressant projet d'aménager à Alexandrie un port de plaisance qui trouvera sa place toute indiquée après la construction d'un nouveau brise lames et de la jetée promenade, port qui doit revêtir l'élégante présentation ovale unique au monde ; les démolitions des vieilles maisons qui encombrent les abords de la place Mohamed Ali, afin de créer une nouvelle place somptueuse aux immenses dimensions et qui sera

séparée de la précédente par une porte triomphale, sans oublier une corniche reliant les deux palais de Ras-el-Tine et de Mountazah.

Il convient de citer le Caire aux aspects les plus variés et les plus pittoresques où voisinent les vieilles rues aux maisons curieuses à frontons délicieusement décorés et aux grilles en fer forgé, véritables bijoux de ferronnerie, toutes les mosquées des âges et des styles les plus différents (1), les bazars orientaux à côté des palais somptueux, des maisons modernes d'une allure très artistique dans le quartier Emad-el-Dine et Kasr-el-Nil.

Mais en dehors de ces superbes travaux qui rendent les cités désirables notons la route Ginaclis qui reliera Alexandrie au Caire par le désert Lybique, véritable chaussée qui s'appelait autrefois la route des esclaves, route magnifique de 180 km dont la création aura une profonde répercussion sur la vie économique et sociale du pays.

De toutes ces splendeurs nous pourrons trouver des admirateurs passionnés : « Un voyage en Egypte est une aventure merveilleuse dont on demeure bouleversé et si forte est l'emprise de ce pays surprenant qu'on se reproche d'en avoir ignoré les splendeurs », écrit Mme Lucie Paul Marguerite.

« A cinq jours de Marseille par la mer, c'est la vision la plus stupéfiante, la plus noble et la plus reculée qu'offrent ces étendues où s'agite un peuple vertueux », ajoute M. Marcel Espian.

Parlant du Caire, M. Lorette précise : « Longtemps on est comme hébété, tant les merveilles de cette ville se bousculent dans l'esprit » et M. de Waleffe d'indiquer : « On n'a qu'une idée quand on y rentre, c'est d'y passer le reste de ses jours !... ».

Ces témoignages ne viennent-ils pas attester le magnifique résultat acquis par l'Egypte indépendante qui n'a eu besoin de personne pour accomplir ces prodiges !

Prenons dans un autre domaine un exemple plus saisissant

(1) On appelle le Caire la ville aux 3.000 minarets.

de la sagesse du gouvernement et de ses aptitudes politiques comme le fait d'un Etat qui ne dispose comme ressource que des impôts directs (1) de pouvoir en 1929 consacrer les bénéfices d'un budget prospère à acheter la moitié de la récolte du coton du pays tout entier pour éviter la ruine des producteurs : quelle belle leçon donnée à certaines nations qui ne cessent de se débattre dans des difficultés sans nombre au milieu d'émeutes de grèves, de chômage et de ruines, tandis que le peuple égyptien vit dans la paix et dans la tranquillité, sur ces rives du Nil aux vieilles traditions, aux évocations mystérieuses qui ramènent les hommes à lui, ce qui fait dire au proverbe arabe « qui a bu de l'eau du Nil en reboira » ; le Nil, la grande richesse naturelle avec des ramifications nombreuses dues aux travaux persistants et scientifiques d'irrigation qui permettent maintenant de déverser l'eau fécondante dans les moindres parties du Delta.

Toute cette richesse entretenue, conduite, canalisée, assise est l'œuvre des gouvernements seuls, et seuls des gouvernements nationaux aux inspirations nationales ; ce qui faisait dire à Napoléon dans une des pages dictées à Sainte-Hélène pour démontrer que jamais dans aucun pays l'Administration n'a autant d'importance sur la prospérité publique :

« Le gouvernement n'a aucune influence sur la pluie ou sur la neige qui tombent dans la Beauce ou dans la Brie, mais en Egypte le Gouvernement a une influence sur l'étendue de l'inondation qui en tient lieu : c'est ce qui différencie de l'Egypte administrée sous les Ptolémée de l'Egypte déjà en décadence sous les romains et ruinée sous les Turcs ».

Cette opinion ne consacre-t-elle pas d'une façon incontestable les opinions que nous venons d'émettre et que nous aurons à développer dans notre étude.

Ces impressions sont toutes établies sur la grande idée nationale dont nous avons suivi la persistance, depuis les origines et pendant des siècles ; elle a été souvent attaquée, elle a dû paraître en sommeil pendant les conquêtes ; elle ne s'est jamais éteinte.

(1) Les impôts indirects sont très rares.

Nous pouvons la comparer à l'idée de nation qui s'est brillamment fait jour lors de la grande Révolution française par l'union contre l'envahisseur par l'enrôlement volontaire quand la Patrie est en danger.

N'avons-nous pas en Egypte vu ce spectacle lors des émeutes d'émancipations nationales où tout un peuple se soulevait contre l'étranger et où les Grands Muzzins, le Grand Patriarche et les Rabbins parlaient à une foule avide de liberté et faisaient la trêve des idées personnelles pourtant si fortes au point de vue religieux pour amener la libération non seulement du territoire, mais du commerce, de l'argent et des âmes.

PREMIÈRE PARTIE

L'évolution historique de la Liberté Nationale du 19^e siècle jusqu'en 1880

CHAPITRE PREMIER

Mohamed Ali.

Nous avons vu comment l'esprit national s'était depuis toujours manifesté dans le peuple égyptien. Nous avons montré comment cet esprit s'était révélé à maintes reprises, mais il fallait un homme qui puisse non seulement l'incarner, mais encore lui donner la possibilité d'entrer dans les réalisations pour établir ce qu'on appelle une nation, une puissance.

Le premier homme qui comprit cette mission fut le grand Mohamed Ali.

On a pu dire que la voie lui avait été facilitée par la destruction de la Cavalerie Mamelouk si redoutée au point qu'on passait en adage qu'en Egypte à cette époque « On tue un homme comme on tue un bœuf » (1).

Cette œuvre de salubrité et de sécurité fut accomplie par Bonaparte qui, de 1798 à 1801, prépara la renaissance égyptienne ; il la prépara également en apportant à ce pays tout ce qui lui fut comme une révélation, un institut, des fabriques, des journaux, des imprimeries, des théâtres, etc...

Mohamed Ali parut en 1805 juste au moment où les grandes puissances envisageaient la disparition de la Turquie et, l'Angleterre, l'Autriche, la Russie et la France cherchaient

(1) Volney, voyage en Epypte 1786.

à se réserver le meilleur morceau : c'est justement cette convoitise qui amenait les grandes puissances elles-mêmes à avoir des heurts fréquents et être la source de complications infinies.

Mohamed Ali fortifia son pouvoir intérieur et réunit à l'Egypte de grandes régions, afin de pouvoir disposer d'une armée solide et de puissantes ressources. Son heure était venue, alors que l'Angleterre et la France adoptaient une attitude indécise et opposée vis-à-vis de l'Egypte.

Tous ses efforts furent couronnés de succès, mais il fallait profiter d'une occasion favorable pour intervenir d'une façon efficace au milieu de ces difficultés, pour ne rien laisser au hasard et pour ne pas risquer de perdre en quelques mois le fruit de tant d'efforts et de sacrifices, en laissant retomber l'Egypte dans la servitude de nouveaux conquérants.

A vrai dire, tout le passé de Mohamed Ali l'avait préparé à tous les points de vue et nous ne pouvons faire mieux que de citer l'appréciation de M. Gouin : « Il s'est fait renard souvent, lion toujours, il a renversé les Osmanlis par les Mameluks, les Mameluks par les Albanais, les Albanais par les Egyptiens. Il a fasciné, il a détruit quatre vice-rois sans craindre de s'asseoir à son tour sur un trône si fragile ; y monter c'était un chef d'œuvre, y rester, un miracle ».

Avant de parler du règne prestigieux de Mohamed Ali, il nous faut, en effet, pour bien le comprendre, fournir quelques détails sur l'homme.

Il naquit à Kavala en Roumélie en 1769 et, chose curieuse la même année que Napoléon et Wellington.

Son père Ibrahim Aga était officier dans l'armée turque ; c'est un soldat dans toute l'acception du terme, il avait outre le futur Vice-Roi quinze enfants et sa situation était des plus précaires.

Il mourut jeune et l'enfant fut confié à son oncle Toussoun qui ne tarda pas à être décapité sur l'ordre du Sultan. Mais le Gouverneur de Kavala, ami de la famille, prit l'enfant chez lui et lui fit donner la même instruction et la même éducation qu'à son fils.

Le hasard des relations de ce gouverneur fit qu'un

négociant marseillais M. Léon connut le jeune homme et fut frappé de son intelligence et de ses qualités. Il s'attacha à lui et lui témoigna la plus grande affection. Mohamed Ali a toujours eu, probablement en reconnaissance des bienfaits dont il avait été comblé par ce commerçant, une grande sympathie pour la France.

Mais le futur monarque était rempli d'ambition et il voulait profiter d'une occasion pour se faire remarquer, il n'avait que quinze ans.

Justement les habitants d'un village voisin avaient en masse refusé le paiement de l'impôt, ce qui est toujours un incident fort grave. Il s'offrit de faire rentrer toutes les sommes dues au Trésor et réussit pleinement sans aucun moyen de coercition.

Le succès attira de nouveau sur lui l'attention du Gouverneur qui se l'attacha ; en 1787 il le maria à une de ses parentes dont il eut trois enfants et des petits enfants, dont nous aurons d'ailleurs à parler, puisque l'un Ibrahim fut du vivant de son père son lieutenant le plus remarquable, et Ismaïl qui devint Vice-Roi et qui fut un de ses petits enfants. Nommé officier de la milice, il ne perdit pas de vue ses intérêts personnels et réussit merveilleusement dans une affaire de tabac ; de ces succès commerciaux il garda toute sa vie un ardent désir de s'occuper du négoce et des questions qui s'y rattachent.

Mais les Français débarquaient en Egypte : Mohamed Ali fut désigné comme conseil du jeune fils du Gouverneur de Kavala, Ali Aga, qui était chargé de commander les troupes envoyées par ordre du Sultan pour combattre en Egypte.

Les troupes ottomanes avaient été défaites en 1799. Mais la conduite du Mohamed Ali avait été remarquée de tous ses chefs et le Gouverneur de l'Egypte le nomma Général de Division.

Mais les Mameluks dispersés par les troupes de Napoléon voulaient s'unir et reprendre la direction du pouvoir en Egypte ; l'amiral Turc par contre avait reçu des ordres pour installer de nouveau un Gouverneur, et à la suite d'un guet apens où périrent les principaux chefs Mameluks, la Porte

installa un nouveau pacha Mohamed Kosnevo dont Mohamed Ali devint le confident.

Entre temps les Albanais engagés dans l'armée turque, placés sous les ordres de Mohamed Ali se mutinèrent secrètement et s'emparèrent de Damiette : le Pacha s'enfuit, le Général ouvrit lui-même les portes aux révoltés et s'appuyant sur eux, marcha contre le pacha, l'enferma dans Damiette et le fit prisonnier.

La Porte inquiète envoya un nouveau Pacha qui commit l'imprudence de se rendre seul chez Osman Bardissy, l'un des chefs Mameluks, ce dernier le fit mettre à mort, il pensa que du coup lui et les autres membres de sa famille pourraient reprendre le pouvoir.

Il y était encouragé par Mohamed Ali qui mit les Albanais à sa disposition, mais il ne tarda pas à les travailler secrètement pour qu'ils se révoltent de nouveau sous prétexte qu'on ne les payait pas.

Devant cet état de choses Mohamed Ali conseilla à son ami d'ordonner la levée de nombreuses taxes qui exaspérèrent les habitants qui se révoltèrent en envahissant les mosquées.

Mohamed Ali travailla en dessous main les prêtres et quand il fut sûr du succès, il marcha avec les Albanais contre son ancien ami qui ne dut son salut qu'à la fuite. Mais il ne voulut pas prendre le pouvoir trop tôt ; il laissa les Albanais refuser le retour de l'ancien Pacha et fit nommer un autre Pacha : Kourshid Pacha ; ce dernier, politique maladroit, fit pleuvoir une grêle d'impôts sur le peuple ; celui-ci soutenu par les Albanais se révolta et Mohamed Ali força le Pacha à capituler ; les troupes élirent leur chef Vice-Roi par acclamation et la Porte ratifia cette élection en le nommant Pacha à trois queues.

Mohamed Ali s'engageait à payer un lourd tribut de cinq millions de livres et une prestation de 6.000 mesures annuelles de blé.

Il avait conquis le pouvoir.

A la suite de négociations sur lesquelles nous n'insisterons pas et qui virent le jour dès l'évacuation de l'Égypte par les Français, la Sublime Porte avait désigné comme vice-roi

d'Egypte Khourchid Pacha, mais il dut quitter rapidement le Caire à la suite d'émeutes populaires. Mohamed Ali venait de se brouiller avec le Sultan trop affaibli pour le combattre. Il s'appuya sur ses deux chefs Albanais et se fit confirmer comme nous l'avons dit, dans son Gouvernement de l'Egypte, son succès devint complet lors de la mort des deux derniers chefs Mameluks El Bardissy, 19 novembre 1806, El Elfi 30 janvier 1807.

Mais les Anglais avaient des visées précises sur l'Egypte et décidèrent l'occupation d'Alexandrie ; leur première tentative de débarquement fut un désastre dû à la résistance populaire à la Rosette ; une nouvelle défaite à El Hamed décida le Gouvernement britannique à évacuer le pays (14 septembre 1807).

Débarrassé des Anglais, Mohamed Ali se retourna contre les Mameluks qui tenaient la Haute Egypte.

Mais la Turquie d'une part, et les Grandes Puissances d'autre part ne voyaient pas d'un bon œil l'installation en Egypte d'un chef aussi redoutable. Il fallut à ce dernier deux occasions qu'il ne laissa pas échapper : il se débarrassa des Mameluks en les anéantissant (Août 1810) et soumit la Haute Egypte : il put ainsi rétablir l'ordre politique et remettre les finances sur pied, notamment par le commerce intensif du blé qui lui permettait de renforcer sa situation : ainsi que l'écrivait M. Drovetti le 28 novembre 1812 « Mohamed Ali épargne pour les contingents futurs 20 millions par an : il est considéré à cette heure comme le Pacha le plus riche de l'empire Ottoman » (1).

Le Consul d'Angleterre s'en inquiétait d'autant plus, que le nouveau Pacha sous des prétextes de questions commerciales démolissait le régime des capitulations, et constatait que la Sublime Porte était dans l'impuissance absolue d'intervenir contre son Vassal (2).

Mais pour intervenir utilement dans les conflits entre Grandes Puissances, il fallait prendre parti pour l'une d'elle ou tout au moins s'en rapprocher. L'Angleterre tout en se

(1) Mohamed Ali et Napoléon, par Driault.

(2) Archives Anglaises, F. O. 24, Volume 4.

montrant fort aimable vis-à-vis de Mohamed Ali ne fit rien pour l'aider à proclamer son indépendance vis-à-vis de la Sublime Porte (1).

Mohamed Ali s'en rendit compte et essaya de l'obtenir, alors que le Gouvernement français comprit l'intérêt qu'il avait de rentrer dans ses vues, en lui montrant comment le commerce français pouvait se développer en Orient grâce à son appui (2).

Enfin il se rapprocha de la Sublime Porte (3) en lui montrant toute l'aide qu'il pouvait lui apporter en cas de conflits avec les Grandes Puissances, en soutenant aussi son Suzerain, en lui inspirant confiance, il se donnait la possibilité d'asseoir sa propre puissance au besoin en prenant en main le Gouvernement des autres territoires et ayant le commandement en chef des troupes d'Egypte, de Syrie et de Bagdad : arriverait-il à faire proclamer son indépendance en créant un fief héréditaire ?

La Sublime Porte lui donna l'occasion de réussir en le chargeant de la lutte contre l'Arabie révoltée sous les ordres de la puissante secte des Wahabites : le 6 octobre 1813, après plusieurs années de campagne, et grâce à l'énergie et à l'audace de Tousson bey son principal commandant, il fit son entrée solennelle à la Mecque. Il sut s'attirer les sympathies des chefs arabes par son Administration et sa sagesse.

La grande victoire de Bésil acheva d'écraser les Wahabites et lui permit de ne plus craindre le retour offensif de ces derniers.

Eu dépit de manifestations de loyalisme comme la remise solennelle des clés de la Mecque au Sultan de Turquie (7 juillet 1813), Mohamed Ali n'oubliait pas ses visées personnelles et l'indépendance politique de l'Egypte. Il était aidé par des collaborateurs zélés, actifs et intelligents comme Kiaya Bey, qui maintenait la discipline de ce pays en l'absence de son Maître, et n'hésitait pas à prendre des mesures énergiques

(1) Archives Anglaises, F. O. 24, Volume 4.

(2) Mohamed Ali et Napoléon, lettre de Drovetti, du 5 juin 1811, op. cit.

(3) Lettre de Mohamed Ali à Neguib Effendi du 26 Chawal 1225 de l'égire.

pour arrêter toute velléité de soulèvement (assassinat de Latif, 12 décembre 1813). Son fils Ibrahim d'autre part devait être l'un de ses plus précieux lieutenants.

Ce dernier prit à l'âge de 27 ans le commandement d'une armée qui, par petites étapes, arriva ainsi à conquérir définitivement non seulement l'Arabie, mais à soumettre également les grands chefs du monde musulman. Abdallah, chef des tribus révoltées, voyait chaque jour ses troupes les plus fidèles l'abandonner : le 15 septembre 1818, il se rendit à Ibrahim et fut conduit sur Constantinople où il fut décapité. Mais le pays avait été gagné par les manières et la diplomatie d'Ibrahim. M. Drovetti écrit encore (1) :

« Il s'avancait en allié, non en conquérant, chaque seau d'eau tiré par les Bédouins pour les troupes, chaque datte cueillie, chaque morceau de bois consumé était à l'instant même payé généreusement, tandis que les officiers et les soldats retenus par la crainte de peines sévères n'osaient faire la moindre insulte à la population désarmée ».

Les villages et les tribus frappés du déploiement de la puissance égyptienne, attirés par l'espoir du profit, séduits par l'ordre et la sécurité qui leur étaient offerts, se détachaient l'un après l'autre du Nedjd pour se soumettre à Ibrahim ; tous ceux qui demandaient à traiter obtenaient aussitôt les conditions les plus avantageuses. Une faible minorité refusait cependant d'abandonner la cause des vrais musulmans pour reconnaître la souveraineté du « chacal égyptien » ; Ibrahim se garda de recourir à la violence, il se contenta de chasser de leur demeure ces obstinés sectaires et de les pousser vers le Nedjd, leur recommandant avec une amère ironie « d'aller grossir les rangs des fidèles ». Cette manœuvre épuisa les ressources d'Abdallah en le chargeant d'une foule inutile et affamée. L'offre de quelques pièces de monnaie et d'une ample provision de tabac faite aux bédouins qui fourniraient des chameaux et des guides pour la route, amena tous les clans nomades sans exception sous l'étendard du Pacha. Ainsi « roulant pas à pas le Nedjd » s'approchant par des

(1) op. cit.

marches faciles du plateau central, pourvu de toutes les provisions nécessaires à son armée, ne perdant pas une goutte de sang, Ibrahim maintenait ses communications avec l'Égypte, et ne laissait derrière lui que des alliés ou des amis.

Mais Mohamed Ali avait des visées ambitieuses, il n'oubliait pas qu'il voulait travailler pour lui, les précédentes victoires en Arabie avaient étouffé tout germe de soulèvement ou d'émeute.

C'est ce qui se produisit dans le Yemen, tributaire de la Sublime Porte, contrée excessivement riche et qui était l'objet de razzias de la part de tribus voisines.

Un moment donné ces bandes armées contraignirent les soldats de l'Imam à battre en retraite, ce fut alors la dévastation (1).

Il n'en fallait pas davantage à Mohamed Ali pour intervenir en prétextant la défense des intérêts de la Sublime Porte.

Il y était d'autant plus engagé que depuis quelques années l'Angleterre ayant été effrayée de la politique réalisatrice du Vice-Roi d'Égypte jusqu'aux abords du Golfe persique, avait essayé de fomentier des troubles par l'intermédiaire de ses consuls afin de justifier l'envoi de troupes, ou le bombardement des villages en escomptant éventuellement une occupation (2). Ce fut le cas du consul de Moka.

L'Angleterre offrait pour des raisons que nous pouvons comprendre d'aider le Vice-Roi dans sa pacification du Yemen.

Mohamed Ali refusa, d'ailleurs d'accord avec la Sublime Porte, afin d'éviter au Gouvernement britannique d'agir, soit dans le présent, soit dans l'avenir. (3)

Bien mieux, il notifia au Consul anglais en Égypte que toute tentative d'agitation anglaise autour des Lieux Saints de l'Islam auraient des conséquences désastreuses et que d'ailleurs le Yémen était définitivement soustrait aux puissances chrétiennes depuis sa victoire. Les Anglais n'en continuèrent

(1) Archives de la Citadelle du Caire, lettre d'Ahmed Bey à Mohamed Ali du 3 Chawal, 1235 de l'égire.

(2) Lettre du Colonel Missette, archives anglaises F. O. 24 Vol. 6

(3) Archives de la Citadelle, Op. cit.

pas moins et le 30 décembre 1820 avaient fait débarquer leurs troupes.

Un traité commercial et politique fut finalement conclu le 15 janvier 1821.

L'œuvre de Mohamed Ali avait été réalisée bien à temps et il apparaît qu'il était bien le principal lieutenant du Sultan et le protecteur des musulmans.

Toutefois, il faut reconnaître qu'il montrait dans tous ses rapports avec le Sultan une merveilleuse diplomatie, ainsi que le dénote la lettre d'instructions qu'il adressa à son Général Ahmed Pacha.

« Vous dites dans votre dernière lettre que vous avez mandé Ibn-Rabian chef des Oteibaks et d'autres tribus dépendantes et l'avez chargé de vous procurer deux mille chameaux pour le transport des provisions et vivres jusqu'à Bicha, à raison de six dollars par chameau que vous avez distribués aux divers chefs des pelisses d'honneur. Vous m'annoncez en même temps que dès l'arrivée des troupes régulières vous les dirigerez sur Caâba pour les suivre ensuite avec votre cavalerie, j'espère que, avec l'aide de Dieu, vous parviendrez à mettre fin aux troubles qui désolent le pays d'Acre et que vous y rétablirez un régime convenable. Cette tâche accomplie, vous pénétrerez au cœur même du Yémen.

« Votre fermeté et votre énergie m'ont donné une vive joie et je forme des vœux pour le succès de votre entreprise ».

« Je vous autorise donc à avancer jusqu'à Sanâa, si vous croyez à la nécessité de cette avance, vous devez commencer par pénétrer dans la région Yemenite infestée par la tribu d'Yam qui s'en est emparée depuis plusieurs années et la mettre à la raison comme vous l'avez fait jadis pour les rebelles de l'Alfi. Vous écrirez ensuite une lettre à l'Imam de Sanâa pour lui annoncer que vous êtes arrivé sur les lieux, par ordre de sa Majesté le Sultan et qu'après avoir châtié la tribu d'Yam et délivré la population de ses méfaits et de ses dépradations et leur avoir rendu par là un service, vous venez uniquement et simplement dans son pays pour y rétablir l'ordre sans toucher à son autorité qui lui restera confiée comme par le passé et que vous lui demandez même aide et

assistance pour protéger le Yémen contre toute domination et toute incursion du dehors et exécuter la volonté suprême du Sultan.

« Vous lui ferez parvenir cette lettre par un messenger spécial chargé de vous apporter la réponse, à son retour, sans toutefois vous arrêter entre temps, car vous devez vous avancer lentement, pas à pas et après quelques jours alors que vous continuerez à avancer, vous enverrez une seconde lettre. Si la réponse est favorable, toujours en avançant, vous lui prodiguerez les ménagements et vous ferez la conquête du pays en le dotant d'un régime convenable.

« Dans le cas d'une réponse défavorable ou d'une attitude hostile de sa part, ne déviez pas de cette ligne de conduite, vous continuerez toujours à lui envoyer des lettres, cependant que vous continuerez toujours à avancer vers Sanâa et sa région. Une fois le pays soumis à votre autorité, vous y nommerez les Gouverneurs que vous jugerez capables et vous prendrez toutes les dispositions nécessaires à son organisation. Vous ferez montre dans tous vos actes de la plus grande fermeté, car une telle conduite serait l'objet de la satisfaction de votre Seigneur et Maître sa Hautesse le Sultan. »

Mohamed Ali prit alors une décision dont les conséquences furent et demeurèrent capitales pour le sujet que nous traitons : il conquit le Soudan.

Ainsi que le raconte un savant français de cette époque, M. Cailleaud qui accompagna l'expédition (1). « Cette campagne était relativement facile en dépit d'un mauvais climat et des communications très difficiles ; cette conquête devait donner à Mohamed Ali une source inépuisable d'hommes et de ressources. »

Une armée de 5.000 hommes suffit, ayant à leur tête Ibrahim Pacha ; les Chaikias furent soumis à la suite d'ailleurs d'atrocités inutiles, ainsi que Mohamed Ali le reprocha sévèrement à son fils (2).

(1) Voyage de Merve au fleuve blanc au delà de Fazogl dans le midi du royaume de Sénar à Syoah et dans d'autres oasis 5 Vol. in. 8° 1826-1827.

(2) Archives de la Citadelle du Caire 1821.

Leurs conquêtes n'étaient encore terminées qu'ils poursuivaient leur avantage et qu'une grande expédition était organisée. L'armée était séparée en deux tronçons en direction du fleuve blanc et du fleuve bleu.

Arrivé dans la Province de Dinka, Ibrahim tomba très malade et le Darfour ne fut pas conquis.

D'ailleurs à cette époque Mohamed Ali était préoccupé de ce qui se passait en Europe.

Il voulait préparer une magistrale intervention et harcelait son fils de demandes d'esclaves pour augmenter son armée.

Malheureusement à son retour d'expédition Ibrahim fut attiré dans un guet apens et fut brûlé vif avec tous ses compagnons (Octobre 1848).

L'empire d'Egypte était constitué. Du Golfe Persique au désert de Lybie, du Soudan à la Méditerranée, de part et d'autres, de la Mer Rouge, il s'étendait sur cinq millions de kilomètres carrés : 10 fois la France, la moitié de l'Europe : « un Empire Napoléonien, ou Pharaonique, dit M. Driault dans son œuvre, « *La formation de l'Empire de Mohamed Ali.* »

La Guerre de Morée commençait, la Grèce en effet s'était révoltée (2 février 1821). Mais il fallait avant d'intervenir réorganiser l'Administration de l'Egypte et de ses conquêtes ; il rétablit l'ordre et la sécurité qui attirèrent des Européens en Egypte, qui devenait le point de contact entre l'Occident et l'Orient, il institua une véritable liberté des cultes, autorisant même l'emploi des cloches dans les édifices chrétiens, manifestant ainsi sa tolérance.

Le commerce se développa. Il organisa la petite propriété foncière en procédant à des expropriations, moyennant indemnités.

Il s'attaqua au problème important de l'irrigation des eaux du Nil ; il lutta contre le régime capitulaire.

Enfin il s'attaqua à la création d'une industrie locale par l'édification de deux filatures de coton et d'autres fabriques.

Il réorganisa l'armée, il s'attacha comme Conseil le Colonel Sèves qui devint plus tard Soliman Pacha.

La Sublime Porte, par contre, commençait à sentir sa puissance s'affaiblir, elle venait de subir de sanglants échecs dans

la révolte des Grecs, elle demanda donc secours à Mohamed Ali qui fut chargé de châtier les rebelles.

Sous le commandement de son fils Ibrahim, 30.000 hommes formés à la française s'embarquèrent sur une flotte de 63 navires de guerre et de 100 bâtiments de transports.

En janvier 1825, le débarquement en Grèce s'opéra. Après une lutte difficile dans un pays favorable aux guerres des partisans, Missolonghi, ville de résistance des Grecs, tomba entre les mains des Égyptiens.

Pendant ce temps, Anglais et Russes ne s'entendaient pas sur la conduite à tenir. Mais la victoire d'Ibrahim fit mettre ces deux pays d'accord, d'où sortit le protocole anglo-russe du 4 avril 1826.

Un ultimatum fut adressé à la Porte qui l'accepta ; dans cet ultimatum on établissait un statut politique pour les Grecs qui restaient dépendants de la Turquie, mais qui jouissaient de libertés fort appréciables.

L'Angleterre opéra également un rapprochement avec la France et élimina l'influence française en 1825, comme elle l'avait fait avec les Russes en 1824.

Mohamed Ali se rendit compte qu'il ne pourrait lutter contre une coalition européenne, et il ne voulut pas ni se ruiner, ni ruiner son prestige, pour des buts qui ne lui étaient pas personnels.

Il avait d'ailleurs fort à faire dans son Etat dont les finances, par suite de mauvaises recettes, n'étaient plus prospères.

L'Angleterre intervint et détourna Mohamed Ali de ses préoccupations en Grèce en l'attirant sur la Syrie qui avait l'intention sous le pouvoir de la France de proclamer son indépendance.

L'Autriche s'inquiétant de la solution apportée à la question jugée par les puissances, Metternick ne pouvait pas voir d'un bon œil une insurrection aussi protégée.

Elle délégua M. Prokesh Osten en mission spéciale auprès de Mohamed Ali, afin d'obtenir de lui qu'il fasse une campagne d'hiver plutôt que de rester dans l'inaction.

Mohamed Ali très adroitement rejeta la responsabilité des événements sur le Capitan Pacha (amiral turc) dont dépendait

le sort des opérations, et la correspondance de ce diplomate nous apprend pour quelles raisons Mohamed Ali ne voulut plus continuer la guerre de Grèce : les vexations de la Porte, le manque d'argent, et le fait qu'il n'y a plus rien à faire pour une décision armée à cause de l'intervention des puissances.

On passa donc l'hiver sur les mêmes positions en réorganisant l'Armée.

Cependant la Sublime Porte se rendit compte des divisions entre l'Amiral Turc et le Vice-Roi et confia à ce dernier le commandement unique. Il en profita pour réorganiser la flotte turque.

Les puissances européennes s'effrayèrent du développement de l'empire égyptien et de sa puissance.

Le Gouvernement autrichien s'en rendit compte.

Citons seulement un rapport de son consul qui démontre l'influence du Pacha d'Egypte quand il intervenait dans la lutte européenne : il étudie l'attitude d'une nouvelle puissance africaine qui se présentait aux yeux des princes réunis de l'Europe, et comment elle doit être envisagée ; « Cette question, dit le diplomate chargé du rapport, me semble d'un intérêt tout aussi direct pour la Monarchie de l'Autriche que pour celle de la Russie, car toutes deux ne sauraient voir avec indifférence l'établissement d'une nouvelle autorité, dont l'exercice ne dépendrait principalement à l'instar d'Alger, de Tunis et de Tripoli, que de celui d'un système de piraterie et de brigandage qui infesterait les mers et finirait par porter les coups les plus sensibles au commerce déjà si fortement troublé par l'anarchie des six dernières années ».

« C'est donc sous ce double point de vue que ma Cour attache une grande importance à cette mesure ; point de vue qui est parfaitement partagé par l'Angleterre et la France ».

Le Vice-Roi s'en rendait compte, mais il se trouvait d'autre part acculé aux pires difficultés : l'internonce autrichien à Constantinople ; M. Aserti l'exprima de cette façon :

« Les efforts faits par le Pacha pour préparer la flotte et l'expédition sont formidables. Ses ressources financières n'étant pas venues d'Europe, il a dû y suppléer par ses ressources personnelles.

« Des deux embouchures du Nil jusqu'aux confins de la Nubie, les extorsions les plus graves ont été commises pour drainer l'argent, les paysans ont dû donner jusqu'à leur dernier sou. Au Caire, et à Alexandrie, les commerçants ont dû vider leurs caisses ; à Boulak on en est venu à une mesure dont il n'y avait jamais eu d'exemple : ordre a été donné par le Gouvernement que toutes les marchandises dont le poids pouvait laisser supposer qu'il y eut de l'argent soient retenues en douane et séquestrées pour le compte du Gouvernement qui prendrait possession des sommes en donnant en échange aux propriétaires Levantins ou Européens des bons payables en marchandises, en longues échéances.

« Ce sont des décisions désespérées, mais qui prennent impunément en Turquie. Elles donnent la mesure de la difficulté financière du Pacha qui est plus libérale que ne pensent les Turcs — en général — et qui doit avoir quelque répugnance pour de semblables procédés.

« On est même allé, la nuit, frapper aux portes des commerçants pour qu'ils donnent : 1.000, 2.000, 3.000 taleins, et il leur a fallu les donner, car si les promesses et les accords n'aboutissaient à rien, on avait recours aux menaces. Même Boghos n'a plus d'argent disponible et toutes les caisses de ses commerçants prises ensemble ne donneraient pas 2.000 taleins. Dans quel embarras se trouve placé le commerce par le manque aussi absolu de numéraire, je le laisse à considérer à la sagesse de votre Excellence. Mais en attendant, le Pacha a atteint son but, son expédition est prête. La moitié des bâtiments sont déjà sortis et croisent à l'entrée du port en attendant que les autres sortent. Votre Excellence trouvera ci-jointe une note exacte de tous les bâtiments qui composent l'expédition. Je me fais garant de son exactitude. Ces notes me reviennent à quelques petits cadeaux, mais je serai récompensé par l'agrément que votre Excellence pourra m'en montrer et je fais volontiers des sacrifices même d'argent personnel pour le besoin du Service et pour m'en faire honneur ».

Cependant dès juillet la flotte turco-égyptienne se préparait à quitter Alexandrie pour attaquer Andra, ce qui devait

définitivement liquider la question grecque ; elle partit le 31 août.

Les puissances se concertaient.

Le Vice-Roi était d'ailleurs loin d'approuver aveuglément la politique de la Sublime Porte ; par fatalité il attendait les événements.

Le 20 octobre, la célèbre bataille de Navarin amenait la destruction de la flotte turque.

Il fallait faire la paix : mais dans quelles conditions avec un empire aussi affaibli et désorganisé, que l'Empire ottoman.

Le Vice-Roi très courageux renonça à profiter personnellement de la situation et ne pensa qu'à l'Empire turc lui-même.

Mais à Constantinople on avait perdu la raison et on croyait qu'en déchaînant une guerre sainte, on aboutirait à des résultats inespérés, ce qui avait amené et ce qui amena la Russie à envahir la Turquie ; l'expédition menée rapidement amena enfin les Turcs à accepter le traité d'Andrinople le 14 septembre 1829 dans lequel la Turquie adhéra au Traité de Londres du 6 juillet 1827.

Mohamed Ali se rapprocha alors complètement de l'Angleterre pour lutter contre la Russie qui était l'éternelle menace de l'Empire turc, et la France dont la politique nord africaine l'effrayait, alors qu'il projetait lui-même de créer son immense empire arabe.

Malheureusement il ne pouvait guère compter sur le Gouvernement turc lui-même qu'il méprisait, il avait, prétendait-il, le tarif des consciences à Constantinople.

Il était donc tout préparé à rompre avec lui.

Le Gouvernement Turc le sentit et dépêcha un de ses meilleurs diplomates Pestew Effendy qui vint offrir la Crète au Vice-Roi (Firman 31 août 1830).

Mais c'était trop peu pour les ambitions de Mohamed Ali et il ne tarda pas à le manifester en faisant la conquête de la Syrie. Cette expédition qui n'avait l'air en apparence que d'une querelle entre deux Pachas puisque Abdallah Pacha de Syrie donnait asile aux fellahs, était en réalité une attaque contre la souveraineté de la Sublime Porte. Les opérations

étaient ouvertes : elles se terminèrent par la débâcle turque de Koniah (21 décembre). Mohamed Ali hésitant, moins entreprenant que son fils n'en profita pas pour marcher sur Constantinople.

Le grand Vizir prisonnier allait-il se joindre au Vice-Roi pour détrôner le Sultan ?

« Nous pouvons avancer jusqu'à Constantinople, accompagnés du grand Vizir, écrivait le généralissime le 28 décembre, et déposer le Sultan promptement et sans difficulté.

« Mais nous voulons savoir le plus vite possible si vous avez réellement l'intention de mettre ce projet à exécution, afin que nous prenions dès à présent les mesures nécessaires, car le règlement véritable de nos affaires ne se fera qu'à Constantinople et c'est là que nous devons nous rendre pour édicter nous-même notre volonté.

« Cependant, je vous le répète en toute franchise, la propagande seule ne nous y mènera pas. Mais si vous visez par les bruits que vous lancez, un bruit politique tendant à menacer Constantinople et l'obliger à accepter nos conditions, il sera inutile de nous arrêter à Koniah et de ne pas continuer notre marche en avant.

« Koniah est assez loin et les gens de Constantinople ne seront disposés à conclure la paix avec nous que si nous entrons dans la capitale même, de même qu'ils n'ont conclu la paix avec les Russes que quand ces derniers ont pénétré jusqu'au cœur du pays et sont parvenus à Tchékmedj aux environs de Constantinople.

« C'est pourquoi nous devons poursuivre notre marche jusqu'à la brousse au moins, occuper les villes situées sur la côte de Marmara et en faire des bases maritimes pour l'approvisionnement de nos armées. C'est alors que nous pourrions propager facilement les bruits que pourrait amener la chute du Sultan. Dans tous les cas si nous ne réussissons pas à provoquer son détrônement, nous pourrions du moins faire une bonne paix conforme à nos vœux ; sans vos derniers ordres qui nous interdisent formellement toute avance, j'étais déjà aux portes de Constantinople ».

Mais il y avait l'Europe qui s'effrayait à l'idée de l'avance sur Constantinople. En effet, Ibrahim marcha sur Kutahia et la Porte implora l'aide russe.

Le Baron Roussin, ambassadeur de France à Constantinople, prit l'initiative des négociations.

La paix fut signée à Kutahia après de nombreux entretiens et l'envoi de trois missions étrangères à Alexandrie, l'Angleterre, l'Autriche et la France ; l'Égypte obtint Adana qui avec Candie et la Syrie complétait le tout, faisant de ce pays un immense empire avec le Soudan, l'Arabie, la Palestine, la Syrie, les défilés du Taurus et l'île de Crète.

Les deux pays restèrent sur le pied de paix armée. Le Sultan cherchait une guerre de revanche et les sources de conflit étaient nombreuses ; fort heureusement les Hautes Puissances intervenaient.

Le Traité d'Unkier Skelessi entre le Sultan et la Russie n'avait pas non plus liquidé la question de Constantinople et les puissances s'inquiétaient de la politique russe qui pouvait amener à tout bout de champ une intervention armée des Russes dans les Dardanelles.

Cette situation embrouillée ne clarifiait pas la situation égyptienne, elle augmentait chaque jour les causes de discorde comme la fixation des nouveaux tributs ; il ne faut pas oublier que la question du tribut à la Sublime Porte avait toujours été capitale et était toujours discutée depuis 1807 au moins.

Mohamed Ali se débattait dans de grandes difficultés financières, des insurrections éclataient en Syrie, finalement le Sultan voulut même envoyer sa flotte contre Mohamed Ali.

Les choses s'arrangèrent, mais Mohamed Ali tenait à faire proclamer par l'Europe son indépendance. L'Angleterre manifestait en Orient une grande activité diplomatique : la France intervint alors et entraîna une politique de rapprochement, d'entente, avec Mohamed Ali, mais ce dernier voulait s'appuyer sur la France pour faire reconnaître cette indépendance : il échoua. le Prince Packer Muskan nous explique les raisons de son échec :

« Mohamed Ali, disait le Prince Packer Muskan, voulait

pour sa propre conservation, celle de sa famille, et la grandeur de sa vie active, que l'indépendance de fait qu'il avait acquise fût reconnue « *de jure* » et assurément il était en droit d'entretenir de telles espérances, depuis que les puissances ont partout ailleurs agi dans cet esprit.

« La Grèce n'appartenait-elle pas aussi légitimement et aussi justement que l'Égypte au Sultan ? Est-ce que Louis Philippe reconnaissait la suzeraineté de la Porte sur l'Algérie, parce qu'elle l'exerçait autrefois sur le Bey ? Mohamed Ali n'a-t-il pas une autorité aussi solidement établie, il est jusqu'à présent un souverain beaucoup plus libre et beaucoup plus respectable, sur les pays qu'il gouverne que le roi Othon en Grèce, les Français à Alger ou le Sultan dans son Empire même.

« C'est pourquoi il avait profité du bon moment et après avoir gagné une bataille, prit comme conquérant le titre correspondant à la réalité et d'une main ferme plaça la couronne sur sa tête. Il est probable que ni le sabre, ni la diplomatie ne le lui aurait ôté ni même essayé de le faire, mais chercher par la voie de négociations ce qu'il avait négligé de faire par la hardiesse, était une vraie faiblesse et rendait le succès impossible, même s'il avait tous les arguments du monde en sa faveur ».

La France se rapprocha de l'Angleterre et l'Égypte se trouva isolée, ayant toute l'Europe contre elle.

Mohamed Ali décida de renforcer son autorité à l'intérieur et fit un grand voyage d'études au Soudan, redevenue terre égyptienne, grâce à ses victoires et ce, en vue d'organiser ses grands territoires.

Pendant son absence les esprits s'étaient calmés, les revendications de Mohamed Ali en France, notamment sa thèse étaient étudiées et il trouvait de nombreux défenseurs.

Mais naturellement l'Angleterre et la Sublime Porte pour des raisons diverses luttèrent contre cette propagande et n'attendirent qu'une occasion pour entrer en conflit avec Mohamed Ali.

La guerre reprit donc entre la Turquie et l'Égypte, et malgré les observations des puissances européennes, les troupes turques passèrent l'Euphrate. La France alors intervint, tandis que les Égyptiens venaient de vaincre les Turcs à Nezib.

Elle intervenait pour éviter tout arrangement direct entre les belligérants, car elle estimait que la question égyptienne tenait à toute l'Europe.

Mohamed Ali se rapprocha donc de la Turquie et le 16 juillet 1839 il recevait en ces termes les représentants de la flotte turque :

« Mes enfants, dit-il, nous ne sommes tous qu'une seule et même nation. Désormais personne ne doit dire : « moi je suis Egyptien, moi je suis Constantinopolitain » nous n'avons tous qu'une seule croyance et qu'un seul souverain. Il faut de l'union pour rendre à l'Empire sa force et sa grandeur. C'est à ce but que doivent tendre tous nos efforts... Notre Sultan est un beau diamant sans tache ; si de mauvais souffles le ternissent, ce ne sera que par nous. Vous comprenez que je veux parler de Khosrew Pacha, dont les conseils ont été déjà si pernicieux à l'Empire, car s'il restait à la tête des affaires, il en consommerait la ruine. Il faut le mettre dans l'impuissance de continuer à nuire, c'est un devoir pour tous ».

L'Empire devant cet état de choses se rallia à la théorie française et empêcha tout arrangement direct, mais les puissances ne l'entendirent pas ainsi et les Anglais proposèrent un autre arrangement.

Finalement les Grandes Puissances formèrent une union sans la France et imposèrent à l'Egypte la Paix telle que l'avait rêvée l'Angleterre.

Voici ce qui était décidé, (dépêche secrète du 10 Juillet 1840 adressée à Metternik). Eléments essentiels du projet :

1° L'Egypte resterait à titre héréditaire à Mohamed Ali.

2° Ibrahim Pacha continuerait à avoir le gouvernement de Djedda...

.....

.....

3° Les Provinces de Saint-Jean d'Acre, Feide et Tripoli seraient gouvernées par Mohamed Ali qui pourrait en disposer à sa mort en faveur de ses fils ou petits fils, sous la condition qu'aucun de ses successeurs ne pourrait cumuler le gou-

vernement de deux de ces provinces, ni celui d'aucune d'entre elles avec le gouvernement de l'Égypte.

6° Il est bien entendu que ces trois provinces ne pourraient être possédées par les successeurs immédiats de Mohamed Ali qu'à titre viager et qu'à leur mort elles seraient reversibles au Sultan...

Mais la guerre se rallumait en Syrie, le Sultan avait décidé de déposer Mohamed Ali, les Anglais bombardaient Beyrouth.

Ibrahim dut quitter la Syrie.

Finalement le 29 mars 1840 était promulguée la charte nouvelle.

Malgré toutes ses atténuations, cette charte constitutionnelle maintenait l'Égypte dans une étroite dépendance de la Porte et créait un nouveau *statu quo*, source d'un conflit permanent entre la Porte et l'Égypte ; elle stipulait que l'investiture serait donnée par la Porte à chaque nouveau Gouverneur et prévoyait le voyage de celui-ci à Constantinople pour présenter ses hommages à son suzerain, par là le pouvoir héréditaire était restreint et humilié, le chiffre de l'armée égyptienne était limité en temps de paix à 18.000 hommes, ainsi on ôtait à l'Égypte tous les moyens de manifester sa puissance au dehors et de mener une politique active dans le monde. Sa parité des ordonnances d'uniformes et d'insignes militaires avec celle de l'empire... tout jusqu'à l'obligation de fournir aux villes saintes, la Mecque et Medine, la quantité de légumes accoutumée.

C'était le résultat de la politique implacable de Palmerston qui, après avoir isolé la France,isola l'Égypte, disloqua l'Empire de Mohamed Ali, ainsi que le démontre le tableau suivant :

EMPIRE DE MOHAMED ALI	Etendue en lieues de 2.000 toises carrées	HABITANTS
Egypte	22.000	3.000.000
Nubie, Kordofan, Senaar	50.000	1.100.000
Arabie	27.000	4.300 000
Syrie, Cilicie	8.440	1.800 000
Ile de Candie	690	120.000

Mais hélas ! le Grand Vice-Roi devait connaître des jours bien sombres et nous n'insisterons pas sur la fin de cette existence.

Il mourut le 2 août 1849.

Nous ne relaterons pas comment se firent les funérailles, mais nous devons retenir l'opinion d'hommes qui l'ont connu de très près ; son médecin le docteur Clot Bey dit de lui en effet : « L'ensemble de ses traits, dit-il, forme une physionomie vive et mobile, animé d'un regard scrutateur et présentant un heureux mélange de noblesse, de finesse et d'amabilité. Sa démarche très assurée a quelque chose de la précision et de la régularité militaire ; et sans chercher la richesse ou l'éclat dans ses vêtements, il est très soigné dans sa tenue.

« C'est un homme vif et très impressionnable, excellent père de famille, d'une générosité peu commune et d'une activité extraordinaire. Le soin de sa réputation présente et de sa gloire à venir l'occupent beaucoup ; d'un tact précieux pour les affaires, il joint un jugement sain et un coup d'œil rapide, il ne connaît aucune langue étrangère, mais sa perspicacité est telle que dans ses conversations avec les Européens, il devine souvent dans leurs yeux ce qu'ils ont voulu dire avant que la traduction en soit achevée.

« Essentiellement tolérant, il observe sa religion sans fanatisme ni bigoterie. Les commencements de sa remarquable carrière prouvent assez qu'il est brave et inaccessible à la peur et d'ailleurs ne l'a-t-on pas vu en 1844 aller braver, malgré son âge, les écueils du Nil pour se rendre à Faza-Glou, c'est-à-dire à six cents lieues de sa capitale, briser sa barque, se jeter à la nage, et faire sur un dromadaire à travers les déserts une route longue et périlleuse ».

Il faut retenir l'œuvre éminemment nationale qu'il a réalisée.

Après avoir conquis, il a su administrer. Il s'entoura de collaborateurs remarquables qui l'aidèrent dans la réalisation de sa magnifique entreprise : Cerisy pour la marine, et le colonel Sèves (Soliman Pacha) pour l'armée. Le monarque a pu rapidement discipliner et mettre en état de lutte une armée de 200.000 hommes et une flotte de 30 bâtiments.

Il se rendit compte des résultats obtenus et il se plaisait à

rappeler qu'Alexandre Le Grand était comme lui né en Macédoine.

Il est arrivé à réaliser l'unité territoriale de l'Egypte en dehors des conquêtes passagères ; il a incarné l'Egypte dans son indépendance et dans sa richesse.

Il représentait l'Etat lui-même avec toutes ses productions qu'il savait contrôler et diriger. Il a ravivé la vieille âme de l'Egypte. Il lui a fallu lier le passé à l'avenir ; il a laissé une nation supérieurement organisée à tous les points : il fut « un homme de génie » suivant l'expression de Lamartine.

Ainsi se terminait d'une façon bien pénible et bien triste la vie d'un homme qui fut l'un des génies politiques de l'Egypte.

Il convient d'examiner maintenant ce que devint son œuvre.

Nous allons donc nous occuper du règne de ses deux successeurs immédiats Abbas premier et Saïd avant d'étudier l'œuvre essentiellement nationale et importante réalisée par Ismail.

CHAPITRE II

I. — Abbas Premier (1849-1854).

Il était difficile de succéder à Mohamed Ali, en toute impartialité, nous devons dire qu'Abbas Premier n'a gardé aucune des qualités de son prédécesseur et qu'il a exagéré ses défauts.

Il aimait énormément le luxe et les choses frivoles, il était méfiant, mystérieux même, puisqu'il s'adonnait aux superstitions les plus populaires et faisait la fortune des devins.

Facilement cruel et despote, il se montra ennemi de toute innovation même dans des domaines aussi sérieux que la comptabilité.

Peut-être ne tenait-il pas à ce qu'elle fût bien tenue : ses dépenses s'élevaient à plusieurs millions et ce pour des occasions qui ne les justifiaient pas : achats de meubles pour garnir cinq palais (7 millions), voyage à Constantinople pour son investiture (5 millions) etc... Et nous parlons de francs à la valeur de 1849.

Sa politique étrangère fut mal comprise ; il s'aliéna les grands esprits d'Europe qui auraient pu lui rendre service : il aida à l'établissement de la tyrannie de ce qu'on a appelé l'ère consulaire.

Nous ne pouvons citer ici tous les faits excessivement graves où des aventuriers de toutes les nations avec la complicité ou l'appui officiel de leurs consuls ont ruiné l'épargne et la propriété des Egyptiens en pillant le Trésor par des menaces de procès ou de représailles non fondées (affaires Rosetti, Pio-Nino ; Mac Auley, Mariani etc...). M. John Ninet dans son livre « *Au pays des Khédives* » écrit textuellement :

« Le consul général de Toscane en Egypte, ancien camarade de collège de Pio-Nino, M. le Commandeur A. de Rosetti, un des meilleurs types des appétits exotiques de l'époque de Mohamed Ali, résidait à Alexandrie, où il cumulait ses fonc-

tions diplomatiques avec celles d'une maison de commerce importante, très protégée du Pacha. Sans contredit, et relativement bien entendu, le Consul Général de Toscane était un des plus surchargés de besogne, le nombre des sujets du Grand-Duc, établis en Egypte, dépassant de beaucoup sans en être la fleur, celui des autres Etats de la Péninsule italique. Il est juste de dire que, déjà à cette époque, florissaient en Orient les tripotages de Chancelleries consulaires à l'aide desquelles les rayas ottomans, israélites et chrétiens, se réveillaient un bon matin, protégés quelquefois même sujets d'une puissance occidentale, qui ne s'en doutait guère, et cela au mépris des capitulations internationales. L'Agence de Toscane avait la réputation, bien méritée, de trafiquer, clandestinement sur une grande échelle de cette sorte de marchandise que j'appellerai tout simplement : passe-ports, et qui se vendait fort cher ».

La situation dans le monde était loin encore d'être solide dès 1849. Abbas s'était aperçu qu'il ne pouvait compter sur l'appui qu'il espérait de la Turquie qui essayait d'affaiblir l'Egypte, afin d'obtenir par la force la suppression des garanties accordées en 1841 et Benedetti prophétique de dire : « La Porte et Abbas regretteront également tôt ou tard de ne pas tirer un meilleur parti de l'entente qui les unit aujourd'hui ». (1)

Aussi dès 1850, la Turquie voulut-elle imposer une nouvelle Charte, la Tanzimat, qui ne tendait rien moins qu'à supprimer l'autonomie intérieure établie par le traité de 1841. Exemple : d'après l'article 6 du 3ème chapitre, chaque province avait son gouvernement divisé en trois pouvoirs : judiciaire, administratif et fiscal, tous séparés et responsables à la Sublime Porte. Les fonctions du Vice-Roi devaient naturellement être comprises dans la deuxième catégorie et les ressources financières du pays confiées à un Officier de la Porte, le Defterdar. Et du coup c'en était fait du gouvernement héréditaire de l'Egypte. Le Vice-Roi protesta et montra qu'en dépit de sa faiblesse il avait le sentiment national : il voulait se poser en

(1) Archives Françaises A. E. correspondance politique Egypte Vol. 21; Le Caire, le 18 avril 1849.

défenseur de son autonomie contre les empiétements et déclarait au Consul anglais Mr Murray « que le traité de 1840 au bas duquel les puissances avaient apposé leur signature allait devenir un chiffon de papier en ce qui concerne les droits héréditaires ». (1)

L'Egypte ne deviendrait plus qu'une province ottomane : la discussion put jouer sur l'application du « Cacas » clause du Tanzimat retirant le droit de vie ou de mort du Vice-Roi pour le donner au Sultan.

L'Angleterre soutint Abbas et obtint en récompense que le Vice-Roi favorisât les intérêts britanniques (concession du chemin de fer du Caire à Alexandrie).

Toutefois Abbas voulut aller plus loin et obtint contre augmentation de son tribut la propriété du Djebel Schemmer, situé entre Bagdad et la Mecque, et vénéré de toutes les tribus arabes. L'Angleterre eut des craintes et chercha des motifs qui lui permettraient d'attaquer l'Egypte. La France d'une autre façon poursuivant d'autres visées, ne tarda pas à contrarier les projets anglais. L'Angleterre en effet n'était pas seulement préoccupée par l'Egypte, mais également par le Soudan, et nous verrons plus tard combien la question du Soudan est devenue une pierre d'achoppement pour les relations anglo-égyptiennes.

Un certain Allys Bucianti, établi en Egypte dès l'occupation française en 1795 n'avait-il pas, le 12 mars 1852, envoyé à Lord Palmerston, un long rapport dans lequel il conseillait à l'Angleterre de s'emparer de l'Egypte et du Soudan à cause de la richesse économique pouvant découler de la culture intense du coton (2).

Déjà, la situation se montrait grave aux yeux d'Abbas isolé contre les trois grandes puissances européennes : la Turquie qui voulait lui imposer le Tanzimat, l'Angleterre et la France qui soutenaient la Turquie pour en profiter plus tard.

Abbas voulut s'appuyer sur l'Angleterre en lui concédant

(1) Archives Anglaises F. O 78, vol. 916 ; le Caire le 24 avril 1852. De Murray à Canning.

(2) Archives Anglaises F. O, 78, Vol. 969.

la voie ferrée du Caire à Alexandrie : la France ne pouvait accepter de tels résultats et son Consul écrivait ces lignes prophétiques : « Tenez, disait le Consul de France à un interlocuteur égyptien, il est évident que le Pacha croit en ce moment n'engager que son petit doigt, et qu'il est libre de le retirer aussitôt que l'on le lui serrera trop fort. Eh bien, il se trompe ; c'est absolument une roue d'engrenage : après le doigt c'est la main, après la main le bras, et puis le corps qui est pris et brisé sans merci (1) ».

Finalement en 1852 après l'intervention de l'Angleterre, le droit de vie ou de mort fut maintenu au Vice-Roi, mais après avis d'un grand conseil destiné à instruire les grands procès criminels, ce frein ne fut d'ailleurs pas sans utilité avec un monarque comme Abbas ; en fait la peine de mort disparut sous son règne.

Abbas mourut subitement dans des circonstances assez obscures le 13 juillet 1854 et il est à la vérité de dire que sa disparition amena une détente générale ; en fait, il avait gâché l'œuvre de Mohamed Ali et tout en manifestant de temps à autre quelques velléités du Gouvernement national, il avait été entraîné par ses défauts et ses vices à de tels excès, que de son règne il ne reste à peu près rien : l'indépendance du pays n'avait fait aucun pas.

II. — Mohamed Saïd

Celui qui succéda à Abbas était un tout autre homme, il était loin d'avoir les faiblesses de son prédécesseur et garda toute sa vie les traces de l'éducation européenne qu'il avait reçue ; bien mieux, ayant passé une partie de sa jeunesse sur les bateaux au milieu des marins, il manifesta toute sa vie son amour pour le peuple ; il le traita avec douceur : Ibrahim, son frère avait été l'ami du soldat, Saïd fut non seulement l'ami du soldat, mais du fellah. Nous sommes toutefois obligés

(1) Archives anglaises F. O. 78, vol. 875, extrait d'une lettre d'Arakel Nubar datée d'Alexandrie, 19 juillet 1821, au secrétaire particulier de S.A. Au Caire relatant d'une conversation qu'il avait eue avec le Consul de France,

de reconnaître qu'il était loin d'être un homme d'Etat comme Mohamed Ali et comme son successeur Ismaïl ; il voulut travailler au relèvement du pays, mais son absence d'énergie et le tempérament mou de sa nature l'empêchèrent de réussir et il subit aussi la pression des consuls.

La nation égyptienne pouvait courir de grands dangers, puisque Napoléon III avait établi un partage de l'Afrique du Nord : Le Maroc à la France, la Tripolitaine à la Sardaigne, l'Egypte à l'Angleterre.

Cette dernière ne suivit pas Napoléon III pour des motifs de prudence et aussi parce que l'Europe la tourmentait beaucoup plus.

C'était l'époque de la guerre de Crimée et on ne parlait rien moins que de partager la Turquie. Or l'Egypte avait aidé la Sublime Porte, elle avait fourni une flotte de guerre et trente mille hommes.

Après le traité de Paris le 30 mars 1856 qui consacrait la défaite de la Turquie, les diplomates estimaient que l'Egypte se trouvait placée sous « la garantie collective des puissances » (M. de Freycinet) et ce, en vertu du principe même de l'arbitrage obligatoire (Art. 8) concernant la question d'Orient.

Mais l'intervention européenne ne se traduisit pas par des moyens politiques, elle se manifesta par des interventions diplomatiques et par une sorte de colonisation économique à l'aide de moyens financiers et plus particulièrement de prêts hypothécaires.

Les idées libérales de Saïd n'étaient pas évidemment susceptibles de trouver une application immédiate dans une dynastie qui venait de se fonder et pour un peuple qui n'était pas formé politiquement à de grandes libertés, il fallait avant tout éviter les troubles, surtout à cause des visées des puissances étrangères toujours prêtes à intervenir par les armes sous un motif quelconque.

La place occupée par un Vice-Roi était donc essentiellement délicate.

Or Saïd avait certainement en vue de faire bénéficier le pays des progrès réalisés dans tous les domaines dans l'ordre social, il proclama l'égalité de tous les Egyptiens devant la

loi, notamment en ce qui concerne l'armée que Saïd voulait former en armée nationale, on supprimait la levée en masse et le recrutement se faisait sans condition de situation en prenant comme ordre d'appel la date de naissance. Pour intensifier davantage l'esprit national parmi les troupes, il abolit les anciens règlements vis-à-vis de l'avancement et de la nomination des Officiers. Désormais tout simple soldat égyptien peut devenir officier et ce, pour réorganiser le haut commandement.

C'est ce qu'il advint à Arabi Pacha qui devait jouer un rôle important dans la Révolution de 1881 et qui dans ses mémoires relate comment, parti comme simple soldat en 1854, il devint premier lieutenant-colonel en 1860 ; il écrit notamment au chapitre « Les plus beaux jours de ma vie » : « J'ai été, dit-il, l'objet de la sollicitude de feu Mohamed Saïd, en signe d'admiration il m'a fait présent lors de son voyage en Arabie (1) d'un ouvrage arabe édité à Beyrouth, et intitulé « Histoire de Napoléon Bonaparte » (2). Il me parlait à cette occasion, non sans amertume, de la facilité avec laquelle les Français conquièrent l'Egypte et la nécessité de protéger la patrie contre le joug de l'étranger. La lecture de cet ouvrage m'a fait sentir le besoin réel d'un gouvernement constitutionnel en Egypte et je commençai depuis lors à m'intéresser à l'histoire des peuples occidentaux.

« Ce sentiment se fortifia encore davantage, lorsque j'entendis un discours prononcé par Saïd Pacha, à la suite d'un banquet offert à Kasr-el-Nil, aux ulémas, aux membres de la famille régnante, aux officiers de l'armée et aux dignitaires de Royaume : « Mes amis, disait le Vice-Roi, j'ai médité sur les conditions de ce peuple égyptien opprimé,

(1) Arabi accompagnait Saïd Pacha en qualité d'aide de camp.

(2) Arabi racontait le 16-3-1903 à M. Blunt que le 1^{er} ouvrage qui lui avait suggéré ses idées politiques était une traduction arabe « *La vie de Bonaparte* » par le Colonel St-Louis. « Saïd Pacha, au cours de son voyage à Médine, avait lu cet ouvrage qui relatait la conquête de l'Egypte par 30.000 français ». « Voyez, dit-il, comment vos compatriotes se laissent battre ». « A mon tour je me décidai à lire cet ouvrage et de cette lecture, je tirai la conclusion que la victoire des Français était due à leur organisation et à leur entraînement, et que nous pouvions en faire autant de l'Egypte ».

humilié et asservi dans son histoire par les peuples de la terre. Il a passé sous le joug des dominateurs de toute espèce, tels que les Pasteurs, les Assyriens, les Perses, les Lybiens, les Soudanais, les Grecs et les Romains. Mais l'Égypte n'était pas au bout de ses peines, car après l'apparition de l'Islam, elle fut conquise par les Ommiades, les Abbassides, les Fatimites, les Kurdes, les Circassiens, les Turcs et les Français de Bonaparte. C'est pourquoi j'estime, en tant qu'Égyptien, qu'il est de mon devoir d'entreprendre l'éducation de ce peuple et de le rendre capable de se passer du concours des étrangers. Je suis décidé à réaliser cette idée ». « Après ce discours, dit Arabi, les princes et les grands s'en allèrent étonnés et mécontents. Les Égyptiens par contre rayonnèrent de joie et d'espérance. Personnellement, je pensais que ce discours devait être considéré comme la première pierre de « l'Égypte aux Égyptiens » et que Mohamed Saïd pouvait être regardé, à juste titre, comme promoteur de la renaissance nationale ».

Cet incident se place en 1859, le 19 novembre, et certainement Saïd et ses contemporains n'étaient pas peu frappés des événements qui se déroulaient en Europe.

Enfin pour donner à cette armée le goût du pays et réveiller en elle l'instinct patriotique, il donna comme mission aux Égyptiens poètes de composer des hymnes nationaux.

Mais Saïd voulut également dans un esprit national que la terre puisse appartenir à un plus grand nombre d'Égyptiens possible et l'on sent l'influence de son éducation. Il fit distribuer des terres dans chaque village et les paysans eurent la possibilité d'acheter et de vendre, mais en leur interdisant — ce qui dénotait une certaine sagesse — d'entrer en relations commerciales avec les Européens. Afin de ne pas grever la terre de charges fiscales, il procéda à l'établissement de l'assiette de l'impôt, tout en l'exonérant de ce qui était dû antérieurement, ce qui représentait une somme considérable. Enfin tous les octrois antérieurs furent supprimés.

Ce fut l'ère d'une prospérité jusque là inconnue pour le fellah et les richesses commencèrent à s'édifier.

Enfin Saïd s'occupa particulièrement du Soudan. Nous avons vu et nous verrons surtout pourquoi le Soudan peut et doit être considéré à bon droit comme une terre d'Égypte.

Pour tous les règnes où les Vice-Rois ont donné la preuve d'une administration sérieuse, le Soudan a toujours été au premier plan de leurs travaux.

Au cours d'un voyage qu'il accomplit en 1857 dans ce pays, il rendit des ordonnances de la plus haute importance, il donna aux populations un Statut libéral, abolit les lourdes charges qui pesaient sur leurs épaules, mit fin aux vexations dont elles étaient l'objet.

« Ce qui consolide la prospérité d'un pays, disait une de ses ordonnances adressées aux nouveaux gouverneurs, ce sont les constructions des maisons dans les villes, mais vous devez faire attention qu'on ne bâtit pas en travers des rues, avançant et rentrant ainsi que cela se pratique aujourd'hui, mais que les nouvelles bâtisses soient bien alignées... Vous encouragerez les habitants à planter des arbres dans les rues et le long du Nil ».

M. Ferdinand de Lesseps, qui faisait partie de la suite du Vice-Roi, disait : « Ces ordonnances rappellent à la fois, par le ton général qui y règne, les ordonnances antiques de nos rois et les traditions patriarcales de la Bible ».

Toutes ces réformes restent à l'honneur de Saïd qui se trouvait dès le début de son règne dans une situation telle que le consul de France la décrivait ainsi :

« Autour du Vice-Roi, écrivait le consul de France, le 2 octobre 1854, les dirigeants et les chercheurs d'or s'agitent sans cesse. De tous les coins de l'Europe, au premier bruit de la mort d'Abbas Pacha, il en est venu une masse s'abattre sur l'Égypte comme sur une nouvelle Californie. Les projets les plus extraordinaires, les plans les plus absurdes, ont été présentés à Son Altesse qui a le tort, à mon avis, de perdre un temps précieux à les examiner. De ce côté, je crains bien que Saïd Pacha ne ressemble un peu trop à son frère. Son esprit aventureux est toujours disposé à se laisser séduire par les mots retentissants que l'on répète à chaque instant à son oreille ». (Arch. frs op-cit. Vol. 25).

Il lui était difficile de lutter ouvertement contre les consuls à raison des mauvaises habitudes prises par son prédécesseur ; deux consuls notamment laissèrent une triste impression : De Léon, consul des États-Unis et de Zizinia surtout, consul de Belgique. Il faut bien dire que ces deux hommes qui auraient pu être combattus par les consuls des autres puissances et notamment le consul de France, Sabatier, trouvèrent souvent en eux un appui ; il en résulta des marchandages, des spéculations, des transactions véreuses, des réclamations injustifiées qui se terminèrent par des demandes de dommages-intérêts au gouvernement égyptien pour des sommes considérables. (Affaire du Comte de Castellani).

Saïd s'en apercevait et cédait par faiblesse et par crainte de complication ce qui lui faisait raconter l'anecdote suivante :

« Un jour, il recevait au Palais Ras-el-Tine, à Alexandrie, la visite d'un consul général. C'était en été, toutes les fenêtres étaient ouvertes et laissaient pénétrer l'air de la mer. Le consul tenant son chapeau sur ses genoux éternua ; quelques instants après, deuxième éternuement, puis un troisième : « Couvrez-vous, mon cher consul, s'écria le Vice-Roi, couvrez-vous ; vous n'auriez qu'à vous enrhummer, votre gouvernement me demanderait une indemnité ».

Les choses allaient à ce point de vue de mal en pis : le représentant de la Grande-Bretagne préconisa alors un système judiciaire, sous la forme d'un Tribunal International ayant pour objet de juger de toutes les réclamations, à la manière du Tribunal mixte commercial qui existait à Alexandrie.

« J'ai parlé, écrivait le consul anglais, le 12 août 1861, du système honteux apporté par mes collègues d'appuyer contre le gouvernement, des réclamations qui ne résisteraient pas un instant à l'examen devant un tribunal régulier. Il y avait là des sources fertiles de profit pour des personnes peu dignes de porter le nom de commerçants, et je crains qu'elles ne fussent trop souvent profitables à ceux qui soutenaient ces réclamations, témoin les immenses fortunes amassées par ces derniers.

« Avec un chef d'État comme le Vice-Roi, le consul étranger n'avait qu'à manifester un appui persistant en faveur de la

réclamation de ses sujets et il était sûr à la longue de réussir...

« Les sommes payées d'avance pour éteindre les réclamations de Rosetti, Bravay, Zizinia, Gibarra, et récemment Castellani, payeraient à elles seules le quart des dettes du Vice-Roi ».

Mais il rencontra l'opposition de tous ses collègues, et il est fort regrettable que Saïd n'ait pas profité de l'appui de l'Angleterre, de la Russie et des Pays-Bas pour imposer l'établissement du Tribunal. Sa politique connut par contre d'autres succès. Il confia notamment la Direction du Transit et des chemins de fer à un homme énergique, intelligent, Nubar, qui remplaçait dans ce poste un sujet britannique, M. Green.

En peu de temps, Nubar supprima les abus et réorganisa complètement les services.

Mais la grande réforme consistait évidemment dans l'attitude qu'aurait dû prendre Saïd vis-à-vis des étrangers en Egypte où les Grecs notamment faisaient de nombreuses victimes dans les campagnes : l'Egypte était envahie d'aventuriers.

Cette situation nous est dépeinte dans une lettre du consul de France à l'occasion du voyage de Saïd à Paris, en 1862.

« Le consul de cette puissance (Angleterre), écrivait le consul de France, le 10 mai 1862, se rend à Paris sous des prétextes, mais évidemment pour tout observer. Il y trouvera la grande émigration d'Alexandrie. Votre Excellence aura de la peine de défendre le Vice-Roi que l'on entend ruiner.

« Il a pourtant, avant de partir, fait pour sept millions de libéralités ou de règlements de compte : l'un vaut à peu près l'autre. Il a acquitté en outre, les dettes dues par la succession de Mohamed Ali Pacha, son frère, et, une lettre de change de plus d'un million qui n'était pas, dit-on, bien authentique.

« En Egypte, la population européenne a perdu la notion du juste et de l'injuste. Ainsi Minet-El-Bassa!, le grand marché aux blés d'Alexandrie, était devenu impraticable. Qu'on le répare, disaient les commerçants et nous paierons, qu'im-

porte l'argent ? J'interviens. Le gouvernement fait le travail et le fait à ses frais, mais il prie les propriétaires riverains d'élever un trottoir indispensable. Sur le refus absolu de quelques-uns, les travaux sont suspendus. D'autre part, on demande une municipalité, mais personne ne veut payer l'impôt ; et ainsi de toute chose ».

Tous les moyens étaient bons pour les aventuriers de faire à tout bout de champ intervenir les puissances pour des affaires commerciales et exercer des chantages sur le Trésor Egyptien qui se ruinait (Affaires Oppenhoin, Brigg et autres) d'autant que les Européens se refusaient à payer les impôts qu'ils devaient au Trésor comme propriétaires du sol.

Les Anglais eux-mêmes finirent par protester contre cet état de chose qui est décrit dans un discours que fit Henri Bulwer vers la fin de 1802 à Alexandrie.

« Le Vice-Roi, par trop de bonté, avait le tort d'oublier le proverbe qui dit : « Le miel est mangé par les mouches », que ces mouches en Egypte étaient de plus d'un genre, il y avait les commerciales, les consulaires, les indigènes et que toutes dévoraient ».

« Il faudrait néanmoins, continuait Bulwer, savoir se contenter ; le climat, le mouvement des affaires, des gains magnifiques, de riches et immenses cultures de blé et de coton, une cité qui rappelait Paris et Londres ; des moyens de communication tout européens, tant d'avantages réunis ne suffisaient-ils pas ?..

« On voulait encore posséder sans payer l'impôt. Ce n'était pas juste et Saïd Pacha réclamait avec raison une municipalité, et pour tous l'égalité de taxes ».

Nous nous rendons compte comment dans une telle atmosphère put se faire surgir le projet du percement du canal de Suez.

Nous ne pouvons reprendre par le détail, toutes les tentations auxquelles donna lieu la création de la compagnie de l'isthme.

Jamais au temps de Mohamed Ali, et encore moins d'Abbas, on aurait pu envisager un pareil essai.

Ce fut sous l'influence personnelle de Monsieur de Lesseps

que Saïd comprit toute l'utilité de l'œuvre qui devait être pour l'Égypte à l'avenir l'origine d'une richesse économique considérable. Bien mieux, il est à la vérité de le dire que Saïd fit lui-même le plus grand effort pécuniaire et c'est un point dont toutes les nations du monde qui se servent du canal devraient se souvenir.

De Lesseps n'était pas inconnu de Saïd, lorsqu'il commença ses demandes en vue du percement de l'isthme ; il avait déjà donné la mesure de ses qualités techniques lors de la mise en route des compagnies de remorquages et de bordages du Nil, qui avait donné lieu à de multiples difficultés, et avaient même été la source d'une véritable crise ministérielle, (avril 1857).

Les collaborateurs du Vice-Roi voulaient l'amener à retirer aux étrangers la concession qui leur avait été accordée et qui leur permettait la navigation complète de la Basse-Egypte.

C'est le 15 novembre 1854 que Ferdinand de Lesseps adressa au Vice-Roi un mémoire sur le projet du canal.

Dans son mémoire, il touchait à des points très importants : le premier était que ce nouveau Bosphore, loin de compromettre l'indépendance de l'Égypte, la garantirait, car toutes les puissances considérant comme une question vitale la neutralité de ce passage, empêcheraient l'une d'elles de s'en emparer et de dominer toutes les autres en renversant un équilibre que tout le monde était intéressé à conserver.

Le second point était que la dépense du canal n'était pas hors de proportion avec l'utilité et les profits de cette grande œuvre : « Le pèlerinage de la Mecque, assuré en tout temps, est devenu facile pour tous les Musulmans, une impulsion immense donnée à la navigation à vapeur et aux voyages de longs cours ; les pays qui bordent la Mer Rouge et le Golfe Persique, la côte orientale d'Afrique, l'Inde, le royaume de Siam, la Cochinchine, le Japon, le vaste empire de la Chine, les Iles Philippines, l'Australie, cet immense archipel vers lequel tend à se porter l'émigration de la Vieille Europe, rapprochés de près de trois mille lieues du bassin de la Méditerranée, ainsi que du Nord de l'Europe et de l'Amérique, tels sont les effets soudain immédiats du percement de l'isthme de Suez.

Le 30 novembre, le firman de concession fut signé.

En dépit de l'hostilité de la Sublime Porte et de l'Angleterre, le Vice-Roi dès le début versa à de Lesseps les fonds qui lui étaient nécessaires pour les travaux préparatoires.

Une commission technique internationale fut créée et ses conclusions furent telles que l'Europe entière en fut impressionnée et de Lesseps n'eut pas de mal à faire octroyer un nouveau firman du 5 janvier 1856, qui complétait et précisait les conditions de la concession accordée en 1854.

Pour se faire une idée de l'hostilité rencontrée dans certains milieux pour cette œuvre admirable, il suffit de citer un article officieux du « Times » du 7 avril 1858.

« Le peuple français, non content de sa position sur le continent, ne reconnaissant pas cette vérité que sa mission est purement européenne, cherche à nous suivre partout dans le monde et sans aucun autre but que la satisfaction d'une vanité incommode à s'imposer dans toutes nos affaires. La France n'a pas d'intérêt dans la Mer Rouge ni dans l'Océan Indien ; elle n'est pas représentée en Egypte, que par quelques aventuriers qui, avec une souplesse que les Anglais n'ont aucune envie d'imiter, s'insinuent auprès des Musulmans, et adoptent leurs mœurs, la morale, et assez fréquemment, la foi de la race au milieu de laquelle ils vivent. Cette clique a toujours été animée d'une amère jalousie contre l'Angleterre. C'est à l'inspiration de ces Français, chercheurs de fortune, qu'il faut attribuer le plan de faire un canal de la Méditerranée à Suez, projet trop aventureux et trop impraticable pour que personne puisse le croire sérieusement proposé dans un but commercial et maritime ».

Quoi qu'il en soit, l'œuvre de construction commença.

Comme de Lesseps rencontrait de sérieuses difficultés pour le placement de ses titres, puisqu'il avait voulu que le placement fût libre, c'est-à-dire, qu'il ne voulait pas dépendre des banquiers, il ne craignit pas de se porter fort pour le Vice-Roi des actions non placées au nombre respectable de 85.506.

A ces difficultés financières, il fallait ajouter les difficultés d'ordre international. L'Angleterre s'apprêtait à envoyer une

escadre venant d'Alexandrie pour contraindre le Vice-Roi à abandonner de Lesseps.

Mais la Turquie se montrait hésitante ; le Sultan qui devait en personne débarquer en Egypte n'y vint pas et la flotte se retira.

Tout rentra dans l'ordre, le Vice-Roi qui avait pensé souscrire 64.000 actions se vit par le jeu des circonstances obligé d'en souscrire 114.000 pour une somme de 57 millions de francs, puis de 176.000 actions pour une somme de 88 millions.

Le Trésor égyptien prenait en somme 44 % de la charge du capital de la compagnie.

L'adoption du système du compte courant permettait au Vice-Roi de ne pas verser immédiatement la somme. Pendant deux ans, l'Egypte n'avait aucun effort financier à faire.

Afin de calmer les esprits et de donner des garanties aux hommes d'Etats européens et notamment à Palmerston qui n'a jamais rien compris à l'importance du canal, même au point de vue de l'Angleterre, de Lesseps fit les déclarations suivantes dans un rapport adressé aux membres de la deuxième assemblée des actionnaires.

« Nous appelons de tous nos vœux le règlement international proposé par la Turquie, et nous avons formulé ainsi les bases d'un arrangement :

1° On proclamerait la neutralité complète du Canal de Suez et la liberté de passage pour tout navire de commerce, quelle que fût sa nationalité, moyennant le paiement des droits qui seraient les mêmes pour tous. Cette neutralité est déjà consacrée en principe dans l'article 14 de l'acte de concession.

2° Il serait interdit à tout bâtiment de guerre de passer par le canal à moins d'une autorisation du Gouvernement local ;

3° Il serait formellement interdit à la Compagnie d'ériger aucun ouvrage de défense, ni aucune fortification, soit à l'entrée, soit le long des rives du canal, soit sur les terrains dont elle possède la jouissance dans l'isthme : elle ne pourrait non plus fonder des colonies de cultivateurs qui ne seraient point sujets du Gouvernement local ;

4° Les navires passant par le canal ne pourraient débarquer des troupes dans l'isthme, si ce n'est en cas de maladie, d'avarie, de sinistre, et, dans toute hypothèse, il serait nécessaire d'obtenir l'autorisation du Gouvernement local ;

5° Les terres concédées à la Compagnie ne pourraient être utilisées qu'en vue d'exploitations agricoles ou industrielles, et, s'il arrivait que la Compagnie affermât ou aliénât tout ou partie de ces terres, elle serait tenue de le faire au point de vue exclusif de ses intérêts financiers sans exception de personnes et sans distinction de nationalités.

« Enfin le Vice-Roi d'Égypte s'était montré disposé à admettre dans l'isthme de Suez une garnison, condition qui n'avait pas été imposée aux territoires compris dans les limites de l'Égypte par le Hatti-Sheriff de 1841, ni par les conventions en vertu desquelles les grandes puissances ont reconnu la situation respective de l'Égypte et de la Turquie.

« Cet ensemble de garanties devait dissiper jusqu'au prétexte de toute inquiétude ».

Saïd, qui vers les derniers jours de sa vie, avait paru regretter de s'être engagé si loin dans cette entreprise avait cependant été le monarque qui savait combien l'Égypte avait au point de vue national, intérêt à la construction de ce canal. Non seulement il était fier d'avoir patroné cette œuvre gigantesque pour l'époque et d'avoir préféré en rester pour ainsi dire le maître plutôt que de voir tomber les actions réparties entre les capitalistes de l'Univers (1).

Il y était d'autant plus poussé qu'il n'ignorait pas tout le prestige de l'ingénieur français auprès de la Cour impériale : Napoléon III ne lui avait-il pas envoyé le Grand Cordon de la Légion d'Honneur, le 30 novembre 1854.

Enfin, le principe de la participation à la souscription tel que de Lesseps l'avait conçu, était bien de nature à plaire au caractère temporisateur du Vice-Roi : l'effort n'était pas immédiat.

Il ne faut point enfin oublier qu'en toute impartialité l'œuvre revêtait aux yeux de Saïd un caractère nettement national :

(1) Archives anglaises F. O. 78 ; Vol. 1556. Alexandrie, le 11 juillet 1860.

Le canal était de nature à favoriser étrangement l'Indépendance de l'Egypte :

La France qui s'intéressait forcément à la réalisation du projet allait de ce fait soutenir l'Egypte contre l'Angleterre et la Turquie.

Tout d'abord l'Egypte était maintenant tout à fait séparée de la Turquie.

Le trafic considérable dont le canal allait être la cause, représentait une richesse nouvelle et illimitée pour l'Egypte et si l'on consulte actuellement les statistiques récentes, cette prédiction s'est trouvée confirmée en tous points.

Enfin, puisqu'en principe le canal était déclaré neutre sous la garantie des puissances, la neutralité de l'Egypte en découlerait tôt ou tard.

Saïd ne devait pas voir se terminer cette construction : il mourut le 28 janvier 1863. L'un des derniers actes de son règne fut l'emprunt anglo-allemand du 18 mars 1862 à un taux exorbitant de 11 % pour une somme de 60 millions de francs ; c'était l'ère des emprunts qui commençait.

Il a manqué à Saïd pour être un grand monarque certaines qualités de jugement, notamment dans le choix de ses hommes de confiance, ce que Mahomed Ali possédait avant tout ; une certaine énergie, pour lutter contre la pression des consuls et surtout un pouvoir de décision immédiate ; il aimait louvoyer. Mais il manifestait à côté de cela des qualités de désintéressement rares à l'époque : dans une période critique, il n'hésita pas à vendre son propre mobilier pour le bien de l'Etat : en mourant il légua à sa patrie tout son domaine privé ; son règne marque une étape dans l'évolution nationale de l'Egypte.

CHAPITRE III

Ismâïl

Quand Ismaïl parvint au pouvoir, la situation était assez délicate ; il se trouvait notamment dans le domaine financier aux prises avec la dette gouvernementale qui s'élevait à 347 millions de francs. Il s'en rendit compte et fit, dès son premier discours aux hauts fonctionnaires et aux consuls, une déclaration très nette à ce sujet.

« Je suis fermement décidé à consacrer à la prospérité du pays que je suis appelé à gouverner, toute la persévérance et l'énergie dont je suis capable. La base de toute administration, c'est l'ordre et l'économie des finances. Cet ordre et cette économie, je les poursuivrai par tous les moyens en mon pouvoir, et afin de donner un exemple à tous, et en même temps une preuve de ma ferme intention, j'ai résolu d'abandonner le système de mes prédécesseurs en fixant pour moi-même une liste civile que je ne dépasserai jamais. »

« Cette mesure m'aidera à consacrer au développement de l'agriculture, toutes les ressources du pays, et je serai à même d'abolir le système funeste de la corvée, suivi jusqu'ici par le Gouvernement égyptien dans ses travaux, et qui est la principale et pour ainsi dire l'unique cause qui empêche le pays de prendre le développement dont il est susceptible ».

Le nouveau monarque a essayé de réaliser cette œuvre et a réussi en partie, grâce à son génie.

Il a maintenu très haut le prestige de son nom et de sa considération, toute l'Égypte le connaissait.

Malheureusement il était tenté par le goût de la spéculation qui a mis en valeur tant de belles entreprises, il aimait la Bourse ; il disait notamment un jour à Paris.

« Si je n'étais pas Khédive, je voudrais être agent de change ».

Mais ce goût du risque qui lui permit de faire tant de choses et de les faire en grand ne fut pas sans avoir des conséquences sur le Trésor égyptien.

La dette passa en effet de 367 millions à 2.250 millions de francs à sa mort.

Il faut chercher la cause d'une telle progression dans le caractère d'Ismail qui quand il estimait que l'Égypte était engagée au point de vue amour propre national, organisait des fêtes somptueuses avec un luxe inouï, comme celle de l'inauguration du Canal de Suez en 1864. On peut découvrir une autre source de dépenses dans l'habitude de céder aux réclamations inqualifiables des étrangers en matière d'indemnités comme au temps d'Abbas et de Saïd ; le Canal de Suez également grevait le Trésor, ainsi que les projets du Monarque dont nous aurons à nous entretenir. Cette œuvre fut considérable, elle transforma l'économie nationale de l'Égypte. On pouvait lire le 6 janvier 1876 :

« L'Égypte est un exemple merveilleux du progrès, elle a avancé en 70 ans comme plusieurs autres pays en 500 ans. Les plans de transformations du Vice-Roi affectaient tous les domaines, agriculture, travaux publics, administration intérieure, etc. (1). »

Il encouragea la création de Compagnies de navigation dans lesquelles il prenait personnellement un très grand nombre d'actions pour le projet d'irrigation des eaux du Nil, et la Compagnie Commerciale de la Haute-Égypte.

Enfin, la fameuse « Egyptian Trading Company, limited », qui devait coûter si cher au Trésor, car au lieu d'être une société de crédit raisonnable, elle se tourna vers la spéculation et l'usure.

Voici ce qu'écrivit à ce sujet le correspondant du « Temps » le 10 Février 1865 :

« Je commencerai par la Compagnie dite du Soudan et de la Haute Égypte, dont la création remonte au mois de juin 1863. Lorsque le Vice-Roi se décida à prendre cette entreprise sous son patronage, cinq mois à peine s'étaient écoulés depuis son

(1) Edward Dicey. The story of the Khédivate. Londres, 1902, page 98.

avènement. On ne pouvait mieux commencer un règne. Quel était en effet, le but des fondateurs ? Un but de civilisation et de progrès : développer la production et faire pénétrer le commerce régulier dans de riches contrées inexploitées jusqu'ici...

« Au lieu de cela, qu'a-t-elle fait ? Elle s'est trainée pendant quelque temps dans l'ornière tracée avant elle par des négociants dont les ressources restreintes limitaient les opérations et comprimaient l'esprit d'entreprise. Puis, ne trouvant pas à ce métier d'aliment suffisant pour les grands capitaux dont elle dispose, elle s'est rabattue sur les fellahs. Ses agents ont couru les villages du Delta, faisant aux cultivateurs besogneux des avances sur leurs récoltes de coton, à raison de 3, 4, et jusqu'à 5 % par mois. Bref, du rôle magnifique qu'elle pouvait jouer, elle est descendue, tranchons le mot, à celui d'usurière.

« Le châtiment ne s'est du reste pas fait attendre. Dominé par l'appât d'un gain considérable, la Compagnie s'est laissée trompée sur l'importance de ce gain, des ressources, sur la valeur des propriétés de bon nombre de ses emprunteurs ; et, lorsque a éclaté la dernière crise, une partie de ses placements a été gravement compromise. On n'estime pas à moins de soixante-dix mille livres sterling le chiffre des pertes que l'entraînement de ses agents lui a fait essuyer.

« Espérons que la leçon lui profitera ».

En 1866, la Compagnie était à la veille de déposer son bilan : la pression de l'Angleterre et de la France obligea le Vice-Roi à prendre pécuniairement les dispositions nécessaires à son renflouement dans des conditions particulièrement lourdes pour le pays.

Après une longue résistance et mille faux-fuyants, le Khédive fut contraint de payer aux autres intéressés, victimes de ces combinaisons savantes, des millions que le pauvre fellah dut sortir de sa poche (1).

À côté de ces mauvaises opérations Ismaïl exécuta de grands travaux d'une incontestable utilité, outre le canal de Suez et la

(1) John Ninet, Les Mille Pertuis des finances du Khédive.

transformation des grandes cités comme le Caire et Alexandrie, on procéda à l'agrandissement des ports d'Alexandrie et de Suez, et surtout on créa 112 canaux d'une longueur de 8.400 milles venant s'ajouter aux 44.000 milles existants (1).

Le Canal Ibrahimieh, l'un des plus grands canaux du monde, fut creusé par Bahgat Pacha et Ismaïl Pacha Mohamed. Il ressort d'une étude consacrée au canal, en 1900 par un ingénieur égyptien, Mohamed Effendi Ismaïl, que le Vice-Roi Ismaïl Pacha, ayant au début du règne, mis la main sur 333.333 feddans (le feddan est à peu près un demi-hectare), au Nord de la ville d'Assiout, en Haute-Egypte, l'idée lui vint de creuser un grand canal pour l'irrigation estivale de ces vastes domaines et toutes leurs dépendances situées dans la région de Fayoum. L'ingénieur Baghat Pacha, alors inspecteur général de la Haute-Egypte, fut chargé de l'étude du projet, et, dès 1863, il établit le plan du canal dont il commença l'exécution en 1867. Avec le concours de 100.000 ouvriers travaillant deux mois l'été et deux mois l'hiver, la première partie du canal d'Assiout à Maghagha fut terminée en 1870 par Baghat Pacha, auquel succéda Ismaïl Pacha Mohamed qui creusa la seconde partie du canal, de Maghagha à Beni-Souef et de là à Achment, en 1872, et acheva en même temps le creusement de branches importantes et la construction de ponts et barrages nécessaires pour la bonne distribution des eaux. Le canal Ibrahimieh, long de 268 kilomètres, et d'une largeur moyenne de 14 m. 05, a été un grand bienfait pour la Haute-Egypte. Il arrose, à lui seul, avec ses branches pas moins de 650.000 feddans (350.000 hectares). En outre, grâce à ce canal, le Vice-Roi fonda des grands moulins à cannes, dans les provinces de Minia, Assiout, Beni-Souef et Fayoum,

(1) M. Mulhall, dans le *Contemporary Review* (Octobre 1882), disait que les canaux du Nil dont Ismaïl en a construit 112, doivent rester toujours la plus grande œuvre de son règne, bien qu'elle ne soit pas mentionnée dans le rapport de M. Cave.

« D'après M. Fowler, les excavations par rapport au travail du canal de Suez, étaient de 165 à 200, et partant vaudraient 28 millions de livres sterlings (non 12 millions). Grâce à ces canaux, la population réussit à gagner sur le désert pas moins de 1.373.000 acres représentant une récolte annuelle valant 11.000.000 ou une rente de 1.400.000 persennum ».

et donna ainsi l'impulsion à la culture de la canne à sucre et à l'industrie sucrière.

Le canal et ses barrages, œuvre purement égyptienne, avaient acquis une réputation mondiale et de nombreux Européens venaient assister aux travaux en cours. Sir John Fowler, l'ingénieur anglais bien connu, disait à ce sujet : « Les touristes qui viennent en Egypte visiter les antiquités feraient mieux de visiter ses monuments modernes qui sont le canal Ibrahimieh et ses barrages ».

Nous ne parlons que pour mémoire du développement des voies ferrées, de l'introduction des machines dans l'industrie, de la création de nombreuses fabriques, de l'organisation de l'administration des Postes, de la réforme de l'enseignement qui permit aux enfants de fréquenter plus nombreux l'école publique (1).

Mais toutes ces réalisations nécessitaient de grosses dépenses : à celles-ci s'ajoutaient d'autres dépenses ayant pour origine les relations du Vice-Roi avec la Sublime Porte dont il s'assurait la surveillance en achetant les Hauts Fonctionnaires et le Sultan lui-même.

Le résultat fut d'ailleurs heureux de ce côté, et fort intéressant à relater dans notre exposé.

Ismail réussit à obtenir 3 firmans, 1886, 1867 et 1873. Le dernier modifiait sensiblement la question politique. Il accordait l'hérédité au trône d'Egypte en ligne directe de père en fils, le titre de Khédive et l'augmentation de la force armée égyptienne si amoindrie en 1841, enfin, le droit de conclure des emprunts et de signer des traités commerciaux.

Les emprunts se succédèrent dans de sérieuses proportions, 1864, 1866, 1868 ; ils furent réalisés généralement dans des conditions fort lourdes, le détail de ces opérations multiples dépasse le cadre de notre travail.

La dernière opération terminée, le Vice-Roi pouvait constater qu'après 5 ans de règne, sa dette s'élevait à 600 millions de francs à des intérêts variant en réalité de 12 à 25 %.

(1) Le nombre des élèves qui étaient de 3.000 sous Mohamed Ali, passa à 60.000 sous le règne d'Ismail.

La Sublime Porte intervint et par un firman en 1868, interdit d'accorder tout nouvel emprunt à l'Égypte sans l'autorisation préalable du Gouvernement turc.

Le Vice-Roi fonda alors la Banque franco-égyptienne au capital de 25 millions de francs, dont il prit la plus grande part en action avec l'aide de son entourage : et ce fut cette banque qui exigea de nouveaux emprunts. Les Gouvernements français et anglais favorisèrent ces opérations, puisque l'Égypte pourrait toujours payer.

Après un nouvel emprunt en 1870, le Gouvernement égyptien décida d'un nouvel emprunt national, le Mokabalah (1871).

Mais le Khédive tenait à recouvrir sa liberté internationale, quant aux emprunts, il recommença la manœuvre qui avait si bien réussi, et nous savons comment il obtint par un firman de juillet 1872 que la mesure d'interdiction fût rapportée. Outre les cadeaux princiers offerts au Sultan et à son entourage, il procéda carrément par l'emploi de l'argent.

Une dépêche adressée par Sir Elliot à Lord Granville, le 14 octobre 1872, rapportait que ce firman avait été obtenu directement du Sultan en dehors du Divan, contre une somme de 900.000 livres offerte au Sultan personnellement, de 25.000 au Grand Vizir, de 15.000 au ministre de la Guerre et de 20.000 aux divers fonctionnaires du Palais.

Un voyage devait coûter à l'Égypte 35 millions de francs en argent et en cadeaux. La situation en 1872 n'étant pas brillante, le Vice-Roi fit de nouveau un grand voyage à Constantinople en vue d'avoir des libertés nouvelles, notamment sur le terrain financier. Il obtint ce firman le 8 juin 1873, il en fit une publicité tapageuse en vue de la réussite du grand emprunt.

Cet emprunt devait éteindre une dette flottante de 28 millions de livres sterling, le montant total fut de 32 millions de livres nominales remboursables en 30 ans à 7 % d'intérêt. A la suite de tractations et de combinaisons obscures le Trésor ne touchait qu'une part de 11.750.000 livres sterling.

La situation continua d'empirer et le Khédive dut songer à tirer parti des 176.000 actions du canal et des 15 % des bénéfices du canal accordées au Gouvernement égyptien.

Le 26 novembre au matin, le « Times » annonçait à l'Univers entier que le Gouvernement britannique avait acheté la veille toutes les actions du Khédive.

« Si ce n'est pas une prise de possession matérielle territoriale de l'Egypte, c'est un premier pas. L'Angleterre s'est donné un client qui a besoin de plus de 100 millions pour liquider ses dettes ; elle ne peut plus l'abandonner ; elle surveillera ses finances, elle viendra encore une fois et sous d'autres formes à son secours, et, naturellement, il lui faudra d'autres gages, des sûretés nouvelles ; où cela conduira-t-il ? »

« Ce fut, disait encore un auteur, M. Farman (Egypt's Betrayal) un grand coup réalisé par Disraëli, mais un coup de grâce pour le Khédive, la plus grande faute politique aussi bien que financière de sa vie ».

De fait l'Angleterre entrait en force au Conseil d'Administration du Canal. Le Khédive n'avait même plus une voix.

Et nous en arrivons aux périodes douloureuses à cause de l'ingérence étrangère dans la politique intérieure de l'Egypte, il fallait au Khédive un tuteur pour régler ses affaires.

Le 5 janvier 1876 il se séparait de Nubar, son ministre à idées essentiellement nationales qui s'était toujours montré partisan de l'indépendance financière du pays.

L'Angleterre n'hésitait pas à proclamer ses desseins par l'envoi de la mission Cave : nous lisons dans le « Times » du 24 janvier 1876 :

« La conclusion est que seule une réforme radicale dans le gouvernement et les finances donnerait la sûreté à l'Etat. Sans doute serait-il possible pour l'Egypte de conclure un meilleur arrangement avec ses créanciers, si elle avait meilleur crédit. Mais comment l'aurait-elle ? Toutes les conjectures à ce sujet semblent fondées sur l'idée que, d'une façon ou d'une autre, le Khédive sera amené à se soumettre aux conseils britanniques avec l'humilité la plus complète, que l'Angleterre entreprendra la gestion des finances égyptiennes, et qu'une portion du crédit anglais sera transférée à l'Egypte pour aider son gouvernement à transformer son passif et à diminuer sensiblement ses paiements annuels.

« Mais cela suppose un lien entre les deux gouvernements,

pour lequel il n'y a pas la moindre justification, et une disposition de la part du Souverain égyptien dont nous cherchons en vain une preuve quelconque ».

Le Vice-Roi fit alors appel à la France afin de ne pas rester seul sous le contrôle financier de l'Angleterre. La France envoya M. Villet, ancien inspecteur des finances qui devait contrebalancer le pouvoir du conseiller anglais, M. Rivers Wilson.

Les pourparlers continuèrent, mais le 10 avril 1876, le Gouvernement égyptien annonça par décret que le paiement du bon du Trésor et assignats échéant en avril et mai serait prorogé de 3 mois à 7 %.

On devine l'effet produit par cette décision : ce fut une colère générale en Egypte.

L'Angleterre menaça de publier le texte du rapport Cave et il suffit d'en citer quelques passages pour se rendre compte de l'effet produit.

« On peut dire que l'Egypte est dans une période de transition, elle souffre des défauts du système d'où elle sort et de ceux du système où elle s'efforce d'entrer. Elle souffre de l'ignorance, de la malhonnêteté, de la prodigalité et de l'extravagance de l'Orient, qui ont amené le Souverain au bord de la ruine, et en même temps des grandes dépenses causées par les tentatives précipitées et irréfléchies pour adopter la civilisation de l'Occident ».

« Les revenus de l'Egypte, dit-il, ont augmenté de liv. st. : 55.000 par an en 1804, de liv. st. : 3.000.000 en 1830 et de liv. st. : 4.937.000 en 1864, la deuxième année de l'administration du Khédive ; de liv. st. : 7.377.012 en 1874.

« L'extension des chemins de fer en 1874-75 a été de 1.210 milles. Les importations ont atteint, de 1863 à 1875, liv. st. : 61.939.736, contre liv. st. : 29.641.155, de 1850 à 1862, ce qui indique une augmentation de 100 pour 100 en 13 années. Les exportations ont quadruplé pendant la même période, ayant augmenté en valeur de liv. st. : 36.339.543 à liv. st. : 145.939.736, etc...

« Ces statistiques montrent que le pays a fait de grands progrès de tout ordre, sous le souverain actuel ; mais ces

progrès n'empêchent pas la situation financière d'être très critique. Cependant, les dépenses quoique lourdes, n'auraient pas à elles seules produit la présente crise, qui peut être attribuée presque entièrement aux conditions ruineuses d'emprunts contractés pour de pressants besoins qui, dans plusieurs cas, provenaient de causes sur lesquelles le Khédive avait bien peu de contrôle...

« L'emprunt de 1873 a lui seul absorbé toutes les ressources du pays. Une somme de 34.898.000 a été payée comme intérêt en dix ans, et, cependant, le principal de la dette était plus grand que jamais ».

« Des sommes immenses, dit encore le rapport, sont dépensées à des travaux improductifs suivant l'usage de l'Orient, et à des travaux productifs, mais conduits d'une mauvaise façon ou hâtivement. Cette dernière faute, l'Egypte la partage avec d'autres pays neufs, une faute qui a sérieusement embarrassé les Etats-Unis et le Canada ; mais il est probable que rien, en Egypte, n'a jamais approché les prodigalités malhonnêtes (profligate expenditure), qui ont caractérisé le commencement du système du chemin de fer en Angleterre. Le Khédive a évidemment tenté de poursuivre, avec un revenu limité et dans le cours d'un très petit nombre d'années, des travaux qui auraient dû être répartis sur une plus longue période et qui auraient pesé lourdement sur les ressources d'un trésor beaucoup plus riche ».

Le Khédive se tourna de nouveau vers la France qui parvint à s'entendre avec l'Angleterre pour trouver une solution, ce fut le condominium anglo-français.

La situation devenait en effet inextricable et le ton menaçant des entretiens du délégué français, le baron des Michels, pourtant favorable au Vice-Roi nous montre comment il dut s'opposer à l'idée de banqueroute qui était née dans l'esprit d'Ismail.

Pour exécuter la première partie de son programme, le baron des Michels menaçait le Khédive de demander sa déposition à la Porte, au cas où il eût tenté de mettre à exécution les idées de banqueroute qu'on lui prêtait. « Ismail, raconte l'agent français, répondit d'une voix sourde et suffoquée :

« Mais, si je ne puis pas payer... si l'Égypte est épuisée. Croyez-vous, en me mettant le couteau sur la gorge, me créer les ressources qui me manquent ». « Notre opinion, répliquai-je, est tout au contraire que les ressources de l'Égypte sont très suffisantes pour permettre à son prince de faire face à toutes ses charges. Mais, avant tout, il est une première satisfaction que vous devez accorder à vos créanciers : répudiez publiquement comme mensongère et offensante pour vous, toute velléité de banqueroute, démentez les bruits déjà propagés d'une suspension prochaine, et demandez en même temps aux gouvernements français et anglais de vous envoyer des conseillers de haute compétence auxquels vous abandonnerez les pouvoirs nécessaires, les soins de remettre en bon ordre les finances de votre pays ».

Finalement l'Angleterre et la France imposèrent au Khédive MM. Goschen et Joubert qui avaient pour mission de liquider la situation et de réorganiser les finances.

C'était le début de l'ingérence étrangère.

Une réaction nationale s'y manifesta en la personne du ministre des finances égyptiennes Saddik, qui résista et établit un contre-projet ; il fut assassiné : la place était libre : Événements bien graves, au point de vue national, après d'autres fautes comme la vente des actions de Suez et la disgrâce de Nubar.

En 1874, les étrangers avaient réalisé la mainmise sur l'administration égyptienne sous la surveillance de deux contrôleurs généraux de la Caisse de la Dette et des Tribunaux de réforme qui furent le résultat de leurs décisions.

« Il fallut longtemps, dit lord Milner, pour mettre la dette de l'Égypte sur un pied convenable. En attendant, le pays était destiné à éprouver beaucoup de nouveaux désastres. Le premier règlement de son passif, effectué en novembre 1876 sur les propositions de MM. Goschen et Joubert, fut de très courte durée. Cet arrangement était, en vérité raisonnable, eu égard à l'exposé de situation qui avait été fait pour ces Messieurs : malheureusement cet exposé était complètement erroné. Que les comptes eussent été sciemment ou non em-

brouillés, ce qui est certain, c'est qu'ils ne révélèrent pas la situation réelle. (1) »

Mais il n'en est pas moins vrai ; voici que l'ère de la liberté était passée et que l'Égypte allait être dominée par la Haute Finance internationale et par la politique envahissante de l'Angleterre.

Mais les grandes échéances approchaient et Lord Vivian de préciser lui-même :

« Il est juste, écrivait-il, le 7 juillet, en parlant des contrôleurs, qu'ils protègent les paysans aussi bien que les porteurs et empêchent qu'on tue la poule aux œufs d'or.

« Un grand tort peut être fait au pays et à notre réputation comme jouant un premier rôle dans l'administration égyptienne par la perpétuation des abus et l'oppression sous le couvert de l'autorité ; »

« L'argent demandé (2.074.975) écrivait encore Lord Vivian, à son gouvernement, le 12 juillet, fut entièrement payé hier. Mais je crains que ces résultats n'aient été atteints au prix de sacrifices ruineux pour les paysans par la vente forcée de la future récolte, et par la perception des taxes d'avance. Tout cela doit être, sous une forme ou sous une autre, arraché à un pays déjà écrasé par les taxes. J'ai bien peur cependant que l'administration européenne ne soit inconsciemment en train de sanctionner la ruine complète de la richesse agricole de l'Égypte, et j'estime que les Anglais sont en train d'encourir une sérieuse responsabilité ». (Cité par Rothstein, Egypt's Ruin).

L'Angleterre d'autre part n'avait toujours pas été heureuse dans le choix des fonctionnaires.

« On ne peut pas s'empêcher de remarquer avec regret, écrivait le consul d'Angleterre, le 19 juillet, que, dans ces deux grands départements dirigés par les Anglais, les recettes actuelles sont tombées bien au dessous des prévisions, ce qui a suscité naturellement des critiques inamicales contre une réorganisation coûteuse qui promettait tant et qui donne si peu.

Les directeurs anglais avaient rempli l'administration de

(1) Lord Milner : l'Angleterre en Égypte.

jeunes fonctionnaires anglais inexpérimentés et grassement rétribués par le Trésor. C'est en somme à la mauvaise gestion qu'est due la principale cause du déficit montant à 338.777 livres (environ 9 millions de francs) aux douanes, et à 115.051 livres (presque 3 millions de francs) aux octrois d'Alexandrie et du Caire. »

Les Européens étaient toujours exemptés d'impôt : et Lord Vivian lui-même de protester :

« J'avoue, disait lord Vivian, le 30 juillet, qu'il me paraît souverainement injuste que, pendant que nous prenons l'Égypte au collet et lui arrachons le paiement de ses dettes jusqu'au dernier sou, nous puissions permettre qu'elle soit fraudée d'une grande portion des revenus, qui sont les siens.

« Il n'est pas juste ni équitable que ces gens, dont beaucoup tirent du pays de grands profits, soient totalement dispensés de contribuer à ses ressources. »

Le Khédive se plaignit : (1)

« Cet appel du Khédive ne peut pas être tout à fait négligé par le gouvernement de sa Majesté, surtout dans le désordre présent des finances égyptiennes ; le Khédive pourrait avoir l'assurance de sa bonne volonté de l'aider dans la suppression des abus, pourvu que son Altesse donnât une preuve satisfaisante de son intention sérieuse de réformer son administration financière et se prêtât réellement à exécuter les arrêts des tribunaux de la réforme. »

Dans les pires difficultés, survenaient des événements imprévus : la baisse du Nil (1877) et la détestable récolte du coton, puis la guerre turco-russe qui aboutit à imposer de nouveaux sacrifices de l'Égypte : elle courut même le très grave danger de pure annexion, si l'on tient compte du mouvement d'opinion qui se manifestait en Europe à ce sujet : Edward Dicey, le grand écrivain anglais, ne disait-il pas dans la *Nineteenth Century Review* :

« Nous devons être à même de garder le canal de Suez ouvert à nos vaisseaux en tous temps et dans toutes les circonstances ; et pour y arriver, nous devons légalement prendre

(1) Rothstein, *Egypt's Ruin*.

pied dans le Delta d'Égypte d'une façon beaucoup plus décisive qu'à présent.

« En deux mots, si la France était placée devant l'alternative d'une guerre générale et de l'annexion de l'Égypte par l'Angleterre, elle choisirait la dernière sans hésitation. Toutes les fois que la France recouvre sa puissance et se débarrasse du cauchemar de l'Allemagne, elle recommence sa rivalité traditionnelle avec l'Angleterre dans le Levant.

« Mais, en ce moment, nous pourrions faire ce que nous ne pouvions pas faire pendant les dernières soixante-quinze années, et ce que très probablement nous ne pourrions pas faire dans deux ans, c'est-à-dire prendre possession de l'Égypte sans courir le risque d'une guerre avec la France ».

Et en décembre 1877 il récidivait dans la Revue Britannique : « Le Khédive et le Protectorat de l'Angleterre ». Cet article était évidemment destiné à l'opinion française.

« Le côté politique, dit-il, et le côté financier de la question égyptienne sont si étroitement liés qu'il est impossible de les séparer. Si, sous une forme quelconque, mais réelle, par l'intervention directe ou bien par l'action d'officiers ou d'administrateurs anglais, nous nous assurons un contrôle efficace sur le gouvernement de l'Égypte, il est évident que nous arriverons ainsi à assumer plus ou moins la responsabilité des exécutions des engagements de l'Égypte envers ses créanciers européens et aussi la responsabilité de l'administration même du pays ».

L'Angleterre essaya de trouver des compensations.

« Le Vice-Roi, s'enhardissant peu à peu, revenait alors à son premier plan, sous une forme détournée, en appelant Gordon Pacha au gouvernement général du Soudan avec des pouvoirs illimités et la liberté d'organiser à sa guise les débouchés et les routes commerciales du Centre Afrique. Vint ensuite la convention anglo-égyptienne sur la traite des esclaves avec des clauses qui donnaient implicitement aux agents de la Reine le droit de créer et d'entretenir une police à eux dans les eaux égyptiennes. Un autre traité pour la reconnaissance de la souveraineté khédiviale sur la côte des Somalis servait de prétexte à des concessions commerciales ».

Mais surtout, elle prit visiblement parti pour l'Égypte contre ses créanciers, mais cette tactique n'avait pour but que d'obtenir du Khédive de nouveaux pouvoirs d'administration, une commission de contrôle fut nommée le 4 avril.

Elle était composée d'un président : Ferdinand de Lesseps, de deux vice-présidents : Sir Rivers Wilson et Riad Pacha, et des quatre commissaires de la dette : Monsieur de Blignières, commissaire pour la France, le capitaine Haring pour l'Angleterre, de Kramer pour l'Autriche et de Baravelli pour l'Italie.

Allait-elle comprendre son rôle ainsi que l'avait défini Lord Vivian :

« Je partage l'opinion émise par M. Haring, dans le mémoire dont copie-ci-jointe, que probablement il ne serait pas difficile de forger un rapport qui irriterait l'opinion publique contre le Khédive au point de rendre son maintien au pouvoir presque impossible, mais je ne veux pas concevoir que ce soit là le vœu du gouvernement de sa Majesté, et c'est pourquoi j'espère que des opinions modérées prévaudront au sein de la commission ; qu'une juste considération, dans la critique des faits passés, tiendra compte des mœurs orientales et du mauvais système de gouvernement qui ont contribué tant à la ruine de l'Égypte et que les efforts des commissaires auront plutôt pour but de recueillir des fautes du passé, les meilleures garanties à établir en vue d'éviter leur répétition à l'avenir que d'en rejeter toute la responsabilité sur la personne du Khédive.

« Si l'enquête est conduite dans cet esprit (qui n'a pas malheureusement guidé les négociations préliminaires) et si les créanciers peuvent être persuadés que leurs véritables intérêts sont intimement liés à la prospérité du pays, au développement de ses ressources agricoles et à l'allègement des charges des impôts qui écrasent les paysans et détruisent ainsi les abeilles qui produisent le miel, alors seulement je pense que l'enquête, sans créer de difficultés politiques sérieuses, aura des avantages réels et durables pour les grands intérêts en jeu ».

Le premier acte fut de s'attaquer aux biens personnels du

Khédive qui se vit complètement abandonné n'osant attendre aucun secours de la Sublime Porte qui avait bien d'autres difficultés après la victoire de Plevna.

L'Égypte était dans la plus profonde misère, nous dit M. Rothstein :

« Les eaux du Nil, à l'automne de l'année précédente (1877) étaient très basses ; il s'en suivit une grande disette de récoltes. En outre, les animaux furent frappés d'une peste désastreuse et le marché du coton subit une très forte baisse. On voyait alors la Haute Égypte ravagée par une famine telle qu'on en a pas entendu parler depuis plusieurs générations. Femmes, enfants allaient de villages en villages mendier de quoi manger, et, dans plusieurs cas, ils avaient pour seuls aliments les rebuts des rues. On a calculé que la famine n'emporta pas moins de 10.000 personnes pendant l'été de cette année, sans compter celles qui périrent de dysenterie et d'autres maladies. Néanmoins quand le Khédive demanda l'ajournement du coupon de mai (1878), il fut accueilli par un refus brutal. M. Vivian et M. Romaine eux-mêmes étaient favorables à l'ajournement du paiement de ce coupon particulièrement meurtrier. Le gouvernement anglais fit cependant la sourde oreille à toutes les sollicitations et donna l'ordre, par dépêche, de payer immédiatement le coupon.

« Des provinces entières furent ruinées et dépeuplées pour longtemps. Le coupon de juillet fut payé dans des circonstances semblables ».

Mais le Directeur des affaires toujours aux mains des étrangers, n'avait comme objectif que la garantie des emprunts et le paiement des intérêts.

Toutefois la commission finit par s'apitoyer sur le sort des fonctionnaires égyptiens et sur le sort des paysans.

« La solde des employés était en retard de six, huit, dix et jusqu'à seize mois, et le plus grand nombre d'entre eux étaient maintenus systématiquement dans un tel état de besoin et de misère, que bien des gens commençaient à se demander si le pays était réellement épuisé et hors d'état d'alimenter le Trésor.

« Aujourd'hui, il (le fellah) ne trouve ni dans la loi ni dans

l'organisation administrative, aucune garantie, contre les extorsions des agents du fisc.

« Actuellement, on ne peut pas en tenir compte, et il est de toute nécessité de faire concorder les échéances de l'impôt dû par chaque cultivateur avec l'époque de ses récoltes.

« Tel est à la fois l'intérêt du Trésor et l'intérêt du contribuable.

« De l'avis unanime de toutes les personnes que nous avons interrogées sur la situation économique du pays, ces ventes par anticipation et ces emprunts à des taux qui s'élèvent souvent à 7% par mois sont une des causes principales de la situation précaire des populations agricoles. Le jour où il est contraint au remboursement d'une dette que les intérêts ont rapidement doublés, ce ne sont pas seulement ses bestiaux et ses récoltes que le fellah est obligé de vendre à vil prix, c'est sa terre même. Les usuriers, auxquels les tribunaux ne peuvent refuser l'exécution de contrats en apparence réguliers, deviennent ainsi propriétaires d'étendues considérables et la petite propriété, au préjudice de l'intérêt même du pays, tend peu à peu à disparaître. »

On créa alors un ministère, Nubar-Wilson, le Khédive, ayant été obligé de rappeler Nubar qu'il avait mis en disgrâce.

Mais ce ministère finit par être obligé de déclarer le pays en état de banqueroute.

Les puissances exigèrent la déposition d'Ismail, et l'Egypte continuait à avoir une dette de 100 millions de livres.

Toute cette longue période avait fait connaître à l'Egypte, bien des déboires financiers, mais elle souffrait également de l'attitude du corps consulaire en général qui protégeait trop ouvertement et même injustement les aventuriers de toutes classes et qui menaçaient à tout instant le gouvernement égyptien d'ultimatum et de représailles, sans préjudices des recours injustes et arbitraires inhérents au système capitulaire.

Ainsi le gouvernement égyptien était obligé de subir une véritable ingérence journalière des consuls dans son administration intérieure.

Cette situation était connue de l'Angleterre, notamment son ambassadeur à Constantinople, M. Bulwer ne manqua pas de s'en émouvoir et protesta :

« J'ai été informé, écrivait l'ambassadeur, le 9 août 1864, que lord Russell partage mes vues... Nous ne pensons pas, comme je vous l'ai dit, qu'il y a avantage à affaiblir le gouvernement d'Egypte. Le gouvernement de ce pays est déjà trop faible pour résister aux agents et aventuriers étrangers qui, sous le régime pusillanime et corrompu de Saïd-Pacha, prirent la loi entre leurs mains et obtinrent des indemnités pour leurs abus. Notre politique tend plutôt à établir en Egypte un gouvernement assez fort et assez courageux pour résister à ces empiétements. Aussi, si vous les encouragez, vous agissez directement à l'encontre de nos vues. Il n'est pas, certes, impossible que votre conduite, jusqu'à un certain point, ait incité cette personne qui se nomme consul américain (et qui n'est pas consul, car il n'a pas de bérat) à formuler des demandes comme les vôtres, et à abaisser un pavillon qui n'avait jamais le droit d'arborer, quand on ne lui accorde pas ses demandes.

« Au milieu de tout ceci, que devient le gouvernement d'Egypte? Où est la force qui doit maintenir l'ordre et nous garantir que le pays qui nous est si nécessaire et qui doit être entre des mains amies, et régulièrement administré ne tomberait pas sous l'administration irrégulière et tyrannique d'une bande d'agents étrangers et leurs dépendants?..

« Vous parlez très emphatiquement de l'ingérence consulaire comme une nécessité pour épurer la corruption et corriger les abus du gouvernement indigène, mais vous oubliez que nous savons tous, que les consuls eux-mêmes en Egypte, ne sont pas des anges, que beaucoup d'entre eux ont commis ou provoqué des iniquités, en fait de corruption, qui laisse le plus grand imitateur égyptien au désespoir, et je suis personnellement convaincu que pour arriver à l'épuration que vous désirez, la première chose à faire est d'enfreiner l'esprit bravache et agressif du corps consulaire (naturellement je fais des exceptions) et de tarir cette source d'extorsion où eux et leurs adhérents ont puisé tant de fonds ». (1)

Il se rendit lui-même en Egypte et s'attaqua au régime des

(1) Archives Anglaises, F. O. 78. Vol. 1819; Constantinople le 9 août 1864.

capitulations dont l'esprit et la lettre étaient par dessus le marché fréquemment violés, or il ne faut pas oublier que les capitulations si remaniées remontaient à 1535.

Il fallait aboutir à une réforme judiciaire, car ainsi que le faisait remarquer le grand ministre Nubar :

« Cet état de choses ne profite à personne, pas plus aux intérêts généraux des puissances qu'à la population honnête du pays, indigène ou étrangère; il s'exerce au détriment de l'Égypte, au détriment du gouvernement, à l'avantage de ceux qui se font un métier de l'exploiter ».

En réalité l'Égypte avait perdu toute indépendance non seulement à cause de la situation financière, mais aussi à cause de l'ingérence des consuls dans la conduite même des affaires publiques sous prétexte d'affaires privées.

La France, contrairement à l'Angleterre, fit la plus grande opposition au projet de 1867 établi par Nubar, parce qu'elle pensait à tort que le régime capitulaire était la clé de voûte de la sécurité de ses ressortissants en Égypte.

Elle nomma une commission de diplomates jurisconsultes.

Les premières constatations furent peu favorables à une réforme.

« Le Vice-Roi d'Égypte, disait le rapport, a un pouvoir sans limite; il n'a d'autres règles que sa volonté, et sa volonté est sans obstacle; tout plie et se courbe devant elle.

« Son autorité est tellement puissante et absolue et elle peut s'exercer d'une manière si directe et si arbitraire, qu'il est impossible d'attendre un fonctionnement satisfaisant d'une justice placée sous une pareille dépendance ».

« Les Européens se sont établis en Égypte et y ont engagé des capitaux considérables sous la foi de traités et d'usages qui leur offraient des garanties dont on ne saurait les priver, et que, modifier ces garanties ou les restreindre, ce serait entraver les transactions entre les Européens et les indigènes, et replacer l'Égypte dans cet état d'impuissance où elle se trouvait avant que l'élément européen y eût apporté la vie, l'activité, les principes de civilisation ».

Les conclusions furent loin d'approuver le projet de Nubar,

étabi sur l'unité de juridiction, de législation et l'exécution dépendant de la souveraineté territoriale.

La Sublime Porte de son côté s'effrayait de la réforme, parce qu'elle était réfractaire comme toujours à toute innovation et à tout progrès.

« Actuellement, la Porte voit dans la question de réforme judiciaire, le complément moral des progrès matériels que l'Égypte a faits..... L'organisation judiciaire donnant des garanties aux étrangers contre le gouvernement, donnant des garanties aux populations et au gouvernement, contre les étrangers, la direction et l'intelligence européenne auront beau jeu pour féconder de toute manière cette terre si fertile et ce peuple si malléable, si travailleur, si dépourvu de préjugés et qui, pour produire des merveilles ne demande qu'une direction intelligente....

« Avec son instinct de pouvoir absolu, de pouvoir aristocratique, de pouvoir sacerdotal, Constantinople est plus réfractaire au progrès moral et croit peut-être nécessaire pour elle de maintenir l'Égypte dans la même ornière qu'elle-même » (1).

Il ne faut pas oublier qu'à cette époque la Turquie était considérée à juste titre comme étant l'Etat le plus réactionnaire des nations civilisées.

Les difficultés que rencontrèrent le ministre égyptien du côté français portaient sur la question des poursuites criminelles et correctionnelles ; il maintenait contre la France l'opinion qu'il s'agissait d'une question de souveraineté et qu'il ne pouvait s'accommoder d'une transaction sur ce chapitre : mais le gouvernement égyptien avait besoin de la réforme, afin de sortir de l'état de choses créé par les consuls et qui avait abouti à de terribles abus. Nubar n'insista pas : les nouveaux tribunaux n'auraient aucune compétence au point de vue pénal.

Six Codes furent établis et rédigés par un avocat français Monsieur Maunoury et communiqués aux puissances le 24 février 1873.

(1) Archives fr. A. E. Correspondances politiques. Égypte Vol, 46.

Le gouvernement français bien après les autres gouvernements finit par donner son adhésion le 10 novembre 1874, sous réserve même de la ratification du Parlement.

Ismaïl, fort de l'accord de toutes les autres puissances, inaugura solennellement les Tribunaux mixtes le 28 juin 1875. La France dut s'incliner devant le fait accompli.

Mais les conditions de la mise en vigueur de cette réforme et l'attitude de la France amenèrent par la suite les possibilités d'ingérences étrangères que la réforme voulait justement éloigner à jamais. Il n'en est pas moins vrai que l'œuvre entreprise eut d'heureux résultats et Ismaïl de dire le 16 février 1876 à Monsieur Kingston, correspondant du Daily-Télégraph.

« Il saute aux yeux, continue Ismaïl, qu'il aurait fallu avoir perdu le sens, pour tenter de mettre en règle, définitivement mes affaires financières, tant que les institutions judiciaires en Egypte étaient telles que ni l'indigène, ni l'étranger ne pouvaient assurer que justice leur fût rendue, tant que la vénalité florissait d'un côté et la pression de l'arbitraire de l'autre. Quel espoir que les capitalistes étrangers ne prêtassent l'appui que je ne pouvais trouver que hors de ce pays, tant qu'on pouvait, avec vérité reprocher à l'Egypte, d'être un pays où le premier droit qu'apporte, en naissant, tout être humain — le droit à la justice — n'avait pas force de loi, si même il était reconnu ?

« De là, deux choses à faire, il est clair que la plus urgente était la réforme judiciaire et qu'il fallait commencer par là. Comme vous savez, il ne m'a fallu pas moins de huit ans, toujours à harceler, à presser, remuant le ciel et la terre, pour obtenir des tribunaux comme je les eus enfin.

« J'ai rencontré l'opposition sous toutes les formes, on a entravé ma marche par tous les obstacles possibles ; il m'a semblé par moment que les nations mêmes qui tirent le plus d'orgueil de l'administration de la justice chez elles, faisaient ce qu'elles pouvaient pour empêcher l'Egypte de jouir de ces bienfaits dont elles estiment si haut le prix. Il n'en est pas moins vrai que mes embarras financiers ne faisaient que croître.

« Mes critiques, ajoute Ismaïl, ne devaient pas oublier ces circonstances-là »,

Malgré toutes ses défectuosités, ce système a rendu les plus grands services. Il est dommage d'une part que la question des procès correctionnels et criminels soit toujours resté en suspens, d'autre part que la réforme capitulaire existe toujours de ce chef, les étrangers pouvaient encore sous prétexte de privilèges acquis empiéter sur la souveraineté nationale ».

Nous n'insistons pas pour en terminer sur les difficultés pécuniaires qui se sont élevées entre la Compagnie du Canal de Suez et le gouvernement égyptien, mais nous devons les résumer en précisant que cette œuvre où l'Egypte avait fait les plus gros sacrifices et pour laquelle Saïd et Ismail avaient lourdement grevé le Trésor, où le peuple égyptien tout entier avait souffert et peiné, que cette œuvre allait appartenir aux étrangers et aux étrangers seuls.

Petit à petit le Vice-Roi avait perdu tous ses droits, l'acte le plus important fut certainement la vente des titres à l'Angleterre et la sentence rendue par Napoléon III dans les difficultés soulevées par Monsieur de Lesseps ; à vrai dire cette décision porta un coup mortel à l'influence du Vice-Roi dans la gestion des affaires du Canal.

Or pour se rendre compte de l'importance de l'effort fait par l'Egypte pour la construction de « son » Canal, il suffit de lire la brochure éditée en 1871 par M. Dervieux, banquier en Egypte.

Le capital actions du canal de Suez appartenant au Gouvernement égyptien lui coûte au 1 ^{er} janvier 1871.	fr.	132.021.940,46
Il a payé, pour l'indemnité fixée par la sentence impériale en capital et intérêts à la même date.	fr.	115.359.52,863
Il a dû prévoir, en outre, pour des travaux se rattachant à la construction du canal de Suez, travaux en cours ou complètement achevés, et pour le rachat de certains droits ou privilèges, aux dépenses ci-après :		
Construction du canal d'eau douce du Caire à Ouady	fr.	21.500.000 »
Achat de la propriété du Ouady	»	10.000.000 »
Construction du bassin de Raboud à Suez	»	9.000.000 »
Construction des ports à Suez	»	23.395.000 »

Construction des phares de la Méditerranée .	fr.	1.250.000	»
Rachat de certains privilèges suivant convention du 23 avril 1869	fr.	40.300.628	»
TOTAL.		»	352.827.097,09

« Si, à cette somme de 352.827.097,09, écrivait John Ninet, l'auteur des Mille Pertuis des Finances du Khédive, on ajoute, par évaluation approximative, les frais de l'étrange mission de Nubar Pacha, à Paris, en 1864, le coût des splendides et inutiles fêtes données à l'occasion de l'inauguration du canal, par son Altesse le Khédive, les dépenses de plusieurs millions à Constantinople, alors que Sa Majesté Impériale le Sultan n'avait pas encore ratifié la concession, on peut sans crainte de se tromper, évaluer à quatre cent cinquante millions de francs ce que coûte le Canal de Suez à l'Égypte ».

L'histoire du Canal de Suez a été retracée dans maints volumes. Et nous ne pouvons la reprendre ici. Elle ne nous intéresse que pour les conclusions que nous devons en tirer dans l'étude du nationalisme égyptien au 19^e siècle et à ce point de vue, en dépit des avantages indirects et précieux que l'Égypte tire et continuera à tirer du Canal, il est douloureux pour les Égyptiens de penser que les magnifiques fêtes données par le Vice-Roi lors de l'inauguration du Canal et dont les fautes furent connues du monde entier furent l'objet de dépenses au détriment du pays qui n'a même plus la consolation d'être représenté au sein du conseil d'Administration, et qu'il n'a plus un centime, pas un avantage, pas même un pouvoir consultatif.

L'Assemblée générale des actionnaires tenue le 24 août 1871 décida en effet que les porteurs d'actions privées de coupons ne pourraient plus prendre part aux Assemblées Générales. Le Khédive seul était visé par cette mesure. On n'avait même pas respecté la forme.

L'Égypte qui avait été propriétaire de près de la moitié du capital social, qui depuis le début avait toujours fait tous les efforts pour la mise en œuvre de la grandiose entreprise, qui avait livré le terrain, qui avait un droit acquis sur le canal

et son avenir, était dépouillée de tout et doit subir sur son territoire une compagnie étrangère dont elle est obligée de supporter l'existence et d'endurer les décisions même quand elles sont rendues contre ses intérêts propres.

Si nous avons beaucoup insisté dans les pages qui précèdent sur tous les détails concernant l'histoire politique et économique de l'Egypte, c'est que toutes ces difficultés, toutes ces crises, toutes ces souffrances et toutes ces misères n'auront pas été inutiles, car nous assistons alors par la suite de l'état d'esprit du peuple égyptien à un réveil très marqué du sentiment national, de l'horreur de l'ingérence étrangère et du goût de l'indépendance absolue.

Mohamed Ali avait donné le branle.

Saïd avait développé la notion de la propriété individuelle et créé l'amour de la terre, de la maison, des biens auxquels on est attaché par la famille et par les intérêts.

Tout en regrettant par certain côté les excès nés de l'influence de la civilisation européenne l'ancien Grand Mufti du Caire écrivait le 19 avril 1881 (J. O. Egyptien, article : Erreur des Sages), constatant une profonde évolution de l'idée de liberté :

« Les gouvernements (précédents) considéraient les habitants comme du bétail dont ils disposaient à leur gré. Nul n'était libre de ses mouvements ou de ses pensées. Les populations des villes étaient soumises à une étroite surveillance dans leurs actes et leurs paroles et le gouvernement avait souvent recours à une sorte de « presse » qui consistaient à opérer nuitamment une descente de police dans des établissements soupçonnés d'abriter des individus en train de commettre l'adultère ou de consommer des boissons défendues.

« Les gens étaient muselés par la tyrannie, à tel point qu'on ne pouvait discuter un sujet scientifique ou ouvrir une controverse religieuse, sans risquer d'encourir l'accusation de sacrilège ou d'impiété, ou d'offense grave contre la personne d'un gouvernant, et de s'exposer à un châtiment sans merci.

« Cet état dura jusqu'à ce que des gens ayant vécu en

contact avec la civilisation occidentale, où règne la liberté individuelle, vinrent rétablir en Egypte cette liberté, en lui imposant toutefois comme limite les rapports entre gouvernants et gouvernés. En touchant à ces rapports, les citoyens pouvaient trouver la mort, la prison ou l'exil. Ainsi, au lieu de limiter l'autorité par la loi, on a maintenu l'esclavage à la faveur d'une liberté factice, d'autant plus que les gens, n'étant pas habitués à cette liberté, se jetaient dans le dérèglement des vices et de l'ivrognerie. Et la corruption des mœurs gagna du terrain parmi la population sous le couvert de la liberté d'action.

« Il y avait aussi, à côté de cette liberté d'action, une prétendue liberté de pensée concernant les croyances et les doctrines religieuses. Grâce à cette liberté nombre de gens osèrent manifester publiquement des choses contraires à la religion et nullement basées sur des principes. Décidément cette liberté boîteuse dont se vantent les sages n'a pas eu de résultats louables ».

Malheureusement les esprits éclairés de l'époque, et Nubar le premier, ont pensé que seul Ismaïl était responsable et que le détronement du Khédive était la seule solution (1).

Le pouvoir personnel était la seule source du mal disaient-ils. Cette opinion est absolument fausse ou pour le moins fortement exagérée. Mais nous voyons ici l'origine des premiers réformateurs, de ce qu'on appellera plus tard des constitutionnels.

Les esprits éclairés s'appuyaient sur la constatation d'une misère croissante, et de la triste condition des fellahs qui avaient connu sous Saïd une ère de belle prospérité (2).

La liberté de la presse était inconnue.

Un seul journal politique était autorisé, le Wadi-El-Nil ; l'essai d'un deuxième journal dirigé cependant par des hommes éclairés n'eut aucun lendemain : en 1869, le Nozhet-El-Afkar, fut supprimé dès le deuxième numéro sur la pression de la Turquie.

(1) Mohamed Abduh dans ses mémoires en donne la preuve formelle.

(2) On en trouve une saisissante description dans la lettre de Lady Duff Gordon du 3 février 1867.

Ismail cependant n'était pas hostile aux savants et aux travailleurs de l'Esprit et le 19^e siècle fut la cause en Egypte, d'un véritable réveil intellectuel dans tous les domaines et plus spécialement dans l'histoire de l'Egypte, ce qui stimula le sentiment national.

L'un de ceux qui ont le plus travaillé à ce réveil est Gammal-Eddin-Al Afghani, grand régénérateur de l'Islam, par l'étude des vérités scientifiques : il aboutissait à une doctrine qui tendait à faire de l'Islam une grande personnalité internationale avec un but nettement politique.

Membre du Conseil Supérieur de l'Instruction publique, il prêcha pour ainsi dire sa nouvelle religion par des conférences qui connurent un très gros succès. Mohamed Abduh dans ses mémoires nous précise son rôle.

« Du reste, qui aurait osé manifesté son opinion ? Personne, tant qu'on pouvait au moindre mot, être exilé de sa patrie ou dépouillé de ses biens, ou même mis à mort.

« Au milieu de ces ténèbres, arriva Gammal-Eddin. Il fut bientôt entouré d'étudiants, puis de nombreux fonctionnaires et de personnages curieux de connaître des idées et des doctrines nouvelles vivement débattues. Ses élèves et auditeurs les propagèrent dans les villes égyptiennes et aidèrent au réveil des esprits, surtout au Caire ».

Mais ce faible rayon ne pouvait guère atteindre le puissant souverain dans sa haute sphère, cependant qu'il continuait à se développer lentement et vaguement dans toutes les directions, jusqu'à ce que la guerre éclatât entre la Turquie et la Russie en 1293 de l'Égire (1877). Les Egyptiens vivement intéressés au sort de la puissance suzeraine, suivaient attentivement la marche des événements, sur lesquels ils furent renseignés par les étrangers qui recevaient les journaux d'Europe.

Les quelques journaux égyptiens, de date récente qui ne publiaient que des faits sans importance, commençaient à décrire les péripéties de la guerre, et il s'était créé un mouvement d'opinion et une sorte de polémique inconnue jusqu'alors entre les partisans de ces journaux et les mécontents. De nouveaux journaux furent aussitôt fondés pour rivaliser avec

les anciens dans la publication des nouvelles et combattre leurs tendances. Aussi un désir irrésistible poussa-t-il les gens à s'y abonner avec une force plus forte que le despotisme.

Avec le temps, les journaux touchèrent aux questions politiques et sociales concernant les pays étrangers et se mirent hardiment ensuite à traiter la question des finances égyptiennes qui embarrassaient le gouvernement.

C'est à cette époque que naquit la presse libre 1877, fondation de la Patrie (El Watan) du Miroir de l'Orient, du Misr.

Il ne faut pas nier d'autre part, que la commission supérieure nommée par l'Angleterre et la France, ait eu également une part d'influence dans les idées et dans les mœurs.

La mission qui lui était confiée était tellement générale et s'appliquait à tant de domaines (1).

En signalant les abus, en donnant des conseils, la Commission contribua à la réforme des constitutions ; nous n'en voulons pour preuve que ce passage du rapport, présenté au Khédive, le 20 août 1878, et adopté par ce dernier et suivi d'exécution, notamment par la constitution du cabinet Nubar rappelé aux affaires.

« Quant aux conclusions auxquelles vous êtes arrivé, je les accepte ; c'est tout naturel que je le fasse ; c'est moi qui ai désiré ce travail pour le bien de mon pays. Il s'agit actuellement pour moi d'appliquer ces conclusions. Je suis résolu à le faire sérieusement, soyez-en convaincu. Mon pays n'est plus en Afrique ; nous faisons partie de l'Europe actuellement. Il est donc naturel pour nous d'abandonner les errements anciens et d'adopter un système nouveau, adapté à notre état social. Je crois que, dans un avenir peu éloigné, vous verrez des changements considérables. Ils seront amenés plus facilement qu'on ne pense. Ce n'est au fond qu'une simple question de légalité, de respect de la loi. Il faut surtout ne pas se payer de mots, et pour moi je suis décidé à chercher la réalité des

(1) Vérifier avec tous les pouvoirs les plus étendus, pour rectifier les déficits, les abus, les irrégularités et... elle était autorisée à s'adresser à toutes les administrations et à entendre toute personne pour obtenir des renseignements et..... Décret Khédivale du 27 janvier 1878.

choses. Pour commencer et pour montrer à quel point je suis décidé, j'ai chargé Nubar Pacha de former un ministère.

« Cette innovation peut paraître de peu d'importance ; mais de cette innovation, sérieusement conçue, vous verrez sortir l'indépendance ministérielle, et ce n'est pas peu, car cette innovation est le point de départ d'un changement de système, et, d'après moi, la meilleure assurance que je puis donner du sérieux de mes intentions relativement à l'application de vos conclusions ».

Le ministère Nubar fut formé sur la base du rescrit du 28 août qui consacra le principe de la responsabilité ministérielle ; « Je veux, dit le Khédive, vous confirmer ma ferme intention de mettre les règles de notre administration en harmonie avec les principes qui régissent les administrations en Europe. Au lieu d'un pouvoir personnel, principe actuel du gouvernement de l'Égypte, je veux un pouvoir qui imprime, il est vrai, une direction générale aux affaires, mais qui trouve son équilibre dans un Conseil des Ministres. En un mot, je veux dorénavant gouverner avec et par mon Conseil des Ministres.

« Dans cet ordre d'idées, je pense que, pour appliquer les réformes que j'ai annoncées, les membres du Conseil des ministres devront être tous solidaires les uns des autres : ce point est essentiel... »

Le journal *El-Watan* du 17 novembre 1877, en passant en revue les principaux faits des dernières années, déclare combien fut grande l'œuvre de la Commission. Il s'en suivit un changement notable dans le gouvernement absolutiste et une certaine liberté dans la presse.

Et le 28 décembre on annonçait la convocation du Parlement.

Le 2 janvier 1879, fut une date mémorable dans l'histoire égyptienne. La Chambre au complet était réunie en grande pompe au Palais de la Citadelle ; le discours de Abd-el-Salam El-Moelhy bey précise d'une façon très nette toute l'importance de l'événement au point de vue national.

« Nous, les représentants de la nation Égyptienne, les défenseurs de ses droits et de ses intérêts, qui sont en même temps

les intérêts du gouvernement, remercions S. A. le Khédive d'avoir bien voulu réunir la Chambre des députés qui est le fondement de tout progrès et la gardienne de toute légalité.

« Nous remercions également Son Altesse d'avoir institué un ministère responsable qui soutiendrait la Chambre. Aussi Son Altesse a-t-elle tenu à ce que cette Chambre s'occupe des finances, des travaux publics et de toutes autres questions, afin de sauvegarder les droits de la nation et les intérêts du gouvernement....

« Le discours de Son Altesse a ressuscité en nous l'esprit des temps nouveaux et ranimé les espoirs de cette nation qui aspire à redevenir puissante et forte et à reconquérir son antique gloire ».

Mais on s'aperçut bientôt que cette Chambre n'avait en fait aucun pouvoir et que le ministère faisait absolument ce qu'il voulait. D'où sortit l'émeute du 18 février d'ailleurs sans lendemain. Mais Nubar dut démissionner.

De nouveau l'Égypte revenait aux anciens errements de l'ingérence étrangère.

On accepta finalement la nomination du prince Tewfik comme Président du Conseil des Ministres, à condition que « le khédive n'assistera pas aux délibérations du Cabinet », et ce qui est plus grave encore, « que les deux membres européens du Cabinet auront conjointement le droit d'opposer un veto absolu à toute mesure qu'ils désapprouveraient ».

A la suite d'une nouvelle agitation due au paiement des intérêts garantis par la Moukabalah, le Vice-Roi put alors nettement parler en faveur des revendications nationales.

Dans le « Times » du 16 avril 1879, nous pouvons lire :

« Les événements récents, dit un correspondant du « Times », ont produit d'étranges résultats en Égypte. L'assistance étrangère accordée pour régénérer le pays a seulement donné naissance à un parti national franchement opposé à tout gouvernement du dehors et travaillent ouvertement pour « l'Égypte aux Égyptiens ». Le Khédive est à la tête de ce parti; la Chambre égyptienne des notables le soutient, les ulémas sont en sa faveur et son succès a été tel parmi la population

qu'il a rallié les principaux indigènes autour du Khédivé comme opposé à la combinaison anglo-française...

« Le nouveau gouvernement le traita réellement comme « une cinquième roue du carrosse ». Les chefs de la nation sont avec lui dans la lutte... Même les masses qui ignorent complètement les devoirs élémentaires des citoyens connaissent les nouvelles plus vite et les discutent plus librement qu'autrefois. Ils attendaient des miracles d'El-Wilsoon, comme ils disaient (M. Wilson), ils sont mécontents parce qu'il ne les a pas accomplis...

« La Chambre des députés n'est plus un sujet de mépris. Ses membres ont montré, à plusieurs reprises, des signes de vie et d'indépendance, et le dernier n'a pas été moindre. Riad Pacha, ministre de l'intérieur, est allé l'autre jour clore officiellement la session. Il adressa aux représentants un gracieux et courtois discours concernant leurs services et leur déclara que leur charge était pleinement et définitivement remplie. Mais il n'a pas réussi à jouer le rôle d'Oliver Cromwell. L'assemblée a refusé de se séparer et trouvé un porte parole dans un notable, qui déclina d'accepter les compliments d'adieu. Au contraire, il déclara, au nom du parlement, que les membres n'avaient encore rien fait et avaient beaucoup à faire pour surveiller le ministère, et que, pour cette raison, ils refusaient de s'en aller. Ses collègues le soutinrent aussi unanimement que les notables à la Cour de Versailles quand ils se rangèrent autour de Mirabeau, lors du fameux incident.

« Le Parlement égyptien continue sans interruption ses séances et argue maintenant que tous les ministres, étrangers ou égyptiens, devraient dépendre de sa volonté, être responsables devant lui de leur conduite des affaires. A vrai dire, ils veulent convertir ce semblant de gouvernement responsable d'à présent en réalité ».

Chérif Pacha prit la tête dans le pays d'un mouvement constitutionnel et national, dont Abd-el-Salam El-Moelhy dirigeait l'action à la Chambre.

On appela ce parti, le parti des affamés de justice (1).

(1) How we defended Arabi and his Friends, Broadley, Londres 1884.

Et le 24 mars 1879, une adresse de tous les députés du Caire était adressée au Khédive.

« Depuis qu'un nouveau ministère responsable a été formé, disaient les députés, il a été lu à la Chambre un discours par lequel tous ses droits étaient proclamés et confirmés. Mais les actes de quelques-uns des ministres ont été contraire à ce programme, car, en maintes circonstances, ils ont violé les droits de la Chambre qui, jusque là avaient été respectés, ils avaient considéré ses décisions comme lettre morte. Nous apprenons, en outre, que, ne tenant aucun compte de nos décisions, le Conseil des ministres présente un projet par lequel il veut déclarer le gouvernement en faillite et annuler la loi sur la Moukabalah, ce qui constituerait la perte de tous les droits acquis par ceux qui l'ont payée. Tous ces actes sont nuisibles à nos intérêts et contraires à nos droits, jamais nous n'en accepterons l'exécution. Nous ne doutons pas que la Chambre, saisie de l'examen de la situation financière, fera tous ses efforts pour aider l'Etat dans le règlement équitable de toutes ses dettes et dépenses ».

Les principales notabilités lui adressèrent également le 15 avril un plan de redressement avec une requête. Le Vice-Roi, tout en n'acceptant pas les conclusions proposées, les discuta et s'appuya sur cette manifestation pour changer d'attitude, et après avoir remercié le prince Tewfik, désigna comme président du Conseil le chef du parti national constitutionnel, Chérif Pacha.

Les Membres de la Commission Supérieure d'enquête donnèrent leur démission qui fut acceptée (12 avril), le Khédive entra de nouveau en lutte contre les puissances étrangères et leur ingérence.

Le 18 mai, le Président du Conseil déposait sur le Bureau de la Chambre un projet de lois organique et une loi électorale.

On croyait alors que l'Egypte allait connaître enfin un régime parlementaire et national ; mais peu avant les élections survint un événement grave : la demande de la déposition du Khédive ; cette mesure venait justement de l'attitude indépendante et nationale qu'il manifestait. Outre l'Angleterre et la

France, l'Allemagne intervint, car il était visible que pour Bismarck, ce qui se passait en Egypte était loin de lui plaire. Il aurait voulu que l'Angleterre annexât purement et simplement l'Egypte ; enfin certains Egyptiens intriguaient pour l'avènement de Tewfik, ce que la Porte ratifia le 26 juin 1878.

Au moment où nous arrivons à la fin si triste du règne d'Ismaïl, il n'est pas mauvais pour avoir de ce monarque une opinion impartiale de la juger sur d'autres actes heureux, importants de son règne ; nous voulons parler de son autorité en dehors de l'Egypte ; là encore nous trouverons les traces de ses préoccupations nationales.

Nous avons vu comment Mohamed Ali avait voulu constituer un vaste empire.

Son petit-fils Ismaïl reprit cette idée, mais il l'appliqua à des conquêtes uniquement africaines.

Il s'appuyait sur des traditions historiques, qui remontaient à la plus haute antiquité : ne trouvait-on pas des traces de monuments de la 4^e Dynastie dans la Région des Grands Lacs ?

D'autres motifs plus sérieux le déterminaient encore ; il s'agissait de la domination du Nil sur tout son parcours, notamment le Nil Blanc et le Nil Bleu qui, issus des Grands Lacs, s'unissent à Khartoum, pour former le Nil.

Il y avait également une question religieuse.

Tous ces vastes territoires, jusqu'à la côte de Zanzibar, avaient été peu à peu conquis à l'Islam.

Ismaïl réorganisa donc son armée et sa marine.

Il annexa petit à petit les territoires qui s'étendent au Sud de l'Egypte, et en 1867 Abdel-Kader Pacha était nommé gouverneur des côtes orientales d'Afrique ; Il s'installa à Massaouah, les Egyptiens occupaient tous les ports de la côte des Somalis.

Mais naturellement l'Angleterre se tourmentait de tous ces succès qui contrariaient ses visées sur l'Afrique ; après s'être assurée quelques points stratégiques et commerciaux importants, elle comprit qu'elle ne pouvait pas lutter avec succès contre l'influence égyptienne dans ces grands territoires et elle renonça provisoirement (1873) à marquer une hostilité

contre l'Égypte qui pouvait d'autre part faciliter ou protéger ses débouchés et sa navigation.

Toute la côte occidentale de la Mer Rouge fut donc sous l'autorité du Khédive.

Harrar était occupé : 1873.

Enfin, il chargea Baker (1870-1874) puis Gordon (1874-1876) de grandes expéditions et d'explorations de la plus haute importance du continent africain dans les régions équatoriales et orientales de ce Continent Africain.

En ce qui concerne les projets d'expansion territoriale, Ismaïl rencontra cependant de très grosses difficultés avec l'Angleterre, à cause de la traite des nègres, et nous comprenons mal d'ailleurs, pourquoi à cette époque, l'Égypte n'a pas paru prendre l'attitude des autres puissances sous prétexte que l'Angleterre et les autres puissances qui disposaient de moyens efficaces, devaient les employer même dans les autres territoires soumis à l'autorité du Khédive ; l'esclavage est une honte pour l'humanité civilisée, dont fait partie l'Égypte et l'on aperçoit mal que sous prétexte d'ingérence, l'Égypte accepta difficilement la convention du 4 août 1877.

La tâche n'était pas aisée à cause des intérêts qu'avaient les tribus de ces pays au développement de la traite, ce qui n'était pas sans mettre la mission égyptienne en mauvaise posture.

Mais le Khédive n'avait pas hésité à chercher ses principaux collaborateurs chez les fonctionnaires britanniques, continua la même erreur et désigna comme chef de la mission chargé de l'application de la Convention, Mac Killop.

Il tomba malade et fut remplacé par un autre Anglais, le capitaine Morice.

Les affaires se compliquaient ; en effet Gordon, fonctionnaire britannique pourtant chargé de mission par le Khédive, ne manquait pas de rendre compte des difficultés commerciales soulevées par cette mesure et fit opposition au projet du capitaine Malcolm délégué par la Grande Bretagne pour le contrôle et la répression de la traite.

Les procédés employés par le capitaine Malcolm étaient maladroits et inhabiles et nous comprenons les protestations de Gordon.

Il devait par lui-même prendre d'autres mesures qui furent beaucoup plus graves.

La domination égyptienne dura de 1872 à 1884, dans la province de Herrar et sur les côtes de Somalis.

Les résultats de cette administration furent des plus satisfaisants, notamment grâce à la largeur de vue et à l'esprit profondément organisateur et psychologue de Raouf Pacha. Son œuvre fut continuée par Nady Pacha.

Citons simplement deux opinions tout à fait qualifiées :

Celle de l'explorateur italien Antonio Cecchi qui écrivait en 1884.

« Les Egyptiens, disait-il, se donnent vraiment un air de civilisateurs, en enseignant aux enfants à lire et écrire l'arabe et aux adultes la prière et la législation musulmane.

« Au demeurant, on ne saurait trop louer la manière dont les Egyptiens pourvoient à la sécurité publique de la cité et des environs. Le service de la police se compose d'un corps de gendarmes turcs et d'un autre corps de gardiens indigènes.

« Une amélioration notable se rencontre également dans l'administration de la justice, laquelle à l'encontre de celle établie sous les anciens Emirs, est aujourd'hui expéditive et impartiale pour tous (1) ».

Celle de Monsieur Paulitschke dans le Bulletin de la Société Khédivienne de Géographie du Caire. Série N, numéro 2 et numéro 40, 1887.

« Un grand honneur, dit-il, résulte aussi pour l'administration égyptienne de la suppression du trafic des esclaves, qui avait été très suivi sous les Emirs. Pour qui est au courant de la politique commerciale, c'est un fait souvent constaté que l'augmentation d'une branche coïncide avec la diminution d'une autre branche et vice-versa. Ce fait se produisit au Harrar : en même temps que le commerce de la gomme et de l'ivoire diminuait sensiblement, celui du café et du coton augmentait dans des proportions extraordinaires ».

Il écrivait l'année suivante :

(1) Spedizione Italiana del Africa Equatoriale. Da-Zeila al Frontière del Calla ; Rome, 1886-1887, 3 volumes.

« L'occupation égyptienne doit être considéré comme l'un des événements les plus marquants pour les destinées du Harrar. Dans un pays complètement barbare une culture orientale fut introduite, le commerce ressuscita, la sécurité des routes fut assurée, en un mot une transformation radicale eut lieu pour le plus grand bien du pays. Celui qui connaît l'Orient et particulièrement les contrées africaines dépourvues de tout rudiment de culture, admettra que la civilisation égyptienne représente un haut degré de la civilisation générale ».

L'administration égyptienne avait également donné d'excellents résultats au Soudan, les principaux gouverneurs nommés depuis 1821 Maho Bey, Khourchid Pacha, Abou-Ouidan, le Général Ahmed Pacha El Menickly, Abdel Latif Pacha, Ali Pacha Charkas, les uns et les autres par leurs qualités diverses étaient de véritables organisateurs, ils furent aidés des conseils judicieux de Abdel-Kader, d'une grande famille soudanaise, qui pendant 30 ans manifesta le plus grand attachement à l'Egypte.

En 1857, un chrétien, frère du grand Nubar, sut se faire apprécier par sa tolérance et son tact.

Sir Samuel Baker lors de son célèbre voyage d'explorateur des Grands Lacs, écrivait lui-même dès 1881.

« Quoique les Egyptiens soient de mauvais maîtres et ne s'inquiètent guère du bien futur des pays qu'ils administrent, il ne faut pas oublier qu'avant l'annexion, toutes les tribus étaient en guerre les unes contre les autres. Il n'y avait ni gouvernement ni loi ; de telle sorte que le pays était complètement fermé aux Européens. A présent, il n'y a plus de danger à voyager en Haute-Egypte qu'à travers Hyde-Park en plein midi, pourvu que le voyageur soit juste et courtois. A l'époque de ma visite à Kassala, en 1861, les tribus arabes étaient gouvernées séparément par leurs propres chefs ou cheikhs, qui étaient responsables, devant les autorités égyptiennes, des taxes dues par leurs subordonnés ; depuis cette époque, les tribus de toutes dénominations ont été entièrement placées sous l'autorité du grand et vieux patriarche arabe Ahmed Abou Sinn. Le cheikh de la tribu

des Hadendowa, était en prison lors de notre séjour dans le pays pour une certaine infraction à la discipline dans ses rapports avec le gouvernement égyptien. La main de fer du despotisme a produit un changement merveilleux parmi les Arabes, qui sont rendus tout à fait impuissants par le système de gouvernement adopté par les Egyptiens ; malheureusement, ce dur système a l'effet de paralyser toute activité ».

Et nous connaissons cependant les raisons pour lesquelles Sir Samuel Baker pouvait être partial !

Les autres Gouverneurs continuèrent la tradition.

D'Ismail Pacha Ayoub, Samuel Baker écrit dans un livre « Ismaïla ».

« Ismaïl Pacha Ayoub avait entrepris une grande réforme au Soudan dans sa tentative de mettre fin à tout le système de corruption et de vénalité qui provoquait la ruine du pays. Il avait aussi entrepris, conformément aux ordres du Khédive, une grande œuvre pour lever le « sudd », ou l'obstruction à la navigation du Nil Blanc ».

Et Monsieur Giegler, directeur des télégraphes de Khartoum, d'ajouter à son tour :

« Ismaïl Pacha Ayoub, écrivait M. Giegler, revint de Darfour il y a un mois, après une absence de deux ans, il fut accueilli par une réception très enthousiaste.

« Il est très aimé dans le pays qu'il gouverne avec fermeté et justice.

« Khartoum subit des améliorations notables. De nouvelles et larges avenues sont construites à travers la ville ; la cité devient plus agréable, et, ce qui est plus important, plus salubre ».

« De même il est très populaire au Soudan, écrivait un ancien consul de France à Khartoum, où il avait commencé à établir des plantations de coton et d'indigo, et à rectifier l'assiette de l'impôt, en enlevant la perception aux cheikhs arabes et en installant un rudiment de contrôle qui subsiste encore aujourd'hui ».

L'Égypte par la conquête du Darfour (1874), parachevait son œuvre de colonisation et de pacification en même temps.

Malheureusement le Khédive eut l'imprudence de confier

à Sir Samuel Baker, puis à Gordon les plus hautes missions du gouvernement pour les territoires conquis. L'un et l'autre servirent davantage les intérêts de leur nation d'origine, la Grande Bretagne, que ceux de l'Égypte, et leur politique fut loin de donner de bons résultats au point de vue pacification : ils voulaient toujours avoir recours à la guerre et à la répression brutale. Dès le début de ses campagnes au centre de l'Afrique, Baker ne réussit notamment pas dans la question de la répression de la traite, et pendant ce temps il n'eut de cesse de décrier l'administration égyptienne.

Peu lui importaient les résultats désastreux de son action, il avait en réalité travaillé pour l'Angleterre, il l'avoue lui-même. Nous lisons dans une lettre du 29 octobre (1) :

« Quoi qu'il adviennne en ce qui concerne le commerce de la Traite, notre expédition ne peut pas manquer d'avoir étendu l'influence anglaise en Egypte. Combien de temps attendrons-nous encore avant d'avoir des bateaux à vapeur portant pavillon anglais sur les lacs, et une ligne de communications régulières entre ceux-ci et le Caire ? Je ne connais actuellement, dans le monde, rien d'aussi remarquable que le progrès sûr et rapide que nous sommes en train de réaliser dans notre pénétration au cœur de l'Afrique (opening up of Africa) ; et il est évident que le chemin se trouve principalement dans le territoire égyptien ».

« Je ne puis que méditer avec satisfaction, écrira-t-il lors des discussions relatives à la Question d'Orient, après la signature du Traité de Berlin, sur les changements qui ont eu lieu en Egypte, et l'immense croissance de l'influence anglaise qui date de 1869, lorsque le Khédive employa pour la première fois un Anglais en lui conférant des pouvoirs suprêmes pour la suppression du commerce de la Traite en Afrique Centrale. Cette mesure jeta la base des réformes (sic) qui ont été effectuées depuis. A l'expiration de ma mission, en 1873, Gordon devint successeur, et continua l'œuvre commencée. La lutte contre le commerce de la Traite ouvrit la porte à l'ingérence britannique : Malcolm devint Pacha au

(1) Colonel Gordon in Central Africa ; pp. 197 et 198.

service du Khédive pour abolir le trafic sur la Mer Rouge ; Mc Killop fut également nommé Pacha.

« Ainsi nous trouvons quatre Anglais investis d'une autorité qui n'avait jamais été conférée à nos compatriotes autrefois...

« A vrai dire, un pays agressif, comme l'a été l'Angleterre de tous temps, ne peut jamais s'arrêter quand et où il veut. Nous sommes poussés en avant et sommes obligés, par la force des circonstances, d'étendre nos frontières, même contrairement à nos désirs ».

Mais l'Egypte ne devait pas seulement connaître les difficultés que nous venons de relater et dans le rapport de Monsieur Cave dont nous avons déjà parlé, on peut lire textuellement.

« L'occupation de Darfour et l'expédition aux Lacs équatoriaux ne sont pas, du point de vue commercial, des entreprises heureuses. Le Khédive s'est engagé jusqu'à un certain point, en vue de la suppression de la Traite, et la guerre d'Abyssinie lui fut en quelque sorte imposée ».

L'origine des conflits vint des incidents de frontières entre l'Abyssinie et l'Egypte à propos des territoires de Borgos où des missions catholiques françaises étaient établies. La France qui jouait le rôle de protectrice des religions intervenait sous ce prétexte et empêchait Ismaïl d'avoir des coudées franches vis-à-vis de l'Abyssinie qu'il aurait voulu conquérir.

« Ismaïl Pacha, rapportait le consul de France le 9 mai 1865, me dit qu'il voulait d'abord savoir à quel titre le gouvernement de l'Empereur entendait intervenir en faveur de Borgos. D'après lui, mes deux prédécesseurs auraient déclaré que les chrétiens et leur territoire étaient sous le protectorat officiel de la France et qu'il en résultait un droit direct et complet d'intervention. Le Vice-Roi s'est élevé avec chaleur contre cette prétention en me citant des précédents historiques dont il résulterait que le territoire occupé par les Borgos appartient à l'Egypte ».

« Non seulement Son Altesse, écrivait M. Poujade, le 17 mars 1869, nie nettement et fortement toute intention de donner à l'Islamisme une prépondérance à l'Abyssinie, mais encore elle se plaint de ne pas pouvoir même y exercer une

influence suffisante pour la protection de ses sujets musulmans. « Je parlerai en toute franchise, m'a dit le Vice-Roi, c'est le consulat général en Egypte qui, en intervenant dans toutes les circonstances où mes intérêts me commandaient d'agir, m'a enlevé toute influence. Vous n'y avez pas gagné et j'ai perdu ; il ne me convient pas de voir les Anglais s'établir fortement en Abyssinie, et j'aime mieux l'influence de vos missionnaires si elle ne m'est pas contraire ».

Tant que le Khédive était en bonne posture financière et militaire, les deux puissances se mettaient en travers de toute intervention égyptienne en Abyssinie : « Une lettre de Munzinger, notre agent à Massaouah, écrivait le consul de France au Caire, le 15 octobre 1869, annonce que le prince Cassa aurait demandé des secours au Vice-Roi contre Goubassi, qui doit venir l'attaquer dans le courant de ce mois. Le Vice-Roi n'a pas nié le fait... ».

Entre temps, un Anglais Kirkham, probablement aux ordres de l'Intelligence Service, réorganisait l'armée du roi d'Abyssinie. Johannès II, sûr de l'appui de l'Angleterre et de la France, prenait une attitude tellement provocante, qu'en dépit des idées pacifiques et conciliantes manifestées par Ismaïl, la guerre fut inévitable.

En 1875, le Khédive organisa donc des petites expéditions qui échouèrent ; inquiet de ces insuccès, à cause de son prestige au Soudan et dans les nouveaux territoires conquis, en janvier 1876 il organisa une véritable campagne dirigée par un Américain, le général Loring et Ratib Pacha, d'ailleurs tous deux en désaccord.

Le 8 mai, les Egyptiens furent complètement dominés par le nombre de leurs ennemis.

En dehors de différents motifs militaires à l'origine de cette défaite, il ne faut pas oublier les intrigues secrètes de l'Angleterre, qui au lieu de rester neutre, intervient pour gêner l'action d'Ismaïl même avant la deuxième campagne de 1876.

L'influence égyptienne avait reçu un coup fatal qui eut sa répercussion au Soudan, au point que certains ont cru y voir la cause lointaine de la révolte de 1881.

En réalité nous estimons que le régime de Terreur institué par Gordon pour la répression de la traite est véritablement l'origine de tout le mal.

Gordon avait succédé en 1874 à Samuel Baker ; sa mission était toute tracée.

Elle consistait d'abord à asseoir sur des bases plus solides l'autorité du conquérant, puis à lui concilier par une habile politique, l'esprit des populations, tout en s'efforçant de faire abandonner peu à peu, pour d'autres branches de trafic plus lucratives, le commerce des esclaves à ceux qui le pratiquaient encore.

Or il commença par des actes impolitiques, comme la création du monopole de l'ivoire qui ruinait les principaux commerçants et des proclamations de loi martiale qui lui attiraient immédiatement la haine des populations qu'il devait gouverner.

D'autre part l'esclavage était tellement ancré chez les indigènes depuis des siècles que la lutte contre la traite n'avait même pas la faveur des populations qui en étaient victimes.

Elles étaient si accoutumées à la misère, et en particulier à l'esclavage, qu'elles ne comprenaient pas ce que voulait cet étranger. Ayant remarqué qu'une mère avait cédé sa fillette en paiement d'une vache : « Ne regrettez-vous pas votre fille ? lui demanda le colonel » — « Non, nous préférons la vache ». — « Mais, reprit-il, la vache est mangée et le plaisir passé ». — « N'importe, nous préférons la vache ». Et c'est parfaitement vrai, ajoute tristement Gordon, en faisant ressortir l'infériorité de ces gens sur la plupart des animaux qui pleurent leur progéniture.

Mais la mission continuait sa marche avec succès, Gordon n'oubliait pas qu'il était sujet britannique d'où naissaient chez lui des scrupules qui arrêtaient son élan et paralysaient son action.

« Maintenant j'en viens au problème du Lac Victoria Nyanza, écrivait Gordon, le 17 juillet 1875, et, à ce sujet je me permets de vous poser certaines questions : quelle est, par exemple, la limite Nord de Zanzibar ? Et y a-t-il des

intérêts anglais quelconques que contrarierait la possession par les Egyptiens d'un débouché sur la mer ? Encore une question : Si la côte du Nord de l'équateur n'appartient pas à Zanzibar, à qui appartient-elle ? Les Arabes de cette région sont-ils des Wahabites d'Arabie ? Car, si c'est le cas, ils seront des ennemis mortels pour l'Égypte. Jusqu'à quelle limite, dans l'intérieur, les populations sont-elles familiarisées avec une civilisation partielle, ou avec le commerce de la côte, et, par conséquent, avec les armes à feu ? Pourrai-je compter sur les tribus indigènes primitives du Lac Baringo ou Ngo aux montagnes de Kenia — tribus nullement en rapport étroit avec les Arabes de la côte ?

« Mon idée est que tant que le cœur de l'Afrique n'est pas percé de ce côté, peu de progrès seront réalisés parmi les hordes indigènes de l'intérieur. Personnellement, je voudrais avoir une route à la mer, car la route actuelle est plus ou moins entravée par des gouverneurs de provinces. Par la route de la mer, je serai libre. L'idée entièrement est la mienne, et je vous prierais de ne pas la divulguer, car (bien que vous soyez consul et que je l'aie été), vous ne devez pas ignorer que rien ne réjouirait davantage notre consul à Zanzibar que de contrecarrer la réalisation d'un tel projet, d'autant qu'une telle attitude attirerait sur lui l'attention et lui donnerait l'occasion d'écrire au Foreign Office. Je ne veux pas aller moi-même vers l'est plus loin que le lac Baringo ou Ngo. Mais, que l'Égypte soit autorisée à avoir un débouché sur la côte ou non, je peux, en tout état de cause, faire passer à travers ce territoire mes caravanes pour Zanzibar, afin de m'en procurer des provisions.

« Selon le Dr Kaft, la rivière Dana débouche dans la mer, et est navigable depuis les montagnes Kenia. Si c'est vrai, — et les rivières sont considérées comme des grandes routes ouvertes à tous les pavillons, — alors mon ardent désir sera de porter, à bref délai, ma frontière aux montagnes Kenia plutôt que de descendre dans le bas pays ».

Il en fut de même pour l'incident Stanley.

« Avec le courrier de Foweira nous reçûmes une lettre adressée : « Stanley, aux bons soins de M. Marston ». L'en-

veloppe vint de M'Tésa ; elle contenait le griffonnage que je vous envoie, et dont je ne ferai aucun cas. M'Tésa est en proie à une grande agitation, et jure fidélité à l'Égypte. Kana Réga, avec son trône magnifique, s'est enfui dans le Sud évacuant tout le nord de son royaume. Je ne sais rien de Stanley ou de son parti. Quelques-uns de ses compagnons ont dû passer là-bas (chez M'Tésa) le 6 février. Autrement comment la lettre eût-elle pu être écrite ? »

Dans la lettre du 6 février, à laquelle Gordon faisait allusion M'Tésa manifestait sa peur à l'annonce de l'arrivée de Gordon avec « deux vaisseaux armés ». Il le priait, plutôt que d'entrer en guerre contre lui, de mettre ses bateaux sur le Nil, de prendre possession du nord et de l'ouest, de lui laisser l'est et le sud, et de s'unir avec lui pour combattre les Wanyoro.

Sa conduite fut donc la même envers M'Tésa, roitelet de Dubaga, qui se soumit à lui et lui offrit sa capitale.

M'Tésa exprimait à l'officier égyptien le désir de voir le poste installé, non pas à Urundogani, mais dans sa propre capitale, Dubaga. L'officier s'empressa de lui complaire : « Vu que, écrivait Gordon, c'est le désir même de M'Tésa, je laisserai les 160 soldats là-bas. C'est sa propre faute. Je voulais qu'il conservât son indépendance, c'est pourquoi j'avais choisi la route du Nil, (Urundogani et Cossitza, Ripon Falls). Mais maintenant que M'Tésa a garnison dans sa capitale, un petit nombre d'hommes suffira pour garder ses places, car je pense le faire prisonnier, s'il ne reste pas tranquille. Vous voyez ainsi, je m'empare de tout le commerce de Zanzibar. A vrai dire M'Tésa a virtuellement perdu son indépendance ».

Car il s'agit justement de Zanzibar, et nous voyons comment Gordon travaillait pour son pays.

Mais il ramena sa mission le 29 octobre 1876 à Khartoum, et écrivait les lignes suivantes :

« J'ai télégraphié au Caire pour dire que je compte y descendre pendant quelque temps ; mais je n'ai rien dit encore au sujet de mon retour en Angleterre. Je veux d'abord voir clair dans la situation. Le Bien Etre Matériel — un fort robuste monsieur — me dit : « Vous êtes bien portant, vous avez assez fait ; retournez dans votre pays, restez tranquille,

ne courez plus de risques. » Madame la Raison dit : « A quoi bon faire la conquête de nouveaux pays, pour un tel gouvernement ? Il en a plus qu'il pourra jamais gouverner. Retirez-vous donc et évitez les ennuis avec M'Tésa et la mission » ; Mais Monsieur Quelqu'un (je ne sais qui), répond : Fermez les yeux à ce qui doit arriver. Fiez-vous à Dieu, faites votre possible pour ouvrir entièrement le pays jusqu'aux lacs. Faites-le, non pour son Altesse ou son gouvernement, mais faites-le aveuglément et avec foi ». Un oracle dit aussi : « Laissez votre décision au hasard des dispositions du Khédive, s'il vous semble indifférent, alors n'hésitez pas et allez vous-en pour tout de bon ».

Revenu au Caire, il regagna Londres immédiatement.

Cette première mission si riche en résultats scientifiques et géographiques, ne laissait rien à l'Égypte et l'influence britannique se fit sentir dans l'Ouganda et l'Ounyoro qui aurait dû devenir terre égyptienne.

Gordon revint en 1877 et réclama le gouvernement du Soudan au Khédive.

« Donnez-moi le Soudan ou je ne partirai pas ».

Pendant ce temps les intrigues anglaises reprenaient ; nous ne pouvons nous étendre longuement sur l'administration du Soudan par Gordon ; en dépit des résultats de colonisation obtenus, des esprits impartiaux n'ont pu faire autrement que de juger ainsi l'œuvre de Gordon.

« Ce qui a aggravé la situation, c'est la politique que Gordon poursuivait contre la Traite... Ses mesures rigoureuses étaient d'autant plus impopulaires qu'elles étaient appliquées par des Européens. On était enclin à en attribuer l'origine à la haine naturelle des chrétiens contre les musulmans....

« Quant aux fonctionnaires indigènes pour la plupart, ils étaient la cause de tous les malheurs et de toutes les iniquités. Ils avaient l'habitude d'acheter leurs postes et de pressurer le peuple pour récupérer au centuple, le prix qu'ils avaient payé. Les chefs de l'administration n'écoutaient naturellement aucune plainte présentée contre ces monstres dont ils avaient touché un énorme pot-de-vin.

« Les subalternes commettaient leurs méfaits avec un tel sans-gêne que le contribuable récalcitrant pouvait recevoir cinq cents coups de fouet..., outre que ces oppresseurs avaient toute latitude pour attenter à l'honneur des sujets et ravir toute jolie femme dont le mari n'avait pas acquitté les impôts. Pour toutes ces raisons, la haine ne faisait que s'accumuler dans le cœur des Soudanais qui ne méditaient plus que la révolte.

« Il régnait sans doute un certain mécontentement dans le pays et dans les chapitres précédents, j'ai montré comment la cupidité et le mauvais fonctionnement des employés officiels avaient poussé les habitants à la révolte ! Il faut regretter la toute confiance que Gordon eut dans Gessi, or que penser d'un homme qui avait des idées aussi anti-arabes et qui était en somme un des grands ennemis de l'Islam.

« Je voudrais aller à Khartoum, écrivait-il, le 4 septembre 1879, mais je ne puis pas le faire jusqu'à ce que j'aie chassé tous les arabes qui habitent ces localités ». Dans une lettre adressée à « l'Explorateur, » le 15 mars 1880 : « Je ne puis pas reculer devant la vérité, disait-il, persuadé que je suis, que le gouvernement égyptien n'a aucun désir de dissimuler les crimes qui ont été commis par les Arabes contre la population innocente et inoffensive » (1).

Les résultats furent tels que le Khédive rappela Gordon fin 1879. Mais il était trop tard.

Au moment où Ismaïl quitte ainsi le pouvoir et avant que s'ouvre une nouvelle ère de l'histoire, non seulement du pays, du centre africain, de l'est africain et du Soudan, il nous faut juger l'œuvre d'Ismaïl qui avait fait organiser des missions importantes et réaliser des découvertes intéressantes dans le Haut Nil, la Mer Rouge, l'Océan Indien et l'Equateur.

Les portes de l'Afrique ont été ouvertes de ce côté, grâce à lui, à la civilisation qui devait s'y implanter.

(1) Ibrahim Fazwi: Le Soudan sous Gordon et Kitchner; 3 volumes.

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

De 1879 à 1914

A dire vrai Ismail avait préféré abdiquer que d'être déposé.

Qu'allait-il alors se passer en Egypte ? Le nouveau souverain continuerait-il la même politique que son prédécesseur ? Allait-il simplement changer ses collaborateurs, tout en maintenant ferme le drapeau du nationalisme égyptien ? Allait-il au contraire devenir le jouet de la politique anglaise ?

De son caractère, nous pouvons dire qu'il était absolument le contraire de celui de son prédécesseur : ayant connu les splendeurs du règne d'Ismail, mais ayant connu également ses revers, il craignit avant tout les complications avec les puissances étrangères, notamment l'Angleterre.

On s'aperçut tout de suite qu'il allait rompre avec la politique de son prédécesseur et il composa son cabinet de telle sorte, qu'il ne devait, à son avis, n'avoir aucune difficulté, ni à l'intérieur, ni à l'extérieur.

Rien ne synthétise mieux le caractère du nouveau Khédive que l'opinion de Lord Cromer : « Ce fut pour nous un grand bonheur que d'avoir affaire à un homme comme Tewfik Pacha, au moment particulier où il monta sur le trône khédivial. Il avait pour ainsi dire le tempérament constitutionnel ; j'entends par là qu'il acceptait tout naturellement et même avec un certain plaisir sa position de vice-roi constitutionnel. Aussi arrivons-nous facilement, lui et moi, à nous accorder même dans les choses que nous envisageons à des points de vue différents (Westminster Gazette, 21 février 1893. Aussi le « Temps », 23 février 1893 ; également Milner op. cit. p. 207 et suivantes).

Il ne faut pas s'étonner que dans ces conditions des événements graves ne tardèrent pas à se manifester.

Riad Pacha avait été nommé Président du Conseil aussitôt le Khédive monté sur le trône le 26 Juin 1879.

Dès le mois de septembre, deux conseillers étrangers prirent la part prédominante dans la direction des affaires du pays sous couvert de contrôle financier : les contrôleurs procédèrent à la liquidation de la situation budgétaire ; on instituait une Caisse de la Dette Publique et on essayait de rétablir l'ordre dans les finances : il fallait d'ailleurs de nombreuses années.

Mais les Anglais ne perdirent pas de vue ce qui se passait en Egypte et ils attendaient une occasion pour intervenir.

Un mécontentement se manifestait dans les milieux militaires : des postes avaient été supprimés sous prétexte d'économie, l'avancement n'étant dû qu'au favoritisme ; bref le 9 septembre 1881 eut lieu un véritable prononciamiento. Arabi Pacha et deux de ses collègues, colonels comme lui, avaient été menacés d'emprisonnement à la suite de leurs démarches auprès de Riad Pacha. Ils se révoltèrent et avec leurs troupes cernèrent le palais du Khédive, exigeant de nouvelles réformes constitutionnelles : ils avaient établi un plan de Réformes ; le Khédive entra en négociations avec eux.

Il nomma Chérif Pacha, chef du parti national, Président du Conseil. Mais à la suite des élections de notables, il dut donner sa démission : il fut remplacé par El Baroudi qui s'adjoignit Arabi Pacha comme collaborateur à la Guerre.

Les grandes Puissances avaient vu ces événements d'un mauvais œil, surtout en ce qui concerne le contrôle financier.

Entre temps on apprenait, le 11 avril 1882, qu'un complot avait été ourdi contre Arabi Pacha : celui-ci réunit une cour martiale qui se montra d'une sévérité telle que les Puissances intervinrent pour en empêcher l'exécution. Le Khédive de son côté n'avait pas voulu ratifier la décision.

La France et l'Angleterre prirent l'initiative d'une démonstration navale qui appuyait la démarche de l'envoyé du Sultan.

Entre temps Arabi se remettait avec son Souverain : des troubles éclatèrent.

Les Puissances intervinrent pour protester en faveur de leurs ressortissants tués ou molestés.

Alexandrie fut bombardée et Arabi organisa la résistance : l'Angleterre arma un corps expéditionnaire ; en dépit de la résistance opiniâtre d'Arabi, qui ne pouvait, se fiant sur la foi des traités, penser que l'Angleterre violerait la neutralité du Canal, les troupes anglaises battirent les Egyptiens à Kâssassin et entrèrent au Caire.

Arabi se constituait prisonnier. Tewfik Pacha l'exilait ; l'armée égyptienne était dissoute.

Le Commandement suprême des troupes d'Egypte, passait aux mains d'un général anglais, un Sirdar.

Les troupes anglaises évacuèrent l'Egypte, sauf 3.000 hommes. Nous verrons plus tard ce qui s'est passé au Soudan sous le règne de Tewfik Pacha.

L'Angleterre devenait en fait maîtresse de l'Egypte par suite de l'attitude du Khédive qui lui était complètement dévoué (1888). C'en était fini de l'évolution de l'indépendance de l'Egypte pendant de nombreuses années.

Le règne de Tewfik fut suivi du règne d'Abbas Hilmi Pacha qui tout en étant favorable à un rapprochement avec la Turquie, n'en continua pas moins la politique de son prédécesseur et ne fit rien pour changer l'état de dépendance de l'Egypte vis-à-vis de l'Angleterre ; c'est sous son règne que la France renonça définitivement à ses droits sur l'Egypte (1904).

Et les années passèrent ainsi sans apporter aucun changement notable dans les rapports de l'Egypte avec les Puissances : l'année 1914 approchait au moment où l'organisation publique s'établissait.

Le Khédive avait décidé une réunion de l'Assemblée d'une façon solennelle.

CHAPITRE II

De 1914 à la fin de la Guerre Mondiale.

Nous avons vu comment la grande assemblée fut convoquée en grande pompe dès les premiers jours de l'année 1914 et les esprits les plus timorés ou les plus sceptiques espéraient une ère de tranquillité, de lentes évolutions vers les solutions les meilleures.

D'autres pays placés sous des protectorats de grandes puissances ne bénéficiaient pas d'avantages plus marqués, les autorités locales ayant des pouvoirs les plus étendus et les conseils ne devant être demandés à l'Etat protecteur que pour les questions exceptionnellement graves.

L'Angleterre d'ailleurs ne se faisant aucune illusion sur ses prérogatives vis-à-vis de l'Egypte ; le rapport de la mission Milner l'exprimait sans ambages. Nous retrouvons la même idée dans « Le malaise de l'Empire Britannique » (1) comme si l'Egypte faisait partie de son empire.

L'arrivée de la guerre en 1914 n'aurait pas dû modifier la situation de l'Egypte. N'allait-elle pas adopter la même attitude que lors de la guerre italo-turque de 1911-12 où l'Egypte ainsi que l'île de Chypre avaient été considérés comme neutres ? Les autres Puissances n'allaient-elles pas de leur côté s'appuyer sur ce précédent de neutralité ?

Mais les intérêts en cause étaient loin d'être les mêmes et l'Egypte ne pouvait pas rester neutre. Cependant puisqu'elle ne restait pas dans sa neutralité, elle devait apporter sa collaboration et ses ressources à la Sublime Porte dont elle continuait à dépendre en vertu des règles normales du Droit International.

(1) Le Correspondant, 10 mai 1922.

Cela était si vrai que c'est justement à cause de cette sujétion reconnue juridiquement que l'Angleterre prit la décision dont nous allons nous entretenir.

L'Allemagne n'avait d'ailleurs manqué de proclamer qu'après une guerre victorieuse elle aurait à cœur de libérer l'Egypte du joug anglais : cet argument devait évidemment ranimer le zèle des nationalistes égyptiens qui luttait pour l'Indépendance absolue de la Chère Patrie.

L'Angleterre avait précisément annexé Chypre : pouvait-elle annexer l'Egypte ; ce n'était pas la même chose, à cause des réactions nationales qui se seraient manifestées sans aucun doute.

Elle n'allait même pas demander une aide à l'Egypte, mais elle ne tarda pas à manifester une activité inquiétante pour la neutralité du pays : citons un fait comme celui qui a consisté pour l'Angleterre de donner un ordre au Gouvernement égyptien de séquestrer les bateaux allemands qui stationnaient dans le port d'Alexandrie ; cet ordre fut exécuté par les autorités égyptiennes, ce qui constituait à n'en pas douter un acte très important, un acte de véritable souveraineté.

Mais l'Angleterre allait prendre une décision autrement grave : la proclamation de la Loi Martiale.

On en arrivait petit à petit à la solution préconisée par Lord Milner — la mise sous protectorat de l'Egypte.

Le monde entier fut mis devant le fait accompli par la proclamation du 18 décembre 1914, parue dans le Journal Officiel Egyptien :

« Le Principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté Britannique pour les Affaires Etrangères annonce que, vu l'état de guerre résultant de l'action de la Turquie, l'Egypte a été placée sous la protection de Sa Majesté et constituera dorénavant un Protectorat Britannique.

« La suzeraineté de la Turquie sur l'Egypte cesse ainsi d'exister et le Gouvernement de Sa Majesté prendra toutes les mesures nécessaires pour la Défense de l'Egypte et pour la protection de ses habitants et de ses intérêts (1) ».

(1) Traduct. Doc. dipl. concernant l'Egypte, p. 66.

Et pour préciser sa pensée et motiver son initiative, on essaya de la justifier. L'Ambassadeur d'Angleterre à Washington remettait une note officielle au Chef du Gouvernement du pays auprès duquel il était accrédité :

Le même jour, en effet, l'Ambassadeur britannique à Washington, sur instructions reçues de Londres par télégramme, donnait connaissance de la mesure prise au gouvernement américain. Il la présentait comme une réponse à l'agression turque, qui avait empêché toute discussion avec les Puissances sur la question. « Le Gouvernement de Sa Majesté, ajoutait-il, n'a pas l'intention d'empiéter sur les intérêts étrangers et désire agir en parfait accord avec les Puissances en faisant les changements touchant à leurs intérêts, changements rendus inévitables par l'agression de la Turquie. » Puis quelques réserves étaient, en effet, esquissées à ce dernier point de vue et quelques précisions données quant aux communications officielles de l'Égypte avec les Puissances pour l'avenir.

« Le gouvernement égyptien rendra un décret khédivial stipulant que les tribunaux consulaires étrangers continueront à exercer en Égypte leur juridiction habituelle dans la limite dans laquelle les arrangements à prendre par les autorités militaires pour le maintien de l'ordre public ne sont pas incompatibles. Vous ajouterez que le gouvernement de Sa Majesté a désigné un Haut Commissaire pour l'Égypte qui sera également le Ministre des Affaires étrangères du gouvernement égyptien et, à cet effet, le gouvernement de Sa Majesté demande que le gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité ait l'obligeance de donner des instructions à son représentant du Caire afin qu'il adresse dorénavant toutes les communications officielles au Haut Commissaire en sa qualité de Ministre des Affaires étrangères ». (Le texte entier de ce télégramme britannique à l'Ambassadeur à Washington figure en trad. aux Doc. dipl. concernant l'Égypte, p. 64.).

Des mesures de détail très importantes allaient suivre. Le Khédivé Abbas Hilmi se trouvait à Constantinople ; le prétexte était bon pour l'accuser : « fait cause commune avec les ennemis de Sa Majesté, l'Angleterre le déclarait déposé et rem-

placé par son oncle, le prince Hussein Kamel, l'aîné des princes de la famille Méhémet Ali, » disait la proclamation. Le titre de « Sultan d'Egypte » était en outre conféré à Hussein Kamel (1).

A la même date (19 décembre) était publiée la communication, par laquelle le gouvernement britannique avait offert au prince la succession khédiviale. Il y était mentionné l'argument de l'agression turque et des griefs de l'Angleterre contre l'ancien khédivé. « Par ces faits mêmes, était-il conclu, le Sultan et l'ex-Khédivé se trouvent tous deux déchus en faveur de Sa Majesté de tous droits sur l'Egypte ».

Le Gouvernement britannique ne tardait pas à préciser la portée de ses actes :

« Le Gouvernement de Sa Majesté s'estime le dépositaire, pour le compte des habitants de l'Egypte, aussi bien des droits ainsi échus à Sa Majesté que de ceux exercés en Egypte pendant ces trente dernières années de réformes ». Elle donnait au nouveau Sultan d'Egypte « l'assurance formelle que la Grande Bretagne assume la plus entière responsabilité pour la défense contre toute agression, quelle qu'elle soit et d'où elle vienne, des territoires relevant de lui ».

Mais la méthode ne régnait pas dans ces instructions. Toutes les questions d'ordre politique sont sujettes à études, et les prescriptions suivent.

Les Puissances étrangères sont surprises d'apprendre que que leurs représentants accrédités régulièrement auprès du Gouvernement égyptien ne devaient s'adresser qu'au Haut Commissaire anglais. Tout ce qui concernait le statut des armées égyptiennes était abrogé ; il s'agissait de la limitation apportée par les firmans ottomans : mais on faisait appel au peuple égyptien tout en maintenant les principes capitulaires pour essayer d'une collaboration sincère entre lui et l'Angleterre « convaincu que la définition plus nette de la position de la Grande Bretagne en Egypte hâtera le progrès de l'autonomie ». Enfin, l'Angleterre protestait de son respect pour les croyances religieuses des Egyptiens et de sa déférence pour le

(1) Doc. dipl. concern. l'Egypte, p. 66

Califat et on terminait en émettant le vœu que soit facilitée par la population « la tâche du général commandant les forces de Sa Majesté en Egypte, qui est actuellement chargé de maintenir l'ordre intérieur du pays et d'empêcher l'ennemi d'y trouver assistance ».

Quelle allait être la réaction des autres Puissances et de l'Egypte devant cette décision unilatérale ?

L'Angleterre avait délibérément violé les obligations antérieurement souscrites et renoncé aux promesses faites.

Le Statut international de l'Egypte était modifié sans l'avis des puissances, sans se soucier des différentes conventions, notamment celles signées par les puissances européennes en 1840-1841, la convention de Constantinople de 1888, concernant la neutralité du Canal de Suez, l'accord franco-anglais de 1904, etc...

La mainmise sur l'Egypte par l'Angleterre était, en fait, absolue et toutes les grandes puissances d'ailleurs l'admettaient ainsi ; les traités de Paix signés après la grande guerre ratifient la mesure et consacrent le Protectorat anglais sur l'Egypte.

Les pays vaincus ont dû consentir, en ce qui les concerne, « au transfert au gouvernement de S. M. Britannique des pouvoirs conférés à S. M. I. le Sultan par la Convention ». (Voir notamment l'article 152 du Traité de Versailles).

Les belligérants et les pays neutres avaient évidemment beaucoup d'autres préoccupations et ne paraissaient pas se soucier des conséquences capitales de cette décision et de l'importance que pouvait territorialement jouer l'Egypte dans le grand conflit mondial par suite de sa situation géographique et de ses ressources économiques, sans parler même du contingent d'hommes qu'elle pouvait lever pour aider de différentes façons à la tâche qui incombait aux nations belligérantes.

La France adhéra en fait, puisque l'Angleterre approuvait le traité du Maroc de 1912.

Les Egyptiens eux-mêmes, en dépit de la façon cavalière avec laquelle l'Angleterre avait procédé, ne réagirent d'aucune façon tant l'heure était grave, et jamais les nationalistes égyptiens ne tentèrent quoi que ce soit pendant le conflit mondial.

En dehors des considérations d'ordre personnel susceptibles de maintenir cet état d'esprit, les nationalistes et réformateurs égyptiens avaient fort bien compris qu'il devait de toutes les façons espérer un résultat positif en faveur de l'indépendance de l'Egypte, quelles que soient les conséquences du conflit mondial.

Et plus spécialement en ce qui concerne l'Angleterre, ils sentaient bien que les dispositions par elle prises ne pouvaient pas durer et qu'elle tiendrait aussitôt la guerre finie à établir l'indépendance de l'Egypte.

C'est ce qu'explique d'ailleurs la mission Milner. Lorsque le Protectorat fut tout d'abord déclaré, il avait été subi comme une nécessité du moment. Etant en guerre avec la Turquie, la Grande-Bretagne avait, non sans raison, tranché les derniers liens subsistant entre la Turquie et l'Egypte, et il fallait bien que quelque chose fût immédiatement substitué à l'ancienne suzeraineté ottomane. Ainsi le Protectorat se justifiait aux yeux des Anglais comme expédient temporaire, mais la guerre finie, ils s'étaient toujours attendus à ce que la Grande-Bretagne réglât ses relations avec l'Egypte, conformément à ses intérêts véritables et à son honneur (1).

Il n'est pas jusqu'au télégramme du Roi Georges V au Sultan Hussein Kamel lors de l'accession de ce dernier au Sultanat qui n'ait été souvent considéré comme susceptible d'avoir encouragé cette croyance (2).

L'attitude de l'Egypte fut loyale. Nous en trouvons de multiples preuves dans les documents et jusque dans les mémoires du grand nationaliste Zaghloul Pacha qui nous explique que les notables égyptiens avaient tout de suite demandé aux autorités anglaises que le pays prenne une part active aux hostilités : l'Angleterre refusa ; peu après le premier ministre Rouchdi Pacha offrit également la collaboration complète de l'Egypte et principalement de l'armée égyptienne.

(1) Rapp. Miss. Milner trad. loc. cit., p. 75

(2) Le télégramme royal assurait le nouveau Sultan que le Protectorat de la Grande-Bretagne l'aiderait à « surmonter les influences qui cherchent à détruire l'indépendance de l'Egypte et la fortune, la liberté et le bonheur de son peuple ». Voir le texte de ce télégramme dans le rapport de mission Milner ; trad. loc. cit. P. 66.

L'Angleterre refusa encore.

Est-ce à dire alors que l'Égypte ne collabora pas à la guerre mondiale ? L'Angleterre n'avait-elle pas promis de prendre seule à sa charge tout le poids des conséquences de la décision ? Il n'en fut rien : l'Angleterre recruta des hommes non seulement pour la guerre elle-même, mais également pour des équipes de travailleurs affectés à des travaux divers ; elle fit appel au peuple égyptien, aux ressources naturelles de l'Égypte pour les produits alimentaires ou le coton, établissant une base stratégique en Égypte pour les opérations d'Orient.

Mais les Anglais ne surent pas s'attirer les sympathies des Égyptiens tout prêts à leur prouver leur loyalisme. Ils se comportèrent comme en un pays conquis et commirent des abus de pouvoirs, notamment pour la réquisition des ressources locales.

Lord Milner lui-même constate les résultats de cette politique.

1° Recrutement de l' « Egyptian Labour and Camel Transports Corps » avec services prolongés, en maintes circonstances, au delà de la période convenue et parfois même levées coercitives ; 2° réquisition des animaux domestiques des fellahs ; 3° réquisition abusive dans son étendue et ses procédés, des céréales ; 4° collectes au profit de la Croix Rouge, confiées, intempestivement aux fonctionnaires locaux, avec versements rendus, en nombre de cas, obligatoires ; mesure d'autant plus regrettable dans un pays d'Islam où la Croix et le Croissant sont considérés comme deux emblèmes rivaux (1).

(1) Le Rapport de la Mission Milner impute la plupart de ces abus aux fonctionnaires locaux, désireux de se faire bien voir des Anglais (Voir Rap. trad. loc. cit. pp. 69 et suiv.). S'il s'agissait de justifier le mécontentement de l'Égypte, ce qu'a d'ailleurs fait avec loyauté le rapport ci-dessus en se plaçant à un point de vue beaucoup plus général et permanent, nous devrions mentionner aussi les excès commis par diverses troupes coloniales britanniques ayant campé pendant la guerre sur le territoire et trop enclinés à le traiter en pays conquis, vu les circonstances. Mais des faits de cette nature n'ont certainement pas été voulus par le Gouvernement britannique. Dès lors, ils sont inopérants pour permettre d'apprécier, au point de vue juridique, la politique anglaise en Égypte.

La déclaration de Protectorat pouvait paraître être destinée à proclamer à la face du monde qu'en réalité l'Angleterre, par suite des circonstances prenait les lieux et place de la Sublime Porte vis-à-vis de l'Egypte.

Mais la façon dont l'Angleterre s'est comportée vis-à-vis de l'Egypte, fut telle qu'elle dépassa et de beaucoup les excès d'avant la guerre et que les Egyptiens virent leur situation s'aggraver plutôt que de s'améliorer ; la notification de 1916, après celle de 1914 impliquait bien que les anciennes lacunes des traités de 1836 et de 1878 garantissant l'intégrité des territoires ottomans, n'existaient plus.

Pour ne citer que quelques exemples très graves d'atteinte à la Souveraineté de l'Egypte et pour préciser quelle fut la tutelle de la Grande Bretagne, citons la suspension de la « Loi Organique », l'interdiction à l'Assemblée Nationale de se réunir et de siéger ; les conseils provinciaux d'ailleurs furent soumis au même régime, et ce fut le principe rigoureux de la loi Martiale, et dans la Revue de Paris du 1^{er} avril 1922, p. 449, nous lisons dans l'article intitulé « Aspect actuel de la question d'Egypte ».

« C'est en vertu de la loi Martiale qu'a eu lieu l'incarcération de milliers de personnes de toutes conditions en Egypte et jusqu'à Malte, sans autre forme de procès, surtout, semble-t-il, afin de parer au danger de l'espionnage pour le compte de l'ennemi. Malheureusement, des fonctionnaires anglais auraient donné à entendre que c'était là l'occasion d'assouplir les indigènes et même d'accoutumer les étrangers à se passer des immunités que leur avaient conférées les Capitulations.

Et cependant l'occasion aurait été belle à l'Angleterre de montrer à l'Egypte comment elle aurait pu lui bâtir un avenir meilleur et donner de l'espoir aux nationalistes du pays, aussi ne faut-il pas s'étonner des grosses difficultés rencontrées par les Anglais après l'Armistice ».

Nous comprenons mieux pourquoi pour des multitudes de raisons l'Angleterre et la Turquie se sont heurtées dès la fin de la guerre.

Et cependant l'Egypte avait payé son tribut à la guerre mondiale.

Il nous suffira d'énumérer quelques faits qui précisent bien l'attitude loyale de l'Égypte et la place qu'elle a tenue à l'époque comme nation belligérante, agissant même comme aurait fait un Etat belligérant ordinaire.

L'Allemagne a commencé par interpréter la conduite de l'Égypte comme la manifestation d'hostilités à son égard : elle rappela ses consuls.

Elle n'hésita pas à faire bombarder le Caire.

L'Égypte de son côté établit des camps de concentration pour les Allemands et séquestra leurs biens.

L'Égypte fournit un très important contingent d'hommes, environ un million et demi : il est vrai que ce contingent comprenait des hommes chargés de travaux divers (Labour Corps) mais beaucoup de combattants qui se signalèrent notamment dans de nombreux engagements avec les Turcs subirent de lourdes pertes : l'Égypte apporta donc l'impôt du sang comme les autres charges à la Cause Commune.

CHAPITRE III

De l'Armistice à 1922

Pour se rendre compte de l'espoir que la nation égyptienne avait fondé sur les conséquences de la Guerre, il ne faut pas oublier que l'Univers entier commentait dès 1917 les 14 points de la Déclaration du Président Wilson ; dès le mois de novembre 1918 elle s'enthousiasmait des termes de la Déclaration franco-anglaise qui promettait la liberté à toutes les populations soumises à la tyrannie turque.

Ces textes avaient produit une impression d'autant plus profonde que l'Egypte, à l'occasion d'incidents divers, avait senti toute la résistance de la Grande-Bretagne à l'instauration d'un régime d'indépendance absolue.

Citons notamment la divulgation maladroite du rapport de Sir William Bronyate, conseiller financier anglais auquel Rouchdi Pacha avait fait appel en 1917 en vue d'un projet de réformes constitutionnelles : il suffit d'y lire qu'on envisageait la création d'un Sénat sous forme d'une Haute Chambre qui aurait eu tout le pouvoir législatif, tandis que l'Assemblée Législative elle-même n'avait qu'une influence de second plan.

Cette conception aurait pu à la rigueur être discutable. Mais le recrutement des Sénateurs amenaient des protestations légitimes : en effet, la plupart de Sénateurs étaient nommés directement par le pouvoir central où élus parmi des étrangers.

On apprit d'autre part que parmi les réformes projetées on prévoyait l'emploi de la langue et de la procédure anglaises.

Il est inutile d'insister sur la portée de telles mesures : le parti national égyptien s'en est trouvé renforcé.

L'Armistice signé, et sans attendre longtemps, Zaghloul Pacha et deux de ses lieutenants firent une démarche auprès du Haut-Commissaire Britannique (13 novembre). Les représentants du parti national demandaient l'abolition du Protec-

torat et la reconnaissance de l'indépendance égyptienne ; ils voulaient aussi engager à Londres des pourparlers immédiats en vue de l'instauration du nouveau régime. Le premier Ministre égyptien Rouchdi Pacha avait de son côté officiellement réclamé la remise en vigueur de la loi organique et la reconnaissance de l'indépendance du pays.

Ces deux démarches n'eurent aucun succès : l'Angleterre une fois de plus avait failli à sa parole.

Un grand mouvement d'opinion se manifesta aussitôt et aboutit à la formation du parti Wafd (1).

Le rapport Milner précise l'attitude du Gouvernement égyptien à cette époque qui laissa entendre au Haut-Commissaire qu'il considérait le refus de Sa Majesté de lui accorder une audience immédiate, comme impliquant une interprétation du maintien du Protectorat, qu'il ne pouvait accepter et il donna sa démission.

Toute l'Égypte sans distinction d'opinion politique ou religieuse se rallia à ce nouveau parti.

Le 6 mars 1919 une délégation du parti Wafd est reçue par le Général Watson qui commandait les forces britanniques. Le résultat fut encore plus désastreux, car le 8 mars, Zaghloul Pacha et trois de ses lieutenants furent arrêtés et exilés. C'est ainsi que l'Angleterre entendait mettre en application la théorie du Président Wilson et sa propre déclaration signée avec la France dès le début de novembre concernant la libération des peuples soumis au joug des Turcs.

Tout le pays se révolta.

L'Angleterre n'hésita pas en vertu de la Loi Martiale à recourir à une répression sauvage, et pour couvrir sa politique en Égypte, elle prit les devants auprès des autres puissances et obtint de la Conférence de la Paix qu'elle prît la décision d'éconduire les délégués du Wafd qui avaient entre temps été remis en liberté. Partout la malheureuse délégation connut le même affront, tant auprès des hommes politiques qu'auprès des Parlements.

(1) Ce qui signifie délégation : le terme exprimait clairement que les hommes qui en faisaient partie étaient l'émanation même du peuple.

Elle multiplia ses démarches et rédigea des protestations : Appel du Président de la Délégation égyptienne aux Représentants étrangers en Egypte, programme politique de la Délégation égyptienne, etc...

Bien plus, les Etats-Unis sur lesquels l'Egypte avait fondé tant d'espoir, reconnaissaient le Protectorat Britannique (22 avril 1919).

« En consentant à reconnaître cet état de choses, le Président dut nécessairement faire des réserves quant aux détails qui feront l'objet d'une discussion ultérieure, ainsi que la question des modifications que peut entraîner cette décision pour les droits des Etats-Unis à cet égard » (lettre du Consul Général des Etats-Unis au Caire, au Haut Commissaire britannique le 22 avr. 1919 ; Doc. dipl. concernant l'Egypte p. 99).

Le but de la dite reconnaissance du Gouvernement d'avril 1919 était de reconnaître avec les réserves faites alors, un certain contrôle des affaires égyptiennes suivant la note du Gouvernement anglais transmise au département le 18 décembre 1914 (Op. cit. pp. 163 et suivantes).

Enfin l'article 147 du Traité de Versailles contraignait l'Allemagne à reconnaître également ce même Protectorat et ainsi que nous le verrons, les autres traités postérieurs en firent autant.

L'Angleterre réalisait son vaste plan oriental commencé par le fameux accord anglo-persan du 1^{er} août 1919, heureusement sans lendemain.

Elle manifestait publiquement sa mauvaise foi ; un de ses représentants les plus remarquables, Lord Milner, n'hésitait pas à le proclamer :

« Par notre insistance à maintenir le Protectorat, que tous considéraient comme impliquant la sujétion permanente de leur pays, la Grande-Bretagne s'était définitivement départie de sa politique primitive et avait, en fait, manqué à sa parole ».

Et c'est pourquoi on est souvent injuste vis-à-vis des hommes comme lui ou Lord Allenby dont la tâche était particulièrement rude et qui se sont toujours trouvés placés entre l'Angleterre qui les commandait, et à laquelle ils n'hésitaient pas à faire de justes représentations, et l'Egypte vis-à-vis de

laquelle ils agissaient de rigueur en vertu d'instructions reçues.

Lord Milner fut désigné pour prendre la tête d'une mission, pour faire une enquête sur la cause des récents désordres en Egypte et un rapport sur la situation actuelle du pays, ainsi que sur la forme de la constitution qui, sous le régime du Protectorat, serait le mieux à même d'assurer sa paix et sa prospérité, le développement progressif des institutions autonomes et la protection des intérêts étrangers.

Mais les Egyptiens ne désarmaient pas.

Le Président du Conseil, Mohamed Saïd Pacha donna sa démission, afin que Lord Milner ne trouvât pas à qui causer. On voulait le contraindre à entamer des pourparlers avec la vraie délégation nationale de Zaghloul Pacha.

Lord Milner patient montra un véritable esprit de conciliation ; il proclama le 29 décembre qu'il avait pour tâche de concilier les aspirations du peuple égyptien avec les intérêts spéciaux de la Grande-Bretagne en Egypte, ainsi qu'avec les droits légitimes de tous les étrangers de ce pays. La question était fort bien posée ainsi ; la Mission recherchait d'ailleurs avec qui le voudrait un échange de vues entièrement franc.

En Mars 1920, la mission rentra en Angleterre et son travail avait été tel qu'Adly Pacha n'hésita pas à retrouver Zaghloul Pacha à Paris et à le décider ainsi que ses compagnons à se rendre à Londres.

Il rédigea un memorandum destiné à faciliter les discussions :

Le Memorandum spécifiait que l'Egypte serait déclarée indépendante, il demandait à l'Angleterre de s'aboucher avec les Puissances pour arriver à la suppression du régime capitulaire, un traité d'alliance serait établi ; l'Angleterre demandait l'admission de l'Egypte à la Société des Nations, l'Egypte aurait le droit d'avoir des représentants à l'Etranger.

La stipulation précisait que l'Egypte s'engageait à ne pas adopter dans les pays étrangers une attitude qui ne serait pas en harmonie avec l'Alliance ou qui créerait des difficultés à la Grande-Bretagne et aussi à ne conclure avec un pays étranger, aucun arrangement qui serait préjudiciable aux intérêts britanniques.

Dans un ordre d'idées voisin une autre disposition du Mémorandum très critiquée en Egypte comme impliquant une survivance du Régime politique alors en vigueur était la suivante : « En raison des relations spéciales entre la Grande-Bretagne et l'Egypte créées par l'Alliance, il sera accordé au représentant britannique une position exceptionnelle en Egypte et il aura droit à la préséance sur tous les autres représentants étrangers.

Voici d'ailleurs le texte de ces stipulations :

« 1° Stipuler expressément l'abolition du Protectorat ;

« 2° Que le projet Milner modifié soit mis en vigueur après qu'il aura été accepté et ratifié par l'Assemblée Nationale, sans attendre les accords que la Grande-Bretagne fera avec les Puissances ;

« 3° Que l'Egypte soit libre de conclure les traités économiques et commerciaux qu'il lui plaira de conclure. Quant aux traités diplomatiques et politiques, elle acceptera jusqu'à un certain point une limitation de sa liberté ;

« 4° Que le représentant britannique soit traité comme les autres représentants, mais qu'il ait seulement la préséance sur les autres comme représentant du pays allié ;

« 5° Désigner d'une façon limitative les droits de l'Angleterre qui garantiront ses intérêts spéciaux en Egypte ;

« 6° Spécifier l'assistance que l'Egypte devrait donner à la Grande-Bretagne en cas de guerre ; déterminer de même le cas de guerre ;

« 7° Préciser le lieu qu'occuperont les forces militaires anglaises (qu'elles soient de préférence sur la rive droite du canal) et qu'elles soient seulement provisoires ;

« 8° Déterminer la durée de l'alliance des deux pays ;

« 9° Supprimer le poste de conseiller financier anglais, une fois que la Caisse de la Dette n'aura plus sa raison d'être, en d'autres termes supprimer la faculté du Gouvernement égyptien de consulter le conseiller financier sur toutes autres matières en dehors de la Dette ;

« 10° Supprimer la faculté du Gouvernement égyptien

de consulter le fonctionnaire anglais désigné au Ministère de la Justice sur toutes autres matières concernant le maintien efficace de la loi et de l'ordre.

« 11° Que l'Égypte soit partie dans les négociations qui seront menées par la Grande-Bretagne avec les Puissances pour l'abolition des capitulations ;

« 12° Liquider la question du Soudan, et, en particulier, celle de la fourniture des Eaux du Nil ».

La prise de contact eut lieu à Londres, elle fut sans suite, car la Mission Milner ne voulut pas prendre d'engagement, prétendant que les Gouvernements seuls avaient autorité pour discuter.

La Mission Milner insistait cependant pour un accord.

Le 9 décembre elle écrivait : « Nous conseillons fortement au Gouvernement de Sa Majesté d'entrer sans long délai en négociations avec le Gouvernement égyptien, pour la conclusion d'un traité sur les lignes que nous nous sommes permis de recommander. Ce serait, dans notre opinion, un grand malheur, si la présente occasion était perdue ».

Mais on ne profita pas de l'occasion. D'une part les nationalistes égyptiens multipliaient les incidents et quelques-uns désavouaient même la mission de Zaghoul : l'Angleterre de son côté montrait beaucoup de diplomatie.

Le 26 février 1921, le Haut-Commissaire écrivait au Sultan : « Le Gouvernement de Sa Majesté, ayant étudié les propositions de Lord Milner, est arrivé à la conclusion que le Protectorat ne constitue pas une relation satisfaisante dans laquelle l'Égypte doit rester avec la Grande-Bretagne. Bien que le Gouvernement de Sa Majesté ne soit pas encore arrivé à des décisions définitives au sujet de ces propositions, il désire procéder à un échange de vues sur ce sujet avec une délégation désignée par le Sultan afin, si la chose est possible, de substituer au Protectorat une relation qui, tout en sauvegardant les intérêts spéciaux de la Grande-Bretagne et en la mettant à même d'offrir des garanties suffisantes aux puissances étrangères, s'harmoniserait avec les aspirations légitimes de l'Égypte et du peuple égyptien ».

Une délégation fut nommée par l'Egypte, mais contrairement au désir manifesté par Zaghloul Pacha, c'est Adly Pacha qui la dirigeait. Les manifestations reprirent accompagnées d'injures et de provocations. La Délégation arriva à Londres et après quatre mois, elle dut retourner en Egypte sans avoir réussi (le 4 décembre).

Adly Pacha donna sa démission, les troubles reprirent, Zaghloul fut de nouveau déporté aux Iles Seychelles, puis à Gibraltar.

TROISIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

La déclaration du 28 février 1922

Les événements que nous venons d'examiner ne devaient pas manquer d'amener le Gouvernement Britannique à adopter une autre attitude vis-à-vis de l'Égypte. On ne peut pas à notre siècle et quand il s'agit d'un pays comme l'Égypte, mère de toutes les civilisations, laisser entretenir des mouvements révolutionnaires, surtout quand ils sont provoqués non contre le Gouvernement du pays lui-même, mais contre les étrangers qui par tous les moyens essaient d'entraver la marche normale des institutions et interviennent à tout propos et hors de propos dans les affaires qui n'intéressent que les Égyptiens seuls.

L'Angleterre faisait l'expérience de sa politique antinationaliste et les événements à cette époque lui donnaient tort ; nous n'avons qu'à examiner ce qui se passait à l'époque en Irlande, aux Indes, à Malte, sans parler des soulèvements nationalistes de Turquie et d'autres pays.

A cette époque il était important que les hommes d'Etat anglais soient exactement mis au courant de la situation par quelqu'un de compétent et de qualifié et qui ait surtout l'énergie d'insister pour une réforme radicale. Ce fut le rôle de Lord Allenby.

Dès Novembre 1921, dans un mémorandum très documenté Lord Allenby précisait en ces termes la situation telle qu'elle se présentait en Égypte.

« Une décision qui n'admettrait pas le principe de l'indépendance de l'Égypte et qui maintiendrait le protectorat

entraînerait de sérieux risques de révolution dans tout le pays et, en tout état de cause, amènerait un chaos administratif complet, rendant par là tout gouvernement impossible ». (Livre blanc sur les affaires d'Egypte ; C. m. d. 1592 ; 1922 ; n° 1 & 2 ; Trad. Suppl. à l'Afrique Française, de mars 1922 ; page 61).

Il n'hésita pas à insister de nouveau et le 12 janvier 1922, il prenait l'initiative d'un projet d'adresse au Sultan qui contenait le principe même de l'indépendance du pays (1).

N'ayant reçu aucune réponse à cette proposition il exposa à nouveau, l'évolution rapide qui se manifestait dans les esprits.

Allait-on connaître de nouvelles émeutes ? de nouvelles mesures de rigueur ? L'Angleterre allait-elle au devant de nouvelles difficultés, alors qu'elle était déjà très inquiète de l'horizon politique international ?

Le 3 février Lord Allenby regagnait l'Angleterre étant décidé à tout tenter et à faire le sacrifice de sa haute fonction pour obtenir que le Gouvernement prit une décision sans tarder.

Il réussit d'ailleurs pleinement, puisque la très importante déclaration fut publiée le 28 février 1922.

Pour que nous puissions l'analyser, il est absolument indispensable d'en donner le texte complet d'ailleurs assez bref :

DÉCLARATION A L'EGYPTE

« Considérant que le Gouvernement de Sa Majesté, conformément à ses intentions déclarées, désire immédiatement reconnaître l'Egypte comme Etat souverain et indépendant ; et :

« Considérant que les relations entre le Gouvernement de Sa Majesté et l'Egypte constituent un intérêt essentiel pour l'Empire Britannique ;

« Sont déclarés par les présentes les principes suivants :

« 1. — Le protectorat britannique est terminé ; et l'Egypte est déclarée être un Etat souverain et indépendant ;

(1) Livre Blanc op. cit., n° 23 et 24, p. 67.

« 2. — Aussitôt que le Gouvernement de Sa Hautesse aura promulgué un Acte d'Indemnité applicable à tous les habitants de l'Egypte, la Loi Martiale proclamée le 2 novembre 1914 sera abrogée ;

« 3. — En attendant le moment où il sera possible, par la libre discussion et des accommodements amicaux des deux côtés, de conclure, entre le Gouvernement de Sa Majesté et le Gouvernement égyptien, des accords en ce qui regarde les matières suivantes, ces matières sont absolument réservées à la discrétion du Gouvernement de Sa Majesté ;

« a) La sécurité des communications de l'Empire britannique en Egypte ;

« b) La défense de l'Egypte contre toute agression étrangère ou contre toute ingérence étrangère, directe ou indirecte ;

« c) La protection des intérêts étrangers en Egypte et la protection des minorités ;

« d) Le Soudan.

« En attendant la conclusion de tels accords, le statu quo en toutes ces matières restera intact ».

Le Gouvernement turc recevait en même temps une communication qui n'était pas du tout la reproduction de la Déclaration, mais qui revêtait plus exactement la forme d'une note, d'un commentaire de la dite déclaration en des termes courtois. Quelle allait être la portée de ce document et pouvait-on penser qu'il y avait réellement déclaration de l'indépendance de l'Egypte au point de vue politique du terme ?

Au premier abord tout le monde pourrait répondre oui.

Les principaux attributs de la souveraineté paraissaient avoir été accordés.

La Note de la Sublime Porte préconisait notamment la remise en fonction « d'un Ministère des Affaires Etrangères » ce qui comportait en soi l'institution d'une représentation diplomatique auprès des Gouvernements de tous les pays de l'Univers.

Peu après et pour consacrer encore le principe de la souveraineté vis-à-vis du monde entier, S.-H. Fouad 1^{er} devenait « Roi d'Egypte » et avait droit au titre de Majesté ; « ce qui

disait-il, est à la fois une affirmation de la personnalité de notre dignité nationale ».

Il fixait solennellement les règles de la succession de son propre trône.

L'Angleterre changeait le titre de son représentant qui n'était plus un Haut Commissaire, mais un Haut Délégué, ce qui était une nuance très sensible.

En même temps un certain nombre de Puissances donnait l'appellation de Ministres plénipotentiaires à leurs agents consulaires, ce qui était *ipso facto* la consécration de la reconnaissance de l'indépendance.

Le peuple égyptien a-t-il accepté d'autre part cette décision particulièrement capitale pour lui avec l'enthousiasme qu'on aurait pu deviner ?

Un Ministère nouveau avait été formé, ayant à sa tête Saroit Pacha qui fut, comme nous le verrons, l'un des plus grands hommes politiques de l'Égypte contemporaine : il s'était entouré de collaborateurs sérieux et réputés : il devait inspirer confiance au Roi et au peuple égyptien : il le fallait, car beaucoup d'hommes connus pour leur intelligence n'avaient pas accepté avec tant d'empressement cette déclaration unilatérale dans sa forme.

Le 20 avril, les princes égyptiens de la famille royale ont adressé au Sultan une lettre, réclamant l'indépendance complète de l'Égypte, sa souveraineté intégrale ; demandant que les élections n'aient lieu qu'après la suppression complète de l'état de siège ; réclamant aussi une amnistie politique générale et le retour des leaders nationalistes déportés ; protestant contre toute présence en Égypte, de troupes britanniques, quel que soit leur effectif. (v. « *Le Malaise de l'Empire britannique en Égypte* », Correspondant du 10 mai 1922, p. 537).

Il ne faut pas oublier que le grand apôtre de l'indépendance Zaghloul Pacha était toujours en exil et que le maintien de cette mesure ne pouvait qu'exaspérer le peuple en dépit de toutes les concessions faites par l'Angleterre : pourquoi n'avait-on pas rapporté cette mesure en faveur de celui qui précisément paraissait qualifié pour mener à bien la réalisation des rêves nationaux ?

Avait-on encore peur de lui? si vraiment l'Indépendance était proclamée à la face du monde entier, que pouvait-il importer à l'Univers entier que l'Angleterre retint ainsi prisonnier un des nationaux des plus estimés. La loi Martiale se maintenait.

La forme même de la reconnaissance amenait bien des commentaires : on ne s'y trompait pas, alors que nul n'ignorait les projets de Lord Milner ayant pour but de conclure un « traité d'alliance entre l'Angleterre et l'Egypte », l'alliance est essentiellement un acte entre deux pays disposant de leur souveraineté, les deux pays s'engageant mutuellement à certaines obligations, mais signant d'égal à égal.

Or on était en présence d'un acte unilatéral qui laissait supposer qu'en réalité l'Egypte était sous l'hégémonie anglaise, qu'elle ne bénéficiait pas de la liberté politique absolue, qu'elle devait se réjouir que son Etat suzerain en un mot son maître lui accordât des avantages importants : la preuve réside, disait-on, dans le fait que l'Angleterre avait mis l'Egypte devant la réforme accomplie sans conditions à discuter, sans obligations de sa part, mais avec des réserves qu'elle insérerait sans qu'aucune protestation ou discussion soit admise.

Personne ne s'y trompait et surtout pas l'Angleterre qui n'essaya même pas de justifier son geste, ainsi qu'on peut s'en rendre compte par les paroles prononcées par Lloyd George à la Chambre des Communes, le jour même de la promulgation de la Déclaration.

« Pour le moment, aucun gouvernement égyptien ne voudrait aller jusqu'à soumettre son pays à un traité d'alliance avec la Grande Bretagne suffisant à nous donner des garanties suffisantes à ce sujet (les intérêts spéciaux de l'Empire britannique en Egypte). Le gouvernement de Sa Majesté a, dès lors, décidé de procéder à une déclaration unilatérale ». (Trad. Afrique française de mars 1922, p. 127).

Il resterait toujours les quatre points réservés sur lesquels l'Egypte n'avait dit son dernier mot et qui laissaient le champ libre à beaucoup d'incidents. L'Angleterre n'avait renoncé aucunement à son hégémonie en Egypte et à ses possibilités

d'intervention. Elle rencontrait d'ailleurs des obstacles provenant de traités souscrits par d'autres Puissances et qu'une simple déclaration unilatérale ne pouvait supprimer. De ce côté les hommes d'Etat au pouvoir s'en rendaient compte et les nationaux égyptiens ne pouvaient du jour au lendemain élever des protestations vis-à-vis de toutes ces Puissances qui avaient souvent contrebalancer l'influence anglaise.

Fallait-il risquer de tout perdre pour proclamer du jour au lendemain une indépendance absolue qui pouvait amener tout à coup des complications diplomatiques dans lesquelles l'Egypte ne pouvait s'engager de gaieté de cœur, alors qu'elle ne disposait pas de la force.

Cette indépendance ainsi proclamée représentait un progrès considérable quant à la position politique de l'Egypte dans l'ensemble des Nations.

L'Angleterre n'allait-elle pas proposer son admission à la S. D. N. ? Avait-elle donc besoin immédiatement de posséder intégralement tous les droits qui consacrent le principe de la souveraineté dans le domaine du Droit International public ?

N'existait-il pas des Etats libres et indépendants qui n'avaient les mêmes droits et dont les capacités internationales n'étaient pas identiques ? Cependant les uns et les autres étaient des Etats indépendants.

Et c'est pourquoi les hommes politiques de l'Egypte qui avaient assumé la responsabilité devaient comprendre cet état de fait et l'envisager sous le meilleur angle en précisant quelles seraient les directives du nouveau gouvernement.

Et Sarait Pacha d'écrire à S. H. le Sultan le 1^{er} mars 1922 :

« Il ne reste plus à l'Egypte qu'à s'employer à démontrer à la Grande-Bretagne, relativement à la protection de ses intérêts, qu'il n'est nul besoin pour elle d'insister sur des garanties pouvant porter atteinte à notre indépendance, la bonne foi de l'Egypte et son propre intérêt au respect des engagements pris, constituant à cet égard la meilleure et la plus efficace des sauvegardes ».

Il s'appliqua d'abord à créer une constitution avec une Assemblée législative qui pourra alors prendre ses responsabilités.

Un projet de constitution doit être déposé pour le mois d'octobre, mais il a tout à faire tant à l'intérieur qu'à l'extérieur.

A l'intérieur il commence à s'occuper sérieusement de la nationalisation des emplois et des fonctions en nommant des Egyptiens aux postes occupés jusque là par les étrangers.

Mais le plus fort de la besogne était certainement l'installation publique de l'Egypte dans le monde international.

Les étrangers avaient donné l'exemple en créant des Légations au Caire, il a fallu sans tarder songer à créer aussi des Légations d'Egypte dans les principales capitales.

L'Egypte était naturellement débarrassée du Tribut à la Turquie, c'était par le fait même la signification que le lien de vassalité plusieurs fois centenaire n'existait plus. On créa des monnaies nationales à l'effigie du Roi, trait caractéristique de la souveraineté.

Tous ces actes devaient contribuer à créer un mouvement de sympathie dans l'opinion publique qui n'était pas satisfaite et qui voulait exiger deux mesures qu'elle considérait comme indispensables au point de vue de l'amour propre national : la libération de Zaghoul Pacha et la suppression de la loi Martiale.

Mais le gouvernement allait rencontrer de gros obstacles dans l'interprétation de la Constitution qui allait être donnée au pays.

Cette question de politique intérieure allait-elle amener de nouvelles difficultés qui auraient pu avoir des conséquences graves même dans leur répercussion internationale ?

Le ministère allait-il relever des Chambres ou du Souverain ? L'Egypte allait-elle bénéficier d'un régime analogue à celui de l'Angleterre ou de la Belgique, ou allait-elle recevoir une Charte comme celle que Louis XVIII octroya à la France lors de la Restauration ?

Comment allait-être élaborée cette Constitution ?

Une Constituante issue de l'élection allait-elle se réunir ? Il n'en fut rien. Le gouvernement décida d'instituer un

comité de Constitution, ce qui amena dans le pays un certain mouvement d'opinion (1).

Mais si nous abandonnons cette question de politique intérieure qui ne rentre pas dans le cadre de nos travaux et si nous dégageons tout de suite dans quelles conditions l'Égypte agissant comme nation souveraine allait accepter vis-à-vis de l'Angleterre les conditions posées par la déclaration, nous nous rendons compte que les difficultés étaient encore plus grandes vis-à-vis d'une puissance qui, n'ayant rien voulu abdiquer de ses principes sur la mainmise sur l'Égypte, avait de sa pleine autorité et sans discussion possible, arrêté des dispositions qui impliquaient une certaine vassalité.

Nous arrivons donc aux clauses qui impliquaient que l'Indépendance complète n'était pas encore reconnue aux yeux de la Grande-Bretagne.

En admettant qu'en ce qui concerne le Soudan, on aurait pu interpréter la réserve inscrite dans la déclaration comme la manifestation unilatérale consistant à rappeler à l'Égypte que la solution définitive n'était pas encore trouvée et que les pays qui avaient signé l'acte solennel qu'on avait appelé condominium devaient dans un avenir plus ou moins long aboutir à un accord, il n'en restait pas moins avéré qu'il y avait trois autres questions au sujet desquelles l'Angleterre laissait comprendre bien entendu, qu'elle dictait des ordres à l'Égypte qui n'avait qu'à s'incliner.

C'est pourquoi nous examinerons séparément les trois premiers points réservés et la question du Soudan.

Nous allons commencer par les trois premiers points réservés, nous allons voir comment les mesures envisagées ont été établies en 1922, puis nous examinerons au point de vue historique comment l'Angleterre et l'Égypte ont été amenées dans les années qui suivirent à essayer de mettre au point une convention sans pouvoir aboutir en dépit de bonnes volontés manifestées de part et d'autre par les hommes d'Etat et les Diplomates ; mais il est une vérité incontestable à proclamer, c'est que l'Angleterre ne veut pas reconnaître que les temps

(1) Maurice Demaison.

sont définitivement résolus et qu'il n'y a pas de demi-mesures, pas de propositions possibles, de modifications dans le *modus vivendi* actuel, s'il n'est pas donné sans délai satisfaction aux revendications légitimes et maintes fois affirmées des nationalistes égyptiens.

CHAPITRE II

Les Trois points réservés.

La première question règle ou tend à régler la sécurité des communications de l'Empire britannique à travers l'Égypte.

L'Angleterre part d'un principe qui au premier abord paraît fort contestable.

Elle possède, dit-elle, des colonies d'immenses territoires, elle a des Dominions dans l'Univers entier : il faut donc assurer des communications faites en tout temps et de toutes façons entre tous ces peuples ; c'est une nécessité à son point de vue.

Mr. Lloyd George ne s'en cachait pas le 28 février à la Chambre des Communes. « Cette déclaration est en complète conformité avec la politique tracée par les accords de la Conférence impériale et elle répond à tous les désirs exprimés par la sécurité de l'Empire ». Elle a été notifiée aux gouvernements des Dominions par un télégramme publié dans le Livre Blanc.

Or l'Angleterre paraît avoir complètement oublié les stipulations de neutralité de la Convention du 29 octobre 1888 visant spécialement le Canal de Suez et ses ports d'accès. Or l'Angleterre a-t-elle le droit exclusif de s'assurer le libre passage du Canal, alors que d'autres nations comme la France ou la Hollande, pour ne citer que ces deux nations, ont autant d'intérêt qu'elle à s'assurer la même liberté ?

La France et la Hollande ont en Extrême-Orient des colonies très importantes. Vont-elles aussi imposer à l'Égypte des troupes en permanence sous ce prétexte : mais ces nations savent qu'il existe cette convention de 1888 et qu'elle n'est pas un chiffon de papier.

Si encore cet acte n'avait pour conséquence que d'imposer à l'Égypte une charge militaire et surtout une obligation incompatible non seulement avec le véritable principe de la

Souveraineté, mais avec le simple sentiment de l'amour propre national de l'Égyptien, cet état de fait était rempli de dangers pour l'Égypte en cas de conflit international, car elle apparaîtrait sans détour comme unie à l'Angleterre contre n'importe quel peuple, puisque le passage serait de ce chef coupé aux nations qui ne seraient pas alliées de la Grande-Bretagne et que l'Égypte serait considérée à juste titre comme une véritable belligérante et risquerait d'être considérée comme telle ; que deviendraient les Égyptiens et leurs frères se trouvant dans les pays en guerre avec l'Angleterre !

Et nous en arrivons justement au deuxième point réservé qui est la conséquence directe du principe posé par le premier point lui-même.

L'Angleterre prend l'engagement de protéger l'Égypte de toute agression directe ou indirecte. Cet engagement se conçoit d'autant plus dans l'esprit des Anglais qu'ils considèrent l'Égypte comme incapable de se défendre et lui impose par dessus le marché la force armée.

Toute proportion gardée, elle se considère comme ayant de droit une servitude de passage qu'elle entend défendre sous une forme analogue aux actions possessoires mais avec cette différence que le propriétaire fermier n'a rien à dire et qu'on lui refuse toute action pétitoire. Cette charge que l'Angleterre entend assumer lui paraît une sorte d'engagement d'honneur, mais cet engagement d'honneur n'est assorti d'aucun commentaire et pourquoi le prendre ? Alors que l'Angleterre ne respecte même pas les conventions qu'elle a signées avec d'autres nations comme celles de 1888 sur la neutralité du Canal de Suez.

Prend-elle l'obligation également d'indemniser les Égyptiens qui à l'Étranger seraient l'objet de représailles de la part d'une nation belligérante en guerre avec la Grande-Bretagne ?

Empêchera-t-elle les camps de concentration, les expulsions, la séquestration des biens, les réquisitions même ? En échange de tout cela, l'Angleterre s'offre à défendre un territoire qui n'est pas sous sa souveraineté (elle le proclame en disant que l'Égypte est indépendante).

Comment va-t-elle en assurer la défense ?

Va-t-elle proclamer l'état de siège et faire passer l'adminis-

tration du pays entre les mains de la force militaire, abolissant toutes les libertés constitutionnelles, paralysant le commerce et l'industrie, réquisitionnant les récoltes et même les populations, interdisant tout trafic avec l'extérieur par son contrôle et ne pouvant par dessus le marché éviter au jour les aléas d'une guerre aux conséquences sans nombre : bombardements, invasions même ; alors que peut-être ce conflit sera déjà approuvé par la population égyptienne toute entière et que l'Angleterre aura pour ennemi une puissance avec laquelle l'Égypte ne demanderait pas mieux que de rester en bons termes, voire même de s'allier à elle par sympathie politique ou religieuse ; des événements récents en Arabie n'ont-ils pas prouvé que l'Égypte aurait pu intervenir en faveur de populations musulmanes ; l'Égypte ne peut-elle pas faire la guerre à sa guise ?

Mais il y a plus, la Déclaration ne se bornant pas au mot agression, elle ajoutait : toute ingérence étrangère directe ou indirecte et cette ingérence était expliquée de la façon suivante par Lord Curzon dans son projet de 1921.

Nous en extrayons les passages principaux :

Art. 6, l'obligation de ne conclure « aucun accord de caractère politique avec les puissances étrangères sans avoir pris l'avis du Gouvernement britannique ».

Art. 11, de « ne nommer aucun officier ou fonctionnaire étranger dans aucun de ces services (armée et services publics égyptiens) sans l'assentiment préalable du Haut-Commissaire britannique ».

Art. 14, de « ne conclure aucun emprunt extérieur et ne concéder aucun service public sans l'assentiment du commissaire financier ».

L'Angleterre cette fois découvre sans ambages sa pensée et nous comprenons la gravité de pareilles affirmations, absolument incompatibles avec l'examen normal de la Souveraineté par un Etat libre et maître de ses droits.

Ne pas conclure d'accord avec une puissance étrangère et pourquoi ? Les Egyptiens sont donc revenus de cent ans en arrière : à quoi bon d'autre part la création de légations ou la reconnaissance de ministres plénipotentiaires étranger en

Egypte si tout doit finalement passer par le canal de Sous-Secrétariat de la nation britannique ; il en est de même de la nomination des officiers et surtout de tous les fonctionnaires pouvant rendre des services à l'Egypte.

Ce pays devra donc, si pour un motif spécial il voulait faire appel à un technicien étranger de l'hydrographie par exemple, venir demander une autorisation qui peut lui être refusée ; quant à l'article 11 nous n'avons pas besoin d'insister sur toutes les redoutables difficultés financières que l'Egypte a endurées, nous n'avons pas à revenir sur tous les résultats désastreux de certaines collaborations avec les soi-disant techniciens financiers ou administrateurs pour approuver les Egyptiens de protester contre cette prétention ; l'Egypte ne pourrait donc pas s'adresser à des personnalités de toute valeur réputées pour leur compétence financière, ainsi que l'ont fait la Roumanie, la Hongrie, l'Autriche et tant d'autres pays sans que l'Angleterre puisse opposer son veto.

En réalité ce rôle de tutelle a non seulement pour but de tenir l'Egypte à merci, mais encore de signifier aux autres puissances que l'Angleterre entend être chez elle en Egypte et que les autres pays n'ont pas à essayer de se mêler d'intervenir.

Nous n'avons qu'à citer la déclaration faite par M. Llyod George dans la fameuse séance dont nous avons parlé : « La prospérité et l'intégrité de l'Egypte sont indispensables à la paix et à la sécurité de l'Empire britannique qui, par conséquent, maintiendra toujours, comme un point d'intérêt britannique de premier ordre, les relations spéciales entre lui et l'Egypte, depuis longtemps reconnues par les autres gouvernements. La définition de ces relations spéciales est une des parties essentielles de la Déclaration qui reconnaît l'Egypte, comme Etat souverain et indépendant. Le gouvernement de Sa Majesté a posé ce principe que les droits et les intérêts de l'Empire britannique en font essentiellement partie et qu'il ne peut permettre aux autres Puissances de l'interroger à ce sujet. Par suite de ce principe il considérerait comme un acte d'hostilité toute tentative d'intervention de la part d'autres Puissances dans les affaires de l'Egypte et toute agression contre

les territoires de l'Égypte serait un acte à réprouver par tous les moyens à sa disposition ».

Dans un télégramme de la veille (27 février) aux Gouverneurs généraux des Dominions, le Premier, parlant des « relations spéciales » de l'Angleterre avec l'Égypte, tenait le même langage : « Nous n'admettrons pas, disait-il, qu'elles soient mises en question ou en discussion par aucune autre puissance, nous considérerons comme un acte inamical toute tentative d'intervention d'une autre puissance dans les affaires de l'Égypte (1) ».

Nous n'avons pas besoin de commenter plus longtemps ces lignes qui sont en opposition flagrante avec le principe claironnant d'une « Déclaration d'Indépendance »

Mais ces dispositions n'ont pas encore paru suffisantes à la Grande-Bretagne : il fallait encore aller plus loin dans l'exercice de la tutelle : et ce fut l'objet de la 3^e réserve « La protection des intérêts étrangers en Égypte et la protection des minorités ».

Cette mesure nous paraît aller au delà de ce que l'Égypte avait à craindre : car cette 3^e réserve, on le voit, va pouvoir servir de motifs à toutes les interventions de l'Angleterre dans les affaires intérieures de l'Égypte sous prétexte qu'un étranger à un titre quelconque aurait une réclamation à faire valoir ; allons-nous revenir à l'ère consulaire avec cette différence que le rôle de l'Angleterre apparaissant comme arbitre ne laisse même plus la place à la possibilité d'une discussion ou d'une entente avec la puissance d'où ressortissait le sujet plaignant. Comment d'ailleurs d'une façon effective assurer cette protection des minorités ? Par la force évidemment et voilà justement pourquoi cet article est peut-être la source d'incidents graves nécessitant l'intervention armée et ce au moment où l'Angleterre pensait retirer ses troupes du Caire et d'Alexandrie.

L'expression « intérêt » est excessivement vague et étendue (fortune, enseignement, commerce, procès, etc...) mais que pensent ces minorités, ces étrangers ?

(1) Il est probable que Lloyd George en tenant ce langage, visait certaines vellétés d'intervention, qui s'étaient manifestées dans la presse italienne en 1921 au moment des troubles d'Alexandrie.

La première protestation véhémement s'est élevée au sein de la Colonie française dès le jour où la Déclaration fut proclamée : le ministre français au Caire recevant cette adresse qui avait pour but de demander au Gouvernement de la République de s'entremettre et de prendre position : « Nous ne pouvons concevoir qu'en aucun pays, les intérêts français publics ou privés soient défendus ou protégés par d'autres gouvernements que celui de la République ». (*Journal du Droit intern. Privé*, Clunet 3^e livre 1922, page 373).

La Mission Américaine avait d'autre part réalisé une œuvre profonde en Egypte depuis près de 50 ans ; le Gouvernement des Etats-Unis se refusa d'autre part expressément à déléguer à qui que ce soit la défense des sujets américains.

Mais il faut chercher certainement beaucoup plus loin pour comprendre la portée de la politique anglaise qui avait voulu profiter de l'occasion pour progresser dans sa résolution tendant à l'abolition du régime capitulaire. Monsieur Auriant dans son article « *l'Abolition des capitulations et l'intérêt des puissances* » expose dans le *Monde Nouveau* du 1^{er} juillet 1922, page 20 et nous narre toutes les phases de réalisation de cette politique. Par la déclaration on tentait de frapper un grand coup. Une autre question préoccupait l'Angleterre, elle tenait les pouvoirs donnés à la Caisse de la Dette Publique.

Les étrangers protestaient à cause de la méconnaissance de leurs droits acquis : les Egyptiens naturellement avaient tout à gagner à cette politique énergique de la Grande-Bretagne.

Les tribunaux mixtes étaient établis déjà depuis 1876, mais leur maintien avait donné lieu à de graves difficultés ainsi que nous l'avons vu à cause de la France surtout. Finalement le Gouvernement égyptien avait dû capituler en ce qui concernait pour les affaires criminelles et correctionnelles qui relevaient des Tribunaux consulaires qui naturellement appliquaient la législation de leur pays respectif. Or une quinzaine de puissances bénéficiaient avant 1914 de ce régime capitulaire qui était évidemment la négation du principe de la souveraineté absolue. Lord Milner avait déjà insisté à cette époque pour aboutir à un résultat positif mais

sans succès, mais il fallait l'assentiment de toutes les puissances intéressées, d'où leur résistance et le mémorandum Milner de 1919 et le projet Curzon de 1921 revenaient par l'idée et préconisaient la désignation d'un Conseiller judiciaire et d'un Commissaire financier, l'un chargé du contrôle de l'application des lois vis-à-vis des étrangers, l'autre remplaçant la Commission de la Dette.

L'Angleterre se présente en résumé comme la seule puissance qualifiée pour mener, dit-elle, au mieux les intérêts de l'Egypte dans ces deux domaines : elle veut en somme supprimer la surveillance des autres Etats et la remplacer par le seul contrôle britannique.

Seul le Danemark a fini, en 1921 par entrer dans ses vues. Les autres n'ont pas encore changé de ligne de conduite.

Certains Etats ne comprennent pas pourquoi l'Angleterre agit de la sorte alors qu'elle ne tient pas la même conduite ailleurs.

Tout en reconnaissant à la France tous les droits revendiqués (de protectorat) par cette nation sur le Maroc elle a maintenu contre son gré des tribunaux consulaires anglais sur un territoire marocain.

La Belgique et d'autres pays se rallient à la thèse française.

Et l'Egypte se trouve donc dans une situation qui paraît inextricable.

Le meilleur moyen pour elle d'arriver à un résultat et de briser toutes les résistances vis-à-vis de puissances qui lui témoignent par ailleurs tant de sympathies, est de développer l'importance des Tribunaux Nationaux et de réaliser l'unification de juridictions.

En ce qui concerne par contre les commissaires Directeurs de la Caisse de la Dette une amélioration sensible s'est manifestée puisqu'il n'y a plus à cette époque que les Délégués de la Grande-Bretagne, de la France et de l'Italie (1).

La dernière question qui aurait pu soulever bien des difficultés a été réglée sans encombre grâce à la sagesse et à

(1) Compte-rendu des travaux de la Commission de la Dette publique d'Egypte pendant l'exercice 1921-1922. Le Caire 1922, page 44.

la tolérance du peuple égyptien tout entier ; il s'agit de la question religieuse qui pouvait soulever souvent des incidents irritants (les musulmans sont en grande majorité).

La loi Organique du 22 juillet 1913 donnait un certain nombre de mandats aux chrétiens et aux juifs nationaux à l'Assemblée Législative et des postes également leur étaient réservés dans les fonctions et administrations publiques comme la magistrature.

Nous verrons d'autre part toutes les questions qui ont pu se poser sur la quatrième réserve, le Soudan, dans le dernier chapitre de notre exposé car le Soudan a connu dans les années qui allaient suivre des événements dont la portée lui resta personnelle et l'évolution de la solution qui le concerne n'a rien de commun avec les trois premiers points réservés.

Il n'en est pas moins vrai que l'Angleterre avait en fait et en dehors des obligations résultant de la Déclaration solidement consolidé sa position en Egypte.

Elle tient notamment cette dernière en vertu du principe de l'Acte d'indemnité qui n'est en somme que la consécration de la Loi Martiale à laquelle sont soumis encore tous les habitants de l'Egypte. Elle étend son action dans tous les domaines : finances, police, commerce, législation et ceci est beaucoup plus grave que tous les systèmes capitulaires.

L'Acte d'indemnité par dessus le marché comporte la ratification des excès ou abus de pouvoirs dont se rendent coupables officiers ou fonctionnaires anglais. Par cet Acte le peuple renonce à toute indemnité qui pourrait être due à tout les particuliers à la suite de troubles ou d'émeutes. Les derniers pourraient en droit exercer des demandes d'indemnités pour réparations au préjudice causé et ce contre les autorités britanniques : l'Acte d'indemnité les dégage complètement de toutes réclamations et c'est pourquoi l'Angleterre pour le moindre incident irritant n'hésite pas à proclamer la Loi Martiale.

C'est sous l'empire de cette loi qu'ont vécu et que vivent encore, à la suite de la guerre mondiale, non seulement les ressortissants, mais tous les habitants de l'Egypte.

Toutefois dans la « Communication » au Sultan d'Egypte

du 28 février, le Haut Commissaire Britannique disait : « Dans le cas où la mise en vigueur de l'Acte d'indemnité applicable à tous les habitants de l'Égypte, mentionné dans la Déclaration ci-annexée, serait retardée par des circonstances quelconques, je désire informer Votre Hautesse que je serai prêt en attendant l'abrogation de la Proclamation du 2 novembre 1914, à suspendre l'application de la Loi Martiale en ce qui concerne toutes les matières touchant le libre exercice des droits politiques des Égyptiens ».

De ce chef l'Angleterre se trouve donc libre, complètement libre, vis-à-vis de l'Égypte car elle n'a qu'à attendre les événements et à voir venir, l'Égypte ayant beaucoup plus d'intérêt qu'elle à résoudre les quatre questions réservées vis-à-vis des autres puissances qui beaucoup trop faibles ont accepté et même ratifié une déclaration qui leur retire l'ensemble des droits qu'ils avaient en Égypte en vertu des traités et dont 1840-1841 marquait le point de départ et le sens. Elles ont abdicqué tout pouvoir en Égypte et nous ne reparlerons pour mémoire que du traité de 1904 entre la France et l'Angleterre et plus généralement de toutes les conventions internationales concernant le Canal, les Capitulations, les Tribunaux mixtes et la Dette Publique.

Cette situation allait-elle se maintenir ?

Le Traité de Versailles partie IV, section VI, article 147 et autres, s'est occupé de la question égyptienne.

D'après ces dispositions les puissances vaincues doivent accepter les conditions suivantes :

De renoncer aux Capitulations en Égypte, de tenir pour abrogés, tous accords passés par elle avec cette dernière.

De consentir, à l'exercice de la juridiction des tribunaux consulaires britanniques sur leurs ressortissants et les propriétés de ces derniers.

De reconnaître au Gouvernement égyptien une entière liberté d'action pour régler le statut et les conditions de l'établissement des mêmes ressortissants en Égypte.

De donner leur agrément à l'abrogation ou aux modifications par le Gouvernement égyptien, du décret relativement à la Commission de la Dette Publique égyptienne.

De consentir au transfert au Gouvernement britannique des pouvoirs conférés au Sultan par la Convention de Constantinople du 29 octobre 1888 sur la libre navigation du Canal de Suez.

De faire bénéficier les marchandises égyptiennes, entrant sur leur territoire, du régime appliqué aux marchandises britanniques, etc....

L'article 101 du traité de Sévres de son côté insiste sur la même idée :

La Turquie renonce à tous ses droits et titres sur l'Égypte. Cette renonciation prendra effet à dater du 5 novembre 1914. La Turquie déclare qu'en conformité avec l'action prise par les puissances alliées, elle reconnaît le protectorat sur l'Égypte déclaré par la Grande-Bretagne le 18 décembre 1914.

Dans les traités de Versailles (article 147) il en était de même pour l'Allemagne ; les traités de Saint-Germain (article 102) Trianon (article 86) avaient stipulé la même clause.

Et nous lisons dans le traité de Lausanne l'article 17 ainsi conçu :

« L'effet de la renonciation par la Turquie à tous ses droits et titres sur l'Égypte et le Soudan prendra date du 5 novembre 1914 ».

Mais l'Égypte peut-elle obtenir davantage?

L'Angleterre va-t-elle solliciter pour elle son entrée à la S.D.N. ce qui serait la confirmation du principe de sa reconnaissance officielle comme Etat complètement indépendant, et nous aurons occasion de voir maintenir dans la suite de nos explications quelles difficultés l'Égypte a rencontrées toutes les fois qu'elle a voulu réaliser le point capital de ses revendications.

Que pouvait-elle faire à l'époque en présence de l'état de fait créé par l'Angleterre et adopté par toutes les puissances : la Turquie elle-même ne faisait pas la moindre objection.

Allait-elle dans la suite essayer de ce côté d'obtenir de nouveau un appui : les grands événements de politique intérieure qui se sont déroulés dans ce pays, durant les années suivantes, devaient aboutir à une dictature, mais la Turquie allait prendre la République comme forme officielle de gou-

vernement politique et Mustapha-Kémal à l'époque n'avait pas réalisé toutes ses réformes, ni donné toute sa mesure. L'Irak s'était intéressé à ce mouvement ; elle avait obtenu d'autre part la signature d'une sorte de traité avec l'Angleterre en 1922, et ce pays sous mandat devenait de ce coup une puissance indépendante jouissant de tous les attributs de la souveraineté.

Nous allons donc examiner dans les chapitres qui suivent, quels ont été les pourparlers, discussions, projets, conférences, ayant pour objet de revenir sur l'état de fait créé par les trois points réservés et comment en somme l'Égypte n'a pas pu réussir encore à aboutir à l'Indépendance complète à laquelle elle a droit.

CHAPITRE III

Etude de la question des trois points réservés de 1922 à 1927.

Les parties en présence n'avaient pas manqué de considérer la Déclaration comme un acte sujet à révision : les quatre points étaient réservés, mais les questions soulevées puis volontairement laissées de côté devaient dans un avenir plus ou moins lointain recevoir une solution après échange de vues entre les parties. Les Egyptiens avant tout étaient intéressés à ce que leur Indépendance devint complète, et cette fois sans aucune restriction.

Les Anglais de leur côté s'étaient tout de suite rendus compte que « Leur Déclaration » unilatérale n'avait pas plus de portée juridique au point de vue strict du Droit International Public que ne l'avait été autrefois la Déclaration de Protectorat de 1914 : la précédente déclaration en effet n'avait pas eu le consentement de la nation protégée ; comment la Déclaration de 1922 aurait-elle pu modifier un état de fait qui n'était pas un état de droit en employant la voie unilatérale ! Il fallait aux yeux de l'Univers tempérer les effets de ce petit coup d'Etat contre lequel certaines protestations étrangères s'étaient fait jour ainsi que nous l'avons relaté. Quoi de mieux que de proclamer que les questions en litige n'étaient pas de nature à gêner les Egyptiens dans leurs réalisations nationales.

M. Lloyd George n'avait-il pas envoyé le 27 février 1922 une proclamation aux Dominions ?

M. Lloyd George avait prudemment donné quelques-unes de ces explications dans ce télégramme qu'il avait adressé le 27 février 1922, aux Présidents des Dominions.

« Cette déclaration, disait-il, tout en reconnaissant l'Egypte comme Etat souverain et indépendant, définit la position

que nous revendiquons en Egypte vis-à-vis de toutes les autres puissances et énumère les questions pour lesquelles le maintien de notre situation spéciale est essentiel à la sécurité impériale. Dans toutes ces matières, le *statu quo* est maintenu ; mais nous déclarons que nous sommes tout disposés à négocier à ce propos avec le Gouvernement égyptien des accords déterminés, à une date ultérieure, quand il désirera et quand les circonstances permettront d'en escompter le succès ; en attendant, les Egyptiens auront toute liberté de développer leurs institutions nationales dans le sens de leurs aspirations ».

Mais il fallait qu'une occasion propice puisse se produire et qu'elle se présentât dans les conditions les plus favorables pour l'Egypte tant au point de vue extérieur qu'intérieur.

Elles ne pouvaient mieux se présenter en 1924.

En effet les Egyptiens avaient envoyé au Parlement une forte majorité de représentants nationalistes qui avaient triomphé dans le parti du Wafd. Etait-ce un parti ? Rappelons que dès l'Armistice Zaghloul Pacha avait, fort de l'opinion publique, créé une organisation très importante. Ce Wafd dont la définition a été donnée par Nahas Pacha : « ce n'est pas un parti au sens européen du mot, mais une délégation permanente de la Nation dans sa quasi-unanimité ».

Aux yeux des Egyptiens comme aux yeux des autres peuples les mandataires de cette organisation étaient en somme comme une émanation de la nation elle-même.

Les provocateurs du mouvement avaient manifesté une grande activité et n'oublions pas que trois d'entre eux notamment leur chef Zaghloul Pacha avaient été par deux fois déporté par l'Autorité Britannique : nul ne paraissait donc mieux qualifié pour mener à bien la réalisation des rêves chers au cœur de tous les véritables Egyptiens que de voir les rênes du Gouvernement tenues par de tels hommes.

En Angleterre également un brusque revirement de l'opinion avait amené au pouvoir un gouvernement d'opinion travailliste, disons en somme socialiste et nul ne paraissait mieux désigné que M. R. Mac Donald pour mettre en application les théories sur la liberté des peuples de disposer

d'eux-mêmes et dont il s'était fait un défenseur ardent. Nous verrons que les opinions politiques n'ont pas, dans la pratique des résultats que pourraient attendre de leur leader les intéressés les plus confiants.

Le Parlement égyptien s'ouvre le 15 mars 1924 ; cette ouverture donne lieu naturellement à un échange de télégrammes de sympathie et de concorde.

On parle de prochaines négociations qui auront pour effet d'établir entre les deux pays des relations d'amitié sur une base solide (1) : le Soudan était l'une des questions capitales.

Les deux hommes d'Etat prirent date dans la seconde quinzaine de juillet pour étudier les possibilités d'entente (2).

Il fallait que la discussion puisse s'engager en toute clarté, c'est pourquoi les deux Gouvernements crurent utile de réitérer officiellement sur quelles bases ils s'appuyaient pour tenir à leur position, et nous avons précisé plus haut que l'Angleterre reprit ses anciens arguments ; le changement d'orientation politique du Cabinet anglais n'eut pas une grosse influence : les déclarations de M. Mac Donald les 10 juillet et 15 août 1924 se firent l'écho de la thèse de M. Chamberlain.

La thèse égyptienne faisait abstraction de la déclaration unilatérale parce qu'elle établissait que l'Egypte par son attitude pendant la grande guerre avait obtenu une indépendance qu'on n'avait pas le droit de méconnaître à partir du moment où la Turquie avait renoncé à tout droit sur le pays (3).

Mais nous verrons à propos de la question du Soudan que de part et d'autre et en dépit des négociations entamées dès juillet 1924 entre les deux hommes d'Etat, l'état des esprits était tel qu'une solution devenait impossible à trouver à cause de la position prise par les Chambres des deux pays au cours des interpellations concernant cette question.

Les Chefs de Gouvernement restaient sur leurs positions, cherchant par quels moyens on pourrait aboutir.

(1) Bulletin du Comité de l'Afrique Française 1924 302.

(2) — — — — — 1924 303.

(3) Traité de Sèvres du 10 août 1920, de Lausanne du 24 juillet 1923.

Mais des événements fort graves se déroulaient au Soudan : nous en reparlerons plus tard dans notre exposé. Les conséquences furent telles qu'aucun accord n'était plus possible et que le 9 octobre 1924 Zaghloul Pacha regagnait l'Égypte ayant en somme complètement échoué dans sa mission et l'on devine comment ce retour fut commenté au Caire : on accusait non pas seulement l'Angleterre, mais plus particulièrement les politiciens anglais et surtout les socialistes d'une intransigeance telle qu'il ne paraissait plus rien y avoir à espérer : les socialistes les plus avancés avaient failli à leur propre doctrine dans le domaine international et s'étaient manifesté aussi impérialistes que les conservateurs ; il ne faut pas oublier en effet que ce n'était pas seulement sur la question soudanaise que les deux Gouvernements s'étaient heurtés, et si nous reprenons les trois points réservés, l'Angleterre avait répondu par un « *non possumus* » aux propositions égyptiennes, tout à fait raisonnables sur la question de la liberté de communications de l'Empire britannique en affirmant une fois de plus la mainmise de l'Angleterre sur le Canal de Suez : le projet de Zaghloul Pacha se trouve résumé de la façon suivante par le Communiqué publié le 9 octobre 1924, de la Légation d'Égypte : « Le Canal de Suez était une voie de communication d'intérêt mondial et qui pourtant, s'il fallait en assurer la protection en dehors de l'Égypte principale intéressée et propriétaire du sol du Canal, le mieux était de s'adresser à la S. D. N. et de placer la neutralité du Canal sous la protection de la Société ». Quoi de plus logique que cette théorie après la Convention internationale de 1888. M. Mac Donald n'avait-il pas à cette même S. D. N. pris des attitudes sur le plan international qui lui aurait permis d'accepter ?

Cependant Zaghloul Pacha ne faisait-il pas consentir à l'Égypte un sacrifice d'amour propre en déléguant même à la S. D. N. des propres pouvoirs de souveraineté !

M. Mac Donald refusa et par le fait même suivit la tradition impérialiste qui maintenait des troupes en territoire égyptien ; ce n'est pas parce qu'il proposait une nouvelle répartition des troupes armées qu'il pouvait donner satisfaction au peuple égyptien.

Sur la question soudanaise l'opposition nous le verrons était encore plus profonde.

La fin de l'année 1924 devait apporter bien d'autres déboires, nous reverrons à propos de la question soudanaise comment l'assassinat de Sir Lee Stack Sirdar de l'armée égyptienne et Gouverneur Général du Soudan avait été exploitée et comment les deux pays s'étaient tout de suite emparés de ce triste attentat pour creuser davantage le fossé qui les séparait.

On se rendit compte tout de suite comment l'Angleterre allait procéder pour tirer de cette lamentable affaire tous les profits impérialistes possible.

Le 22 novembre le Haut Délégué Britannique, Lord Allenby, faisait parvenir à Zaghoul Pacha deux notifications dont il suffira de lire le texte que nous nous faisons un scrupule de reproduire pour qu'on en puisse juger avec impartialité.

Voici le texte de ces notes :

La première note est ainsi conçue :

« Au nom de Sa Majesté et du Gouvernement britannique, j'adresse à Votre Excellence la communication suivante :

« Le gouverneur général du Soudan, Sirdar de l'armée égyptienne, qui était également un officier distingué de l'armée britannique, a été brutalement assassiné au Caire.

« Le Gouvernement de Sa Majesté considère que ce meurtre qui expose l'Égypte, telle qu'elle est gouvernée aujourd'hui, au mépris des peuples civilisés, est le résultat naturel d'une campagne hostile aux droits britanniques en Égypte et au Soudan, qui a pour base une ingratitude aveugle, malgré les avantages conférés par la Grande-Bretagne. Cette ingratitude n'a pas été découragée par le Gouvernement égyptien, et a même été fomentée par des organisations en relation étroite avec ce dernier. Votre Excellence a été avertie par le Gouvernement de Sa Majesté, il y a un peu plus d'un mois, contre les conséquences possibles de la continuation de cette campagne, particulièrement au Soudan. Pourtant, elle n'a pas cessé. Le Gouvernement égyptien vient de laisser assassiner le gouverneur général du Soudan et a prouvé qu'il est incapable ou non désireux de protéger la vie des étrangers.

« Le gouvernement de Sa Majesté exige donc du gouvernement égyptien :

« 1° D'amples excuses pour le crime ; 2° une enquête sur le meurtre, enquête qui devra être menée avec la plus grande énergie, afin que les criminels, quels qu'ils soient et quel soit leur âge, subissent le châtement qu'ils méritent ; 3° à compter d'aujourd'hui, interdiction absolue de toute manifestation politique populaire ; 4° versement immédiat au gouvernement de Sa Majesté d'une somme de 500 mille livres sterling ; 5° que, dans les vingt-quatre heures, l'ordre soit donné de retirer du Soudan tous les officiers et les unités exclusivement égyptiennes de l'armée égyptienne, mesure entraînant les modifications spécifiées ci-après ; 6° notification aux autorités compétentes que le gouvernement du Soudan augmentera la superficie qui devra être irriguée à Gézira, et qui devra être portée de 300.000 feddans à une surface illimitée, suivant les nécessités ; 7° abandon de toute opposition aux désirs ci-après exprimés du Gouvernement de Sa Majesté, en ce qui concerne la protection des intérêts étrangers en Egypte.

« S'il n'est pas fait droit immédiatement à ces demandes, le gouvernement de Sa Majesté prendra les mesures propres à sauvegarder ses intérêts en Egypte et au Soudan ».

Voici le texte de la deuxième note :

« Comme suite à ma communication précédente, j'ai l'honneur d'informer Votre Excellence, au nom du Gouvernement de Sa Majesté, que ses demandes précises relatives aux troupes du Soudan et à la protection des intérêts étrangers en Egypte et au Soudan sont les suivantes :

« 1° Les officiers égyptiens et les unités exclusivement égyptiennes de l'armée égyptienne ayant été retirés, les unités soudanaises de l'armée égyptienne seront transformées en une force de défense du Soudan, dépendant uniquement du gouvernement du Soudan, et sous le commandement du gouverneur général, au nom duquel tous les postes seront attribués ; 2° les règles et conditions régissant les services, la discipline et la retraite des fonctionnaires étrangers qui se trouvent encore au service du Gouvernement égyptien et les stipulations financières relatives aux pensions des fonctionnaires

étrangers qui ont quitté ce service seront revisées conformément au désir du Gouvernement de Sa Majesté ; 3^e jusqu'à ce qu'un accord soit intervenu entre les deux gouvernements au sujet de la protection des intérêts anglais en Egypte, le gouvernement égyptien maintiendra les postes de conseillers financiers et juridiques et respectera leurs pouvoirs et privilèges comme il a été envisagé au moment de l'abolition du protectorat et respectera également le statut et les attributions actuelles du département européen du ministère de l'intérieur, comme l'a déjà spécifié un ordre ministériel, et il accueillera avec la considération qu'elles méritent les réclamations que pourra faire le directeur général sur les questions de son ressort ».

Dès le lendemain Zaghoul Pacha protestait de la façon suivante contre les allégations des deux notes britanniques. On se rend compte de la force de la logique de l'argumentation : on voit également le désir sincère qu'animait le rédacteur de donner satisfaction à l'Angleterre et on ne peut s'empêcher de comparer le style et la pensée qu'animaient les deux parties en présence.

TEXTE DE LA RÉPONSE ÉGYPTIENNE

*A Son Excellence le field Marshall vicomte Allenby,
Haut commissaire britannique.*

EXCELLENCE,

« En réponse aux deux notes que Votre Excellence a bien voulu m'adresser dans la journée d'hier au nom du gouvernement de Sa Majesté britannique, j'ai tout d'abord l'honneur de prier Votre Excellence de vouloir bien de nouveau exprimer audit gouvernement, de la part du gouvernement égyptien, toute la douleur et l'horreur que ce gouvernement et la nation toute entière ont ressentis pour l'exécrable meurtre commis sur la personne du regretté Sirdar de l'armée égyptienne et gouverneur général du Soudan, sir Lee Stack Pacha.

« De ce crime odieux, perpétré par des criminels que la nation réprouve unanimement, le Gouvernement égyptien ne

peut toutefois être considéré comme responsable en aucune façon. Ce crime a été commis, en effet, dans des circonstances telles qu'il n'aurait pu être ni prévu, ni empêché.

« D'autre part, le gouvernement ne peut admettre l'affirmation contenue dans la première note communiquée que ce crime soit le résultat naturel d'une campagne politique qui n'a pas été découragée par le gouvernement égyptien et qui a été fomentée par des organisations se trouvant en étroit contact avec lui, car ce gouvernement a toujours invoqué et prêché l'emploi de moyens légaux et pacifiques dans la revendication des droits du pays et n'a jamais eu aucun contact d'une nature quelconque avec des organisations préconisant l'usage de la violence.

« La seule responsabilité que le gouvernement reconnaît et revendique est celle de poursuivre les coupables. Des mesures rapides et efficaces ont déjà été prises à cet effet, et le résultat favorable qu'elles ont déjà obtenu nous donne la pleine confiance que les criminels n'échapperont pas à leur juste châtimement.

« Cependant, en vue de démontrer le regret profond que ce crime a suscité dans le pays et de donner satisfaction au gouvernement de Sa Majesté britannique, j'ai l'honneur de déclarer à Votre Excellence que le Gouvernement égyptien accepte de présenter ses excuses.

« Il accepte également de pourvoir au paiement d'une somme de 500.000 livres sterling. Il déclare en même temps qu'il est déjà résolu à empêcher par toutes les voies légales dont il peut disposer les manifestations populaires qui seraient contraires à l'ordre public et de recourir au Parlement, si nécessaire, pour obtenir de plus amples pouvoirs.

« En ce qui concerne la demande visée au paragraphe 5 de la première note et développée dans la seconde note, j'ai l'honneur de faire observer à Votre Excellence que le nouvel arrangement proposé pour l'armée égyptienne du Soudan constitue non seulement une modification du *statu quo* que le gouvernement anglais avait déclaré vouloir maintenir, mais est en conflit absolu avec la disposition de l'article 46 de la Constitution égyptienne, qui dispose que le Roi est le com-

mandant suprême de l'armée, et qu'il nomme et licencie les officiers.

« Quant à la demande contenue au paragraphe 6, je dois faire observer à Votre Excellence que la question de modifier d'ores et déjà la limite fixée pour la superficie à irriguer dans la Gézira est pour le moins prématurée et doit, d'après les déclarations répétées du gouvernement de Sa Majesté britannique, être résolue d'un commun accord en tenant compte des intérêts vitaux de l'agriculture égyptienne.

« Enfin, en ce qui concerne la demande contenue au paragraphe 7, j'ai l'honneur de faire observer à Votre Excellence que la situation des fonctionnaires étrangers en Egypte se trouve actuellement réglée par les lois et accords diplomatiques qui ne sauraient être modifiés sans l'intervention du Parlement. En tous cas, la note du Gouvernement Britannique n'indique nullement quelles sont les modifications à introduire au régime actuel, de sorte que nous nous trouvons dans l'impossibilité de répondre sur ce point.

« Quant à la protection des intérêts étrangers en général, le Gouvernement égyptien a toujours adopté la politique la plus libérale qui pouvait être compatible avec le respect du principe de l'indépendance et aucune observation n'a d'ailleurs été faite à cet égard par les puissances étrangères.

« J'ai pleine confiance que le Gouvernement de Sa Majesté Britannique trouvera la présente réponse pleinement satisfaisante. Elle est en tous cas, inspirée par le très sincère désir de maintenir et d'assurer avec ledit gouvernement les meilleurs rapports qui soient conciliables avec les droits de l'Egypte. Je saisis l'occasion pour renouveler à Votre Excellence l'assurance de ma haute considération.

Le Président du Conseil des Ministres
ZAGHLOUL

Ainsi le Gouvernement britannique n'avait pas manqué de retenir de ce triste événement tout ce qui devait servir à sa politique vis-à-vis de l'Egypte: il s'agissait d'un assassinat survenu dans des conditions particulières et qui ne pourraient en rien mettre en cause la bonne volonté des dirigeants de la

politique égyptienne, les sanctions imposées par l'Angleterre étaient humiliantes, sans utilité. Elles étaient pour le Soudan sans relation directe avec l'attentat :

Présentation d'excuses ;

Punition rigoureuse des coupables ;

Suppression de toute manifestation politique ;

Païement d'une amende de 500.000 L. ;

Protection des étrangers ;

Retrait des officiers et soldats égyptiens du territoire soudanais dans les 24 heures ;

Culture illimitée du coton au Soudan dans la région de Gezireh.

En ce qui concernait les deux premières sanctions point n'était besoin au Gouvernement britannique de les imposer, le Gouvernement égyptien connaissait suffisamment les usages diplomatiques pour qu'on eut besoin de les lui rappeler.

Un simple particulier le comprendrait.

La suppression de toute manifestation politique que le Gouvernement égyptien aurait d'ailleurs décidé de lui-même s'il l'avait jugé bon, était le signe d'une ingérence dans l'exercice de la souveraineté dans l'administration du pays. Voilà le mauvais prétexte d'intervention. En quoi l'acte accompli par des nationalistes égyptiens exaspérés de la politique de l'Angleterre pouvait-il être de nature à interdire aux ressortissants d'un peuple l'expression publique de la liberté de pensée ; où est la promesse solennelle de novembre 1918 de la même Grande-Bretagne adressée à tous les peuples qui étaient sous le joug de la Turquie :

Le paiement d'une indemnité d'un demi million de livres ne se justifiait pas davantage.

Quelles que soient les qualités exceptionnelles du Gouverneur, comment pouvait-on les évaluer à cette somme ? Nous étions alors en présence d'une véritable amende vis-à-vis des populations de l'Égypte où le crime avait été perpétré.

Enfin la dernière mesure concernait la protection des étrangers et nous ne comprenons pas davantage.

Les raisons pour lesquelles l'Angleterre revenait à cette question n'avaient pas été agitées auparavant en dépit de quel-

ques attentats surveués depuis la fin de la guerre mondiale. (Monsieur Jacques Bardaux écrit dans le « *Temps* » du 4 janvier 1919 : ces attentats auraient été au nombre de 46) c'est dire si l'Angleterre aurait eue depuis longtemps l'occasion de protester.

Par conséquent le Gouvernement égyptien donnait immédiatement satisfaction au gouvernement anglais en ce qui concerne cinq conditions sur 7 : les deux autres conditions concernant le Soudan et nous y reviendrons dans la partie de notre exposé concernant ce pays.

Malgré toutes ces concessions l'Angleterre usa immédiatement de représailles et annonça qu'elle allait occuper les douanes d'Alexandrie.

Le Cabinet démissionna et fut remplacé par un Cabinet Ziwar Pacha qui accepta finalement toutes les conditions. Le Parlement alors saisit l'opinion publique par une adresse à la S. D. N. que nous verrons plus loin, lors de la question posée au sujet du conflit entre les deux pays sur le Soudan et le recours devant cette même S. D. N.

La lutte était trop inégale, il y avait déjà eu trop de sang versé. La sagesse du Gouvernement égyptien a fait à l'époque l'admiration de tous : elle a permis tout au moins que rien d'irréparable ne vienne empêcher à jamais des tentatives de rapprochement.

Il n'en est pas moins vrai que l'Egypte dut de nouveau subir une situation en contradiction flagrante avec le principe d'indépendance et par conséquent de souveraineté nationale.

Nous verrons notamment pour le Soudan que l'Angleterre entendait faire ce que bon lui semblait en ce qui concerne cette colonie qui aurait dû régulièrement vivre sous le principe du Condominium qui dérivait d'une obligation contractuelle, régime qui ne pouvait pas être modifié par une déclaration unilatérale.

Et l'Angleterre continue encore en ce moment à considérer le Soudan comme sa terre à elle passant entre des conventions avec les autres puissances dont les colonies forment frontière avec lui. Citons le traité signé il y a quelques semaines entre le Gouvernement de Londres et le Gouvernement de Rome

pour clore les controverses nées de l'incertitude des frontières méridionales de la Cyrénaïque et du Soudan égyptien, difficultés qui tenait de l'avance au delà de l'Oasis d'El Aonennat des troupes italiennes vers les déserts soudanais à l'intersection du 22° parallèle et du 25° méridien qui avait provoqué l'envoi à El Aonennat d'une mission militaire britannique. L'Angleterre vient de rééditer le coup de Fachoda, elle ne s'est même pas soucié des droits de l'Égypte.

Il fallait donc attendre que les événements devinssent plus favorables et les mois et les mois s'écoulèrent sans qu'aucun changement notable se produisit dans les rapports respectifs des parties en cause.

Il a fallu attendre 1927 et les négociations anglo-égyptiennes entreprises par Sir Austen Chamberlain et Sarait Pacha : une nouvelle ère d'espoir allait naître.

CHAPITRE IV

La question des trois points réservés de 1927 à 1932

En effet, Sa Majesté le Roi Fouad était allé passer en Angleterre une vingtaine de jours (4-26 juillet) et naturellement Saroit Pacha accompagnait son souverain.

Il ressort du rapport très étudié établi dans l'Exposé Liminaire de S. E. Abdel Khalek Saroit Pacha que la première impression fut excellente. L'entrevue des souverains avait dégagé une atmosphère de sympathie et Sir Austen Chamberlain avait dès ses premières paroles exprimé son ardent désir de trouver un arrangement nouveau. La situation de l'Egypte était toujours demeurée assez délicate et les incidents se multipliaient au point que peu avant ce voyage en Angleterre des cuirassés britanniques avaient dû croiser sur les côtes égyptiennes vers Alexandrie (juin 1927).

Saroit Pacha ne tarda pas à expliquer quel était le but de sa mission.

Il avait en effet l'expérience des événements de 1924 : son interlocuteur qui, lui aussi, avait une carrière d'homme d'Etat assez longue ne manquait pas de remarquer combien le problème se présentait hérissé d'obstacles.

Tous deux étaient d'accord pour constater qu'il régnait une atmosphère de « méfiance » du côté du Gouvernement Britannique, ce qui ne manquait pas d'amener des incidents fort regrettables.

Afin d'éviter que les négociations ne risquent de se terminer sous une impression publique défavorable qui aurait compliqué la situation, il fut entendu que la démarche du ministre égyptien n'aurait aucun caractère officiel, qu'il s'agirait simplement de conversations au cours desquelles les parties en cause se mettraient petit à petit d'accord ; après la mise au point

définitive de tous ces arrangements on pourrait alors aborder les négociations publiques qui ne seraient en somme que la ratification officielle de tout ce qui avait été entendu par ces deux hommes d'Etat ; de cette façon on négociait les susceptibilités de chacun en cas d'échec des pourparlers.

Cette question de forme était réservée.

Ce grand point acquis, la question qui vint tout de suite à l'esprit du Ministre anglais était de demander au Ministre égyptien de lui soumettre un texte sur lequel on eut pu discuter. Saroit Pacha répliqua que le Ministère des Affaires Etrangères Britanniques était mieux outillé pour effectuer ce travail.

Mais Sir Austen Chamberlain insistait et Saroit Pacha promit alors de remettre un projet de traité d'alliance : l'expression de traité indiquait déjà que les deux pays se trouvaient sur le plan d'égalité politique.

Art. 1. — « Est établie une alliance entre les deux pays consacrant à jamais leur amitié, leur cordiale entente et leur bonnes relations ».

L'art. 2 insistait sur ce caractère de cordiale entente en précisant l'aide qu'apporterait l'Angleterre à l'Egypte, si celle-ci était l'objet d'une agression ; l'Egypte devrait par contre confier l'entraînement de son armée aux instructeurs anglais.

L'art. 3 touchait à ce point auquel le peuple égyptien est très sensible :

La Grande-Bretagne prend l'engagement d'employer toute son influence auprès des puissances capitulaires en Egypte pour obtenir la substitution au régime capitulaire existant actuellement en Egypte d'un régime plus conforme à l'esprit du temps et à l'état actuel de l'Egypte.

Aussitôt après, le projet comprenait les modalités de l'application de ce principe.

En vue de la reconnaissance à l'Egypte du droit de légiférer à l'encontre des étrangers, le Gouvernement égyptien reconnaît à la Grande-Bretagne le droit d'intervenir par l'intermédiaire de son représentant en Egypte, pour empêcher l'exercice de toute loi égyptienne dont l'application aux étrangers est aujourd'hui conditionnée au consentement des puissances

capitulaires, et la Grande-Bretagne s'engage, de son côté à n'exercer ce droit que dans les cas où la loi ferait inéquitablement une différence de traitement au détriment des étrangers en matière fiscale, ou si la loi est incompatible avec les principes de législation communs aux puissances capitulaires.

Des arrangements spéciaux interviendront pour les changements à introduire dans l'organisation judiciaire actuelle pour la suppression des tribunaux consulaires et l'attribution de la plénitude de juridiction aux Tribunaux égyptiens pour le jugement des sujets de puissances capitulaires.

Et l'article 9 complétait ces dispositions.

En vue de l'organisation judiciaire future, le Gouvernement égyptien nommera également au Ministère de la Justice, d'accord avec le Gouvernement de Sa Majesté Britannique, un fonctionnaire qui sera mis au courant de toutes les affaires touchant à l'Administration de la Justice en ce qui concerne les étrangers, et qui sera à la disposition du Gouvernement égyptien pour toutes autres matières sur lesquelles il désirerait le consulter.

L'article 4 prévoyait l'admission de l'Égypte à la S. D. N. ce qui impliquait la reconnaissance officielle et définitive de l'Indépendance de l'Égypte comme Etat souverain.

L'article 5 était la contrepartie de l'article 2 concernant les conflits armés.

Au cas où la Grande-Bretagne se trouverait engagée dans une guerre, alors même que cette guerre n'affecterait en aucune façon les droits ou les intérêts de l'Égypte, le Gouvernement égyptien accepte de fournir à la Grande-Bretagne toute assistance en son pouvoir dans les limites de son territoire, y compris l'usage de ses ports, aérodromes et tous moyens de communication.

L'art. 7 complète l'œuvre de bonne entente et mutuelle confiance et évitait la naissance de tous incidents diplomatiques de nature à nuire à cette cordialité.

Art. 7. — L'Égypte s'engage à ne pas adopter dans les pays étrangers une attitude incompatible avec l'Alliance ou pouvant créer des difficultés à la Grande-Bretagne ; à ne pas s'opposer dans les pays étrangers à la politique suivie par la Grande-

Bretagne et à ne conclure avec une puissance étrangère aucun accord qui soit préjudiciable aux intérêts britanniques.

On pouvait espérer que l'Angleterre serait satisfaite de cette grande concession qui pouvait entraver la liberté d'action de l'Égypte dans le plan international.

L'art. 6 surtout contenait la solution d'une des grandes questions soulevées des trois points réservés : la présence des troupes anglaises sur le territoire égyptien.

Il prévoyait, chose capitale, le départ définitif du corps d'occupation dans un temps qui resterait à délimiter, mais le principe était posé.

Pour faciliter et assurer à la Grande-Bretagne la protection des voies de communication de l'Empire, le Gouvernement égyptien autorise le Gouvernement de sa Majesté Britannique à maintenir sur le territoire égyptien une force militaire. La présence de cette force n'aura aucun caractère d'occupation et ne pourra, en aucune façon, porter atteinte aux droits de souveraineté de l'Égypte.

Cette force militaire après un délai de.... ans, à partir de l'entrée en vigueur de ce traité, sera cantonnée à.....

L'art. 10 donnait satisfaction à l'amour propre de l'Égypte.

Du chef des relations spéciales créées entre la Grande-Bretagne et l'Égypte par l'Alliance, le représentant de la Grande-Bretagne aura le titre d'Ambassadeur ; il sera accrédité dans les formes ordinaires des représentants diplomatiques et il lui sera donné la préséance sur tous les autres représentants.

Les autres articles visaient la question du Soudan que nous étudierons d'autre part.

L'Angleterre répondit par un contre projet présenté par S. E. Austen Chamberlain qui fut remis à S. E. Abdel Khaled Saroit Pacha avant le départ de ce dernier pour Rome. Ce contre projet tient essentiellement à marquer le point en ce qui concerne l'Indépendance politique de l'Égypte : il y a le souci de prendre position vis-à-vis des Égyptiens de proclamer que jamais l'Angleterre n'a songé à troubler l'ordre intérieur en Égypte. Lisons le prologue :

« soucieux de consolider l'amitié et de maintenir et perpé-

tuer les relations de bonne entente entre les deux pays respectifs,

« et considérant que pour assurer ce résultat il y a lieu de préciser les relations entre les deux pays en résolvant et définissant les questions encore pendantes qui ont fait l'objet des réserves que le gouvernement de Sa Majesté Britannique a cru devoir faire lors de la Déclaration du 28 février 1922,

« soucieux d'éliminer la possibilité de toute ingérence dans l'administration intérieure de l'Egypte qui serait incompatible avec le Régime Constitutionnel en vigueur,

« et considérant que le meilleur moyen d'obtenir ces résultats serait la conclusion d'un traité d'amitié et d'alliance, qui dans l'intérêt commun des Hautes Parties Contractantes facilitera une coopération efficace dans leur tâche commune d'assurer la défense et l'indépendance de l'Egypte, et le maintien de relations amicales entre les Hautes Parties Contractantes et les autres États étrangers.

« les Hautes Parties Contractantes ont résolu de conclure un traité à ces fins, et ont désigné pour leurs plénipotentiaires savoir :

.

lesquels, après avoir échangé leurs pouvoirs reconnus en bonne et due forme, ont convenu les dispositions suivantes : »

L'Angleterre reprend les articles un à un :

Le premier ne subit aucun changement ;

Le deuxième article présentait différemment la question du conflit armé concernant le territoire égyptien, mais reprenait la question sous un autre jour.

Art. 2. — Toute question de politique étrangère ayant un intérêt commun pour les deux pays fera l'objet d'une consultation complète et franche entre les Hautes Parties Contractantes. Notamment s'il survenait des circonstances menaçant de porter atteinte aux bonnes relations entre Sa Majesté le roi d'Egypte et une tierce puissance quelconque, Sa Majesté se mettra immédiatement en consultation avec Sa Majesté Britannique afin de s'entendre sur les moyens amicaux les mieux calculés à résoudre la difficulté.

L'art. 3 par contre ne modifiait rien à la proposition égyptienne.

L'art. 4 reprenait l'idée d'alliance de l'Égypte à l'Angleterre en cas de conflit armé.

Mais l'article 5 abordait le problème des forces armées britanniques en Égypte.

Art. 5. — En vue de faciliter la coopération entre les forces armées des Hautes Parties Contractantes et de faciliter et d'assurer à Sa Majesté Britannique la protection des voies de communication de l'Empire Britannique, Sa Majesté le Roi d'Égypte autorise Sa Majesté Britannique à maintenir sur le territoire égyptien les forces armées que le Gouvernement de Sa Majesté Britannique jugera nécessaire pour ces fins, et lui accordera en tout temps les facilités nécessaires au maintien et à l'entraînement des dites forces. La présence de ces forces n'aura aucun caractère d'occupation et ne portera en aucune façon atteinte aux droits de souveraineté de l'Égypte.

À l'expiration d'un délai de dix ans, à dater de la mise en vigueur du présent traité, les Hautes Parties Contractantes prendront de nouveau en considération la question des localités dans lesquelles seront cantonnées les dites forces, à la lumière de l'expérience qu'elles auront acquise en ce qui concerne l'application des dispositions militaires existantes à cette époque.

L'art. 6, par contre, se rapprochait du projet égyptien en ce concernait l'entraînement de l'armée égyptienne.

Art. 6. — En vue d'assurer une coopération efficace entre les deux armées, en conformité avec les dispositions des articles 3 à 5, l'enseignement et l'entraînement de l'armée égyptienne seront effectués suivant les méthodes de l'armée britannique, au cas où le Gouvernement égyptien estimerait nécessaire d'avoir recours aux services d'officiers ou d'instructeurs étrangers, il les choisirait parmi les sujets britanniques.

La question du régime capitulaire se trouvait posée dans l'art. 8 et en faveur de l'Égypte.

Mais l'art. 8 sur la protection des étrangers était évidemment un danger pour la souveraineté égyptienne.

Art. 8 — En vue des obligations acceptées par Sa Majesté

Britannique dans le présent traité en ce qui concerne la défense de l'Égypte contre l'agression, et des responsabilités spéciales incombant à Sa Majesté Britannique à l'égard des intérêts étrangers en Égypte, le Gouvernement égyptien s'engage à fournir à Sa Majesté Britannique, en tout temps, les moyens de s'assurer que la vie et la propriété des étrangers jouissent d'une protection adéquate en Égypte. Le Gouvernement égyptien maintiendra dans l'administration du pays un élément étranger qui suffira à assurer une telle protection.

L'art. 9 sur l'admission à la S. D. N. reproduisait le texte du projet égyptien.

L'art. 12 lui donnait satisfaction en ce qui concerne l'Ambassade d'Angleterre, mais les articles 10 et 11 étaient loin de donner entière satisfaction à l'Égypte.

Art. 10. — Sa Majesté le Roi d'Égypte s'engage à ne pas adopter dans les pays étrangers une attitude incompatible avec l'Alliance ou pouvant créer des difficultés à Sa Majesté Britannique, à ne pas s'opposer dans les pays étrangers à la politique suivie par la Grande-Bretagne et à ne conclure avec une puissance étrangère aucun accord qui soit préjudiciable aux intérêts britanniques.

Art. 11. — Dans la mesure où il sera nécessaire d'employer des fonctionnaires étrangers dans l'administration, le Gouvernement égyptien aura recours aux bons offices du Gouvernement de Sa Majesté Britannique, afin de pourvoir à ses besoins, et le Gouvernement de Sa Majesté Britannique de son côté, s'engage à lui accorder l'assistance nécessaire. Toute nomination d'un fonctionnaire étranger, qui ne possède pas la nationalité britannique, à un poste de directeur ou à tout autre grade supérieur fera l'objet d'un accord préalable entre le Gouvernement égyptien et le Gouvernement de Sa Majesté Britannique.

Il en est ainsi dans le 2^e alinéa de l'article 12.

2^e alinéa. — La position et les fonctions actuelles du Conseiller Judiciaire et du Conseiller Financier seront maintenues. Leur nomination s'effectuera, comme dans le passé, d'accord avec le Gouvernement de Sa Majesté Britannique.

Ils seront à la disposition du Gouvernement égyptien pour toutes questions sur lesquelles il désirerait les consulter.

L'article 13 était réservé à la question du Soudan.

La fin du contre projet faisait allusion à l'affiliation éventuelle à la S. D. N.

Art. 14. — Aucune disposition du présent traité ne portera atteinte, de quelque façon que ce soit aux droits et obligations qui résultent ou qui pourront résulter pour l'une ou l'autre des Hautes Parties Contractantes du Pacte de la Société des Nations.

Art. 15. — Des dispositions détaillées pour la mise en vigueur de certaines stipulations du présent traité font l'objet de l'Annexe du présent traité, qui aura la même validité et la même durée que le traité lui-même.

Art. 16. — Les Hautes Parties Contractantes, quoique convaincues que, par les précisions ci-dessus exposées sur la nature des relations entre les deux pays, aucun malentendu n'est à prévoir entre eux, conviennent toutefois, dans le souci de maintenir leurs bonnes relations, que tout désaccord au sujet de l'application ou l'interprétation d'une de ces dispositions qui ne pourra être résolue à la suite de négociations directes, sera réglé selon les dispositions du Pacte de la Société des Nations.

Et les annexes précisaient certains points de détails qui accentuaient davantage l'interprétation donnée par la Grande Bretagne en ce qui concernait les trois points réservés :

1. — Pendant la période mentionnée au dernier alinéa de l'article 5 du traité, les effectifs de l'armée égyptienne en temps de paix ne devront pas dépasser le chiffre de 12.250 hommes. Pour assurer la liaison entre les forces armées britanniques et égyptiennes et pour coordonner leur entraînement, les dispositions prévues dans les notes échangées entre le représentant de sa Majesté Britannique et le Président du Conseil des Ministres en date du 29 mai et du 3, du 13 et du 14 juillet 1927 respectivement, seront maintenues en vigueur pendant cette période.

2. — Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique mettra à la disposition du Gouvernement égyptien des instructeurs

et des techniciens militaires ainsi que des facilités d'entraînement militaire selon des accords à intervenir de temps en temps entre les deux Gouvernements. Le Gouvernement égyptien ne fera pas entraîner son personnel dans un pays étranger, à l'exception de la Grande-Bretagne.

3. — Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique fournira au Gouvernement égyptien au prix coûtant, les armements, les munitions et les approvisionnements requis qui ne sont pas fabriqués en Egypte, et le Gouvernement égyptien ne se les procurera d'aucune autre source.

4. — Les privilèges et immunités dont jouissent actuellement les forces britanniques en Egypte seront maintenus. Pendant la période mentionnée dans le dernier alinéa de l'article 5 du traité, le Gouvernement égyptien continuera de mettre gratuitement à la disposition des dites forces les terrains et bâtiments qu'elles occupent actuellement.

5. — Le Gouvernement égyptien interdira aux aéronefs le survol d'une bande de territoire large de 20 kilomètres de chaque côté du Canal de Suez. Toutefois, cette interdiction ne frappera pas les forces mentionnées à l'article 5 du Traité ni les services déjà établis en vertu d'accords existants.

6. — Le Département Européen du Ministère de l'Intérieur sera maintenu et le Gouvernement égyptien s'engage à ne pas modifier, sans accord préalable avec le Gouvernement de Sa Majesté Britannique, le nombre ou les attributions des fonctionnaires britanniques actuellement au service du dit département et de la police des villes du Caire, d'Alexandrie et de Port-Saïd.

Le ministre égyptien prévint son collègue britannique de son intention d'étudier à fond le document et de lui faire connaître son point de vue et lui demandait du temps pour l'examen.

Il voulut naturellement connaître l'avis de Zaghloul Pacha en lui soumettant les deux textes, mais le grand homme d'Etat mourut sur ces entrefaites.

Il revisa donc seul le memorandum en réponse et le remit à M. Sellen à l'Ambassade de Grande-Bretagne à Paris.

Il est intéressant de le connaître.

Le document est assez long : mais il est le résumé de la thèse que nous développons sur l'Indépendance.

Il commence par des considérations où l'on reprend la théorie égyptienne sur la souveraineté et l'indépendance politique, c'est la théorie exclusive du contrôle forcé avec lequel il n'y a pas de confiance ; la tutelle que l'Angleterre veut renforcer ne peut servir les intérêts de la Grande Bretagne.

« On dira peut-être que les intérêts britanniques exigent de procéder avec prudence et de commencer par des mesures de précaution qui iront en s'altérant jusqu'à ce qu'elles disparaissent, en laissant à leur place une confiance éprouvée. Je reconnais volontiers, dit Saroit Pacha, cette vérité, elle m'a même servi de guide dans l'élaboration du projet que j'ai eu l'honneur de présenter. Mais je soutiens respectueusement que le projet britannique, par son mécanisme de tutelle serrée et de contrôle de tous les instants, dépasse son but.

« Pour développer l'amitié et la rendre indéfectible par cela même qu'elle repose sur la pénétration réciproque des intérêts et qu'elle s'entoure de la confiance et de l'estime réciproque, on doit s'en tenir aux garanties nécessaires. Je m'en rends bien compte.

« L'ambition de l'Égypte aurait été cependant de convaincre la Grande Bretagne de son amitié et de faire prédominer la confiance dans les rapports entre les deux pays. Elle n'oublie pas pour cela de lui proposer toutes les garanties qui sont propres à conjurer tout danger et à prévenir même les simples difficultés. Mais elle tient à l'honneur de conserver sa liberté pour démontrer à la Grande-Bretagne que cette liberté se concilie parfaitement avec la protection des intérêts britanniques. Il ne peut en être autrement. Comment en effet, sans taxer l'Égypte de la pire des folies, supposer qu'après avoir obtenu une alliance qui tout en donnant satisfaction à ses aspirations légitimes, lui assure le concours du plus puissant allié dans la défense de son territoire, elle puisse donner à la Grande Bretagne un sujet d'inquiétude quelconque ? »

Mais le mémorandum serre de beaucoup plus près le texte

du contre projet : il reprend la phrase du préambule où le Gouvernement britannique affirme qu'il est soucieux d'éliminer la possibilité de toute ingérence dans l'administration.

« Ce paragraphe semble, tout d'abord, autoriser ou plutôt ne pas exclure la possibilité d'ingérence dans l'Administration intérieure de l'Égypte, puisqu'au mot « Administration » tout court, on a cru devoir substituer « Administration intérieure ». Il semble ensuite ne pas exclure l'ingérence dans l'administration même intérieure qui ne serait pas incompatible avec le Régime Constitutionnel en Égypte.

« Pour ce qui concerne le premier point, il n'est pas douteux que les engagements visés à l'article 7 de mon projet (10 du projet britannique) que prendrait l'Égypte ne suffisent amplement pour rassurer la Grande-Bretagne sur l'attitude de l'Égypte au point de vue de la politique extérieure. Aux yeux de l'Égypte l'ingérence de ce « considérant » laisse entrevoir véritablement une tutelle et je n'ai qu'à rappeler ce qui a été exposé plus haut.

« Quant au deuxième point, il y a lieu de faire remarquer que la Constitution égyptienne, eu égard aux conventions internationales qui entravent la souveraineté du pays, déclare dans son article 154, que ces dispositions ne peuvent avoir pour effet de porter atteinte aux obligations de l'Égypte envers les Etats étrangers. En supposant donc qu'une Convention soit conclue entre l'Égypte et la Grande-Bretagne sur la base du projet britannique, cette Convention qui serait, à proprement parler, une Convention internationale, limiterait elle-même la portée de la Constitution égyptienne. D'où il résulte que la formule « ingérence dans l'Administration intérieure » qui ne serait pas incompatible avec le Régime Constitutionnel en Égypte, ne comporterait aucune limitation à l'ingérence dans l'Administration intérieure, puisque la Constitution égyptienne ne détermine pas la portée de son domaine d'action par rapport aux Puissances étrangères. Tout autre est la signification de la formule que j'ai proposée et qui tend justement à limiter la portée de l'article 154. Cette formule exclut nettement les effets de la dite disposition, c'est-à-dire le pouvoir vague et général d'ingérence que ce paragraphe du projet

du Gouvernement Britannique semble vouloir lui réserver. Elle constitue donc une interprétation de l'article 154 dans ce sens que, dans les rapports entre l'Égypte et la Grande-Bretagne, il n'y a que des droits et obligations précis.

Le deuxième paragraphe du préambule n'était pas sans critique.

« Le Gouvernement britannique parle de faciliter une coopération efficace dans la tâche commune d'assurer la défense et l'indépendance de l'Égypte.

« Cette formule met sur un pied d'égalité absolue l'Égypte et la Grande-Bretagne pour ce qui est d'assurer la défense et l'indépendance de l'Égypte, et suppose acquis que cette tâche incombe déjà à la Grande-Bretagne. Il n'en serait pourtant ainsi que sous un régime de Protectorat. Entre deux pays également libres ce langage serait inadéquat. Si le fait d'assurer sa propre défense et indépendance est une tâche naturelle et principale pour l'Égypte, il ne le serait pour la Grande Bretagne qu'accidentellement et à titre d'alliée. Assurer la défense et l'indépendance de l'Égypte ne serait tâche commune aux deux Pays que par voie de conséquence de l'alliance et non d'une façon autonome et sans origine. On devrait donc faire ressortir cette différence de situation dans la rédaction de ce paragraphe, si on veut le maintenir.

« Or pourquoi l'expression, le maintien des relations amicales entre les Hautes Parties Contractantes et les autres Etats étrangers ?

« On ne s'explique pas à quel ordre d'idées se rattache ce membre de phrase. Si on veut dire que le meilleur moyen d'obtenir ces résultats serait la conclusion d'un traité d'alliance... et le maintien des relations amicales ce serait une affirmation platonique et ne saurait servir de considérant aux dispositions du traité. Ce serait une indication ou recommandation plutôt même qu'un considérant. Si, par contre, on veut dire que le traité d'alliance facilitera une coopération efficace... et le maintien des relations amicales, etc, on peut se demander quel rapport direct peut exister entre le traité d'alliance et le maintien des relations amicales. Assurément, une des conséquences du traité serait que la situation de l'Égypte

reposerait, au point de vue international, sur des assises plus solides et parlant, plus dignes de l'estime et de l'amitié des Etats étrangers. D'autre part, les intérêts britanniques étant sauvegardés par le Traité, les Etats étrangers seraient moins tentés de porter atteinte et plus disposés à les considérer avec respect et sympathie. Mais ce sont deux conséquences distinctes qui se rapportent à chacune des parties contractantes respectivement. A part cela, je ne vois pas en quoi le traité d'alliance serait le facteur de relations amicales entre l'Egypte et la Grande-Bretagne considérées comme une seule partie, et les Etats étrangers. Cette formule risquerait même d'être mal interprétée, elle serait considérée comme un vestige du Protectorat qui comporte justement, dans les rapports extérieurs, la fusion ou la disparition de l'Etat protégé dans l'Etat protecteur. Du reste, cet ordre d'idées n'a absolument rien à voir avec les dispositions du Traité, et pourrait, sans aucun inconvénient, être supprimé ».

Et le memorandum reprend alors les principaux articles sur lesquels les critiques peuvent être faites par le Gouvernement égyptien.

L'Article 2 du projet. — « Au fond, cette disposition fait double emploi avec l'article 10 qui reproduit l'article 7 de mon projet, car il a essentiellement pour objet d'assurer qu'en poursuivant sa politique étrangère, l'Egypte ne fasse pas tort aux intérêts britanniques, ce qui est également l'objet de l'article 10.

« Toutefois, les deux dispositions s'excluent. En effet, l'engagement prévu à l'article 10 suppose nécessairement un Etat libre de son action, dans ce sens qu'il n'est pas soumis à une consultation ou à un accord préalable avant d'entreprendre une action déterminée. La seule limite apportée à sa liberté est une limite de finalité ou de but et non une limite de procédure, et la sanction de toute violation de l'engagement serait la rupture de l'alliance. Par contre l'article 2 exclut toute liberté et constitue une véritable tutelle. C'est la situation d'un mineur qui doit, pour faire un acte régulier de disposition, se faire autoriser par son tuteur. Il est évident qu'on ne donnerait de recommandation qu'à celui qui doit se

conduire seul. On en est bien dispensé pour celui qu'on doit mener par la main.

« Sur cette question de tutelle qui caractérise le projet britannique, je me suis suffisamment étendu dans les considérations générales. Je n'aurai donc pas à réitérer ici les raisons pour lesquelles l'Égypte accepterait volontiers une règle de conduite, telle que celle prévue à l'article 10 et qui, tout en garantissant amplement les intérêts britanniques, répond à son véritable désir, mais ne consentirait pas à consacrer un régime de tutelle.

« On pourrait objecter à l'observation qui précède que l'article 2 ne s'applique que dans les questions étrangères ayant un intérêt commun pour les deux pays, que partant, il y a un domaine bien restreint, et qu'enfin la procédure qu'il établit serait justifiée par la communauté d'intérêts.

« Mais tout d'abord, quelles sont exactement ces questions ? Quel en est le critérium ? Qui est juge de cette notion d'intérêts communs ? Et où s'arrêtent-ils ? Se limitent-ils aux questions de défense du Pays ou s'étendent-ils jusqu'aux questions économiques, judiciaires et autres ?

« Il faut avouer que ces termes sont d'un vague accompli, et que la généralité risque de couvrir tous les terrains de la politique étrangère. Il en résulterait que non seulement cette forme d'activité de l'État serait paralysée, mais aussi bien d'autres activités de politique intérieure, pour autant que celles-ci dépendraient des questions de politique étrangère. Ces diverses activités seraient paralysées pour l'Égypte indépendante, puisqu'elles se trouveraient sous la dépendance et la tutelle de la Grande-Bretagne.

« On s'explique bien, lorsqu'il y a tension dans les relations entre l'Égypte et une Puissance étrangère et qu'il y a pour ainsi dire menace de guerre, que les deux alliés se consultent ou plutôt que l'Égypte consulte la Grande-Bretagne. Pareille consultation tient de l'alliance elle-même mais c'est un cas et non un exemple, ainsi qu'il est présenté dans cet article. Donc, pour qu'il y ait alliance et non Protectorat ou tutelle, l'article 2 devrait commencer par les mots « S'il survenait... ».

« Est-il besoin d'ajouter que deux alliés peuvent avoir sur

des questions isolées et contingentes des intérêts différents, que chacun poursuit indépendamment de l'autre sans manquer pour cela à l'esprit d'alliance ? Alliance ne signifie pas nécessairement conformité d'intérêts sur toutes les questions. L'essentiel est que chacun des alliés s'abstienne de tout acte qui mettrait en échec l'objet de l'alliance ».

L'article 4. — « Cet article diffère de l'article 5 de mon projet sur deux points. D'une part, il ajoute le cas où la Grande-Bretagne est menacée par une guerre, et, d'autre part, il parle de « toutes les facilités et toute l'assistance qui conviennent entre alliés dans une guerre dans laquelle tous les deux seraient engagés ».

« Si mes souvenirs sont exacts, l'idée que renferme l'article 5 de mon projet est due à une proposition faite par la Délégation égyptienne lors de ses négociations avec la commission Milner, à la fois pour marquer le caractère des réciprocités dans l'alliance « et écarter ainsi toute analogie avec le Protectorat qui donne, mais ne reçoit pas », et pour donner une preuve tangible de bonne foi et de bonne volonté. Toutefois, tenant compte de la situation mondiale de la Grande-Bretagne, de l'ampleur et de la multiplicité de ses préoccupations politiques et des conséquences pour l'Égypte, dans ces conditions, d'une réciprocité pure et simple, on a dû limiter l'assistance au territoire égyptien. Il est vrai qu'au lieu de définir l'assistance, on s'est contenté d'en donner des exemples, mais ces exemples constituaient en vérité, tout ce qu'on pouvait concevoir en fait d'assistance. La formule proposée par l'article 4 du projet (britannique) semble vouloir donner une précision de l'assistance qui est aussi une extension. Aussi avant d'entrer en discussion au sujet de cette question, il serait bon d'avoir une explication de ce que le Gouvernement britannique entend par le membre de phrase « qui conviennent entre alliés dans une guerre dans laquelle tous les deux seraient engagés ».

L'Article 5. — « Cette disposition assigne à la présence des forces britanniques en Égypte un but nouveau à savoir : la coopération entre les armées britanniques et égyptiennes. On serait tenté de croire que ce but se trouve pleinement réalisé

par les engagements de l'Égypte prévus à l'alinéa 2 de l'article 2, car la coopération exige un rapprochement ou parfois une identité de méthodes plutôt que la présence constante de troupes. En tout cas, si ce but devait être maintenu, les deux Gouvernements devraient s'associer dans la détermination des contingents britanniques nécessaires, ainsi que de leur lieu de cantonnement.

« Qu'entend-on par les facilités nécessaires au maintien et à l'entraînement des forces britanniques? Le paragraphe 4 de l'annexe semble donner l'explication de ces facilités. Il serait toutefois nécessaire de savoir si ces facilités pourraient comprendre autre chose.

« Le second alinéa rend l'issue de la question de cantonnement, même après dix ans de l'entrée en vigueur du traité, aléatoire et incertaine. C'est une simple promesse de prise en considération, et malgré que ce soit les deux parties qui prendraient la question en considération, il semble bien que la solution dépendrait particulièrement de la Grande-Bretagne surtout si, comme on peut l'induire dans cet alinéa, les forces britanniques auront pour mission d'assurer l'application des dispositions du traité, ce qui donnerait à leur présence un troisième but tout à fait imprévu et nouveau.

« Il n'est donc pas douteux, avec tant de buts assignés à la présence de forces britanniques et avec toute incertitude au sujet de leur lieu de cantonnement, qu'il ne s'agisse, nonobstant l'affirmation contraire du 1^{er} alinéa, d'une véritable occupation, et d'une atteinte, la plus grave qui puisse être, à la souveraineté du pays ».

L'Article 8. — « Cette disposition comporte deux motifs, à savoir la défense du pays contre l'agression et les responsabilités spéciales de la Grande-Bretagne à l'égard des intérêts étrangers et deux engagements pour l'Égypte, à savoir 1^o de fournir à la Grande-Bretagne les moyens de s'assurer que la vie et les biens des étrangers jouissent d'une protection adéquate; 2^o de maintenir dans l'administration égyptienne un élément étranger qui suffira à assurer une telle protection.

« Qu'il me soit permis de faire remarquer que pareils enga-

gements n'ont jamais été réclamés à l'Égypte dans les négociations antérieures. Quels sont d'ailleurs ces moyens ? Quel est le nombre de ces fonctionnaires étrangers et dans quel genre de fonctions ? Ce sont là des engagements si vagues et si absolus que leur acceptation équivaldrait purement et simplement à une mainmise totale sur l'Administration intérieure de l'Égypte.

« Et puis, quel rapport peut exister entre la défense du pays contre toute agression et les engagements en question ? Penserait-on par aventure, à un cas où un Etat étranger interviendrait militairement en Égypte pour la protection de la vie ou de la propriété de ses ressortissants ? Mais on sait parfaitement que dans le passé, et à l'exception de l'intervention britannique de 1882, il n'y a jamais eu d'intervention semblable. On dira, peut-être, que la présence des troupes britanniques l'a prévenue. Mais que dire de l'époque antérieure à l'occupation anglaise, cependant que les risques pour la vie et la propriété des étrangers étaient plus grands qu'ils ne le sont actuellement et la politique égyptienne moins consistante et avisée ! D'ailleurs les troupes britanniques ne seraient pas parties en vertu de traité d'alliance.

« Si, par impossible, la vie ou la propriété d'une catégorie d'étrangers (le cas d'un seul individu étant évidemment hors de question, parce qu'on ne voit nulle part une intervention provoquée par un cas isolé) se trouvait en danger, il y aurait nécessairement une action diplomatique qui précéderait l'action directe et c'est justement dans un cas pareil que peut se vérifier l'utilité d'une disposition telle que l'article 2 du projet, dans la forme que j'ai proposée.

« Pour ce qui concerne l'engagement de maintenir un élément étranger dans l'administration égyptienne, on semble perdre de vue que depuis la loi N° 28 de 1923, consacrée par une Convention entre l'Égypte et la Grande-Bretagne, l'Égypte est sans aucune obligation de maintenir un étranger dans son poste, moins encore de nommer un étranger dans un poste à créer à son intention. Si après avoir payé 6 à 7 millions de livres, à titre de compensation aux fonctionnaires étrangers, l'Égypte devait revenir au point de départ, nous aurions un

cercle vicieux bien typique et l'on ne douterait pas que l'Égypte piétinerait sur place.

« Cette question pèche, du reste, par la base. En effet, quelles sont exactement ces responsabilités de la Grande Bretagne à l'égard des intérêts étrangers, et comment les concilier, — dans la forme et avec les conséquences que leur donne le projet britannique, — avec la présence des représentants des Etats étrangers en Égypte, d'un côté, et avec un degré quelconque de l'indépendance déclarée, nous avons tout lieu de croire, avec la sincérité qui sied à la population britannique ? Quelle utilité trouvera l'Égypte à la définition des questions pendantes, si cette définition aboutit, sur toute la ligne, à un accroissement et à une précision de l'ingérence britannique dans les affaires d'Égypte ?

« Dans ces conditions il est permis de supposer que la Grande-Bretagne n'a pas voulu par ce texte lui donner une aussi grande portée, — une portée presque destructive, on peut le dire, de l'indépendance du pays, — et que ce but est de stipuler d'ores et déjà le maintien de certains rouages administratifs qui existent actuellement et qui, à ses yeux, constituent une garantie de sécurité pour la propriété et la vie des étrangers (Art. 4 de l'annexe du projet). Si telle est l'intention de la Grande-Bretagne, je me permets de faire observer que les institutions internationales qui ont été créées pour la protection des intérêts étrangers sont amplement suffisantes à cet effet. Il est certain qu'elles y ont suffi avant l'occupation. Pourquoi donc compliquer les rapports anglo-égyptiens plus qu'ils ne le sont, par cet élément absolument extrinsèque ? Lors de la révision du régime actuel des capitulations, la question du maintien ou de l'introduction des garanties nouvelles sera plus utilement discutée.

« Si, pourtant, la Grande-Bretagne estime nécessaire que, d'ores et déjà, les garanties demandées dans le paragraphe 4 de l'annexe, soient arrêtées par le traité d'aillance, une clause dans ce sens remplaçant l'article 6 actuel pourra être négociée entre les deux pays.

« Je me permets de faire observer, cependant, en ce qui concerne le Bureau Européen, que sa raison d'être était surtout

la recherche des auteurs des attentats politiques. Maintenant qu'ils ont été découverts, on ne saurait justifier le maintien de cette institution conjointement avec le Conseiller judiciaire et les fonctionnaires britanniques de la police des villes du Caire d'Alexandrie et de Port-Saïd. Ce sont des moyens alternatifs pour rassurer les étrangers (en admettant que l'indépendance du pays leur donne des sujets d'inquiétude) qu'il serait excessif de combiner. D'ailleurs, la pratique a démontré non seulement l'inutilité de ce Bureau, mais aussi que son existence a toujours été la cause de frictions avec le Service de la Police dans les villes sus indiquées, et spécialement dans la ville du Caire ».

L'article 11. — « Le motif de cette disposition est d'établir une garantie contre toute influence politique de la part d'un fonctionnaire non britannique. Je suis pleinement d'accord que ce but ne doit pas être perdu de vue dans l'intérêt de l'amitié et de l'alliance des deux Pays. Mais tout d'abord, pourquoi obliger le Gouvernement égyptien à avoir toujours recours au Gouvernement britannique et ne pas lui laisser la liberté du choix parmi les sujets britanniques ? Lorsque le Gouvernement égyptien nomme un fonctionnaire britannique dans un poste, il est évident que ce fonctionnaire ne représente aucun intérêt politique et que cette nomination ne saurait être un titre d'intervention de la Grande-Bretagne dans les affaires dont ce fonctionnaire serait chargé. Cette nomination serait exclusivement un acte d'administration intérieure que le Gouvernement égyptien accomplirait comme tous les autres actes de son ressort. Il est vrai que dans certains cas le Gouvernement égyptien a eu recours aux bons offices du Gouvernement britannique pour faciliter l'engagement de certains candidats, mais la plupart des nominations des dernières années ont été faites directement par les soins du Gouvernement égyptien. Toute entrave à la liberté du Gouvernement égyptien à ce sujet serait une limitation gratuite déjà reconnue et consacrée par l'usage. Une disposition spéciale à cet égard, même sous la forme que « le Gouvernement britannique s'engage, toutes les fois que le Gouvernement égyptien a recours à ses bons offices, de porter toute

assistance » serait superflu et prêterait à des soupçons inutiles, tant l'idée qu'elle exprime est naturelle et va de soi, non seulement entre deux alliés, mais entre deux pays quelconques.

« D'autre part, il y a lieu de remarquer que le choix d'un étranger non britannique peut être, pour certaines fonctions, quoique excessivement rares, plus indiqué. Dans ce cas, le Gouvernement égyptien doit avoir la liberté de faire son choix là où l'intérêt du service exige qu'il soit fait. Soumettre l'exercice de cette faculté à une consultation préalable avec le Gouvernement britannique constitue une restriction du droit de souveraineté incompatible avec l'indépendance du pays. Le texte proposé cherche, il est vrai, à atténuer la portée de cette brèche, par la fixation d'un critérium au-dessous duquel cette consultation ne serait pas exigée ».

« D'ailleurs, quel est ce critérium de « directeur et au dessus » ? ces termes sont plutôt des dénominations de cadre qui ne répondent pas au véritable contenu de la fonction. Il y a des directeurs, c'est-à-dire des fonctionnaires chargés de la direction d'un département gouvernemental qui n'ont pas la classe qu'on a convenu d'appeler classe de directeur, ou classe 1, comme il y a des fonctionnaires techniques dont l'emploi ne comporte aucun pouvoir de direction et qui sont pourtant rétribués sur une classe 1. En supposant que ce terme de directeur ait une signification précise, cette disposition ne générerait pas l'action du Gouvernement égyptien en cas de promotion à un poste de directeur d'un étranger qui se trouve déjà au service du Gouvernement. Dans quel intérêt la gênerait-on lorsque cet étranger viendrait du dehors ? A vrai dire, l'Égypte, amie de l'Angleterre, tournerait son regard avec plaisir vers son amie toutes les fois qu'elle aurait besoin d'une compétence étrangère et recruterait de préférence des candidats britanniques pour les emplois techniques lorsqu'ils possèdent les qualités voulues. Mais de là à subordonner l'action du Gouvernement égyptien à l'agrément du Gouvernement britannique lorsque le premier juge utile, dans l'intérêt du service, d'employer un candidat non britannique, il y a loin.

« C'est là la véritable idée à exprimer, si idée semblable doit être formellement exprimée dans le traité d'alliance ».

L'Article 12. — « Tout le projet de la commission Milner ainsi que celui de Lord Curzon ont eu soin de déterminer les attributions des deux conseillers judiciaires et financiers. Le projet actuel devait d'autant plus le faire, qu'il a pour principal objet de définir les points réservés dont le vague fait naître tant de difficultés.

« Lors, la position et les fonctions des deux conseillers sont loin d'être définies actuellement. Il va de soi que leurs positions et fonctions sous le régime de l'Occupation ou du Protectorat, ne peuvent subsister telles quelles après la déclaration de l'indépendance de l'Égypte. Resterait à savoir si, depuis cette indépendance, un document quelconque pouvant lier le Gouvernement égyptien est intervenu. Il n'y a rien que je sache, si ce n'est le paragraphe qui traite de leur situation, dans l'ultimatum de novembre 1924. Je ne pense pas cependant que le Gouvernement britannique entende faire persister des formules issues de l'état d'esprit qui a présidé à l'élaboration de ce document. Aussi estime-je que la formule que j'ai proposée dans les articles 8 et 9 de mon projet répond parfaitement à tout ce que la Grande-Bretagne peut désirer pour être assurée que l'ordre, tant en matière de justice qu'en matière de finances, règnera en Égypte. »

Les Annexes également étaient étudiées avec soin et le Ministre égyptien proteste contre une innovation concernant l'armée égyptienne.

On est tenté de croire plutôt que l'absence de toute limitation serait d'autant plus dans l'intérêt de la Grande-Bretagne, qu'à mesure que les effectifs de l'armée égyptienne augmenteront en nombre, les obligations de la Grande-Bretagne, comme alliée, de concourir à la défense de l'Égypte, seront allégées. Mais cela suppose le règne de la confiance entre les deux pays.

En tout cas, il est intéressant de noter que c'est la première fois qu'il est question de la limitation des effectifs de l'armée égyptienne. Les négociations antérieures n'en portent aucune trace. Y a-t-il donc des faits nouveaux qui pourraient la justifier ? Doit-on la mettre sur le compte d'une confiance qui va de plus en plus diminuant ? ce défaut de

confiance expliquera-t-il aussi que le règlement provisoire, pour trois ans peut-être, assuré par l'échange des notes auxquelles se réfère ce paragraphe à l'incident survenu récemment se trouve consacré et maintenu par le projet pour dix ans au moins ? Il aurait, cependant, paru naturel de réexaminer ce règlement à l'occasion du traité pour l'accorder avec la situation qui en résulterait.

Mais il pose également la question des relations commerciales de l'Angleterre par le Canal de Suez.

Le paragraphe 5. — « Je ne sais si pareille interdiction est nécessaire ou même utile. Une bande à côté de certaines parties du Canal de Suez peut être considérée comme zone militaire inaccessible à l'aviation, mais on ne saurait l'interdire dans toute la région du Canal sans nuire sérieusement à la liberté des communications entre l'Égypte et l'Asie. S'est-on avisé que cette interdiction frappe les aéronefs de l'Impérial Airways Cie, ainsi que tout aéronef égyptien ? »

L'Égypte enfin aurait le droit de s'approvisionner où elle voudrait.

Les deux Ministres ne tardèrent pas à aborder la discussion orale provenant de la remise du memorandum. Nous nous doutons des difficultés qui ne tardèrent pas à se manifester en dépit de toute la bonne volonté déployée par les deux hommes d'Etat ; les points délicats mis provisoirement de côté, S. E. Saroit Pacha porta ses efforts sur la question militaire et celle des Capitulations : sur la première question il obtient des concessions qui n'avaient jamais été obtenues ; on envisagea l'évacuation du contingent armé installé dans la zone du Canal, ce qu'on n'avait pas encore abordé. La question des Capitulations fut l'objet de deux notes importantes.

La première note était en date du 14 novembre 1927.

Il s'agit de l'article 7 du projet de traité ; cette note comprenait treize propositions sur l'esprit de la réforme, sur la transformation des tribunaux mixtes, sur le statut personnel, sur la compétence criminelle, sur la situation générale des étrangers et ce qu'on devait entendre par cette dénomination.

La 2^e note était également de la même date, et présentait la

solution de tous les problèmes posés par cette irritante question d'une toute autre façon que dans la 1^{re} note.

Les deux ministres se séparèrent avec l'espoir d'avoir abouti à un résultat tout au moins de principe, S. E. Saroit Pacha revint au Caire.

L'Angleterre devait faire parvenir à l'Égypte, (24 novembre 1927) la note en réponse au mémorandum, qui fut suivie d'un projet définitif de traité.

Nous ne reprendrons pas tout le texte de ce dernier projet pour ne pas allonger notre exposé ; disons simplement que dans une nouvelle note, en réponse, S. E. Saroit Pacha ripostait à S. E. Sir Austen Chamberlain, et reprenait tous les arguments déjà soutenus en critiquant le projet anglais du traité, notamment en ce qui concerne l'Armée et la Police, le projet de réforme capitulaire et du Soudan dont nous reparlerons, la question de l'aviation sur le canal et du statut des officiers britanniques dans les troupes égyptiennes.

Il ne fallut pas moins de 3 messages du Gouvernement britannique pour essayer de poser la solution de toutes ces difficultés, le dernier était daté du 24 février 1928.

Mais les parties par suite de la position prise par le Conseil des Ministres égyptiens ne purent accepter les contre propositions anglaises qui ne tenaient pas assez compte des revendications nationales. Ces efforts n'avaient pas été vains. C'est en ces termes que S. E. Saroit Pacha l'exprime dans la dernière note du 5 mars 1928.

« Certes, j'eusse souhaité avoir d'abord mis toutes les questions au point et liquidé celles de la Police, de l'Armée et de la distribution des Eaux du Nil. De cette manière, il n'eût été possible de leur présenter, non pas un projet laissant en suspens des problèmes auxquels le pays attache à juste titre une très grande importance, et contenant par conséquent les germes de futures frictions, mais un projet d'accord qui, tout en réservant le problème politique du Soudan, eût résolu toutes les questions pendantes et eût ainsi offert un ensemble d'avantages suffisamment concrets.

« Je ne saurais exprimer à Votre Excellence tout le regret que j'éprouve de n'avoir pas été en mesure de réaliser

ce souhait. Mes regrets, cependant, se trouvent atténués par la conviction que les efforts déployés de part et d'autre au cours de ces derniers mois ont, tout au moins contribué à rapprocher nos points de vue et, par conséquent à préparer la voie à la conclusion de cette entente qui a toujours été et qui demeure un vœu très cher aux deux pays ».

Et il concluait ainsi dans son Exposé Liminaire du 14 mars 1928 :

« Il me sera sans doute permis de conclure cet exposé par quelques mots d'appréciation sur le projet issu de mes conversations et de mes discussions avec S. E. le principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté Britannique pour les Affaires Etrangères. Or, si la réponse que j'attendais sur la question de la police eût été conforme à mes vues, et si le projet eût été accepté en principe par le Gouvernement et le Wafd, j'estime que, — indépendamment de l'espoir que le Gouvernement Britannique y consentit certaines améliorations à la suite de cette acceptation, — le projet eût été avantageux pour l'Egypte.

« Il lui eût assuré, en effet, le plein et libre exercice de sa souveraineté — soit dans ses affaires extérieures, pourvu seulement que leur direction demeurât conforme à l'esprit de l'alliance, soit dans ses affaires intérieures, sans autres engagements, à ce point de vue-ci que celui d'introduire dans l'armée égyptienne les méthodes d'entraînement, l'organisation et les armements de l'armée britannique, et celui de donner la préférence aux sujets britanniques, lorsqu'ils possèdent les qualifications voulues, pour les fonctions techniques que le Gouvernement Egyptien estimerait utile de confier à des spécialistes étrangers — deux engagements que l'on pourrait considérer aussi comme des corollaires de l'Alliance. Quant au problème du Soudan, il eût reçu une première et très importante solution qui eût préparé et facilité beaucoup celle de l'aspect politique de cette question. Enfin, bien loin de confirmer l'occupation, le traité eût donné à la présence des troupes britanniques en territoire égyptien une solution qui n'avait pu être envisagée avec des chances quelconques de succès au cours des précédentes négociations officieuses ou

officielles. L'intervention de la Société des Nations dans toutes les affaires, et spécialement dans celles de l'armée, que la Grande-Bretagne — ai-je besoin de le rappeler? avait toujours déclinée jusqu'à présent, mais qu'elle accepta dans le projet actuel, eût constitué, au point de vue de nos futures relations avec la Grande-Bretagne, la plus encourageante des perspectives pour l'Égypte. »

Nous comprenons pourquoi Saroit Pacha invoque la S. D. N.

En effet la question s'est posée de savoir si le conflit anglo-égyptien aurait pu avoir sa solution à la S. D. N.

En fait d'ailleurs les protestations parlementaires venant d'Égypte ne pouvaient au point de vue de la procédure régulière devant la S. D. N. aboutir à aucune solution positive.

L'appel de 1924 était adressé à l'opinion publique en général, mais la S. D. N. n'a pas été saisie de l'incident par le Gouvernement égyptien ; l'aurait-il été, quelle réponse aurait faite la S. D. N. ?

A certains points de vue aurait-on pu citer le précédent des difficultés survenues entre l'Italie et la Grèce : certains détails apparaissaient les mêmes.

Crime politique perpétré par des exaltés, mise en cause des autorités locales, recours à des mesures de coercitions.

Mais ce n'était pas cependant le même cas. Le Gouvernement de Zaghloul Pacha avait en principe reconnu ses torts en payant l'indemnité, en présentant ses excuses, en un mot en s'inclinant devant l'ultimatum anglais, sauf sur deux points particuliers ; le différend ne restait pas entier, il ne pouvait être déféré à la S. D. N.

Aussi le Gouvernement anglais avait-il un point d'appui solide en invoquant cette attitude. D'autre part, il entendait considérer les incidents en question comme faisant partie de sa politique personnelle intérieure, pour ainsi dire :

Mais tout pouvait rouler sur l'interprétation de la S. D. N. sur la Déclaration à l'Égypte de 1922.

Et cette déclaration représentait à n'en pas douter le statut international de l'Égypte aux yeux de toutes les Puissances qui d'ailleurs l'avaient accepté.

Les quatre points réservés étaient les seules questions où l'indépendance de l'Égypte n'était pas absolue : par conséquent, l'Angleterre vis-à-vis des autres peuples en maintenait les règles à sa guise jusqu'à ce que les solutions trouvées fussent proclamées *urbi et orbi* pour la Déclaration elle-même.

Et ce n'est pas parce que l'Égypte, comme on l'a prétendu, ne faisant pas partie de la S. D. N. que cette dernière n'était pas compétente pour trancher le différend. Un membre quelconque de la S. D. N. aurait pu le faire en s'appuyant sur l'article du pacte qui confère à tout membre le droit à titre amical d'appeler l'attention de la S. D. N.

Or l'Angleterre avait prévu le coup quand dans la déclaration elle parle « du geste inamical » d'une puissance quelconque.

L'Angleterre insistait à nouveau sur cette interprétation quand il s'est agi de la résolution votée le 2 octobre 1924 où l'on décidait d'ouvrir le Protocole en vue du règlement des différends internationaux à tous les autres Etats. Le Gouvernement britannique s'opposait à l'insertion de cette phrase (Communication de Sir Eric Drummond au nom de l'Angleterre le 3 décembre 1924).

L'opposition du Gouvernement britannique empêchait donc toute décision de la S. D. N. ; la thèse qui l'emportait en sa faveur, c'est qu'un Etat dont la Souveraineté est limitée par l'effet de la persistance de relations spéciales qui l'unissent à l'Etat qui l'a émancipé, ne peut chercher à s'évader de ces relations en faisant appel aux dispositions du Pacte.

On invoquerait en vain la situation des Dominions dont l'Égypte ne fait d'ailleurs pas partie. Même sur ce terrain, la S. D. N. ne pourrait s'occuper à la demande d'un des Dominions des conflits concernant les relations réciproques des différents éléments qui constituent l'Empire Britannique. Même l'admission de l'Inde et de l'Irlande n'ont pu avoir pour conséquence de transporter dans le domaine international les difficultés afférentes aux relations constitutionnelles pouvant surgir au sein même de l'Empire.

Sir Eric Drummond le précisait le 6 décembre 1924.

« Aucune des Conventions conclues sous les auspices de

la Société des Nations ne sont destinées à régir les relations « *inter se* » des différentes parties du Commonwealth britannique ».

Et c'est pourquoi d'ailleurs se rendant compte de cette situation, le Président du Conseil Ziwar Pacha qui remplaça Zaghoul à la tête du Cabinet démissionnaire s'exprimait en ces termes dans son adresse à S. M. le Roi Fouad 1^{er}.

« L'édifice de notre indépendance ne peut être construit en un jour, mais seulement par des années d'efforts et sur le fondement de notre progrès civil » (Le « Temps » numéro du 27 décembre 1924).

La S. D. N. n'a donc pu intervenir à aucun moment depuis le début de ce conflit jusqu'à la démission de Saroit Pacha. Il en fut de même pour l'avenir.

Le départ de ce grand ministre laissait sans solution la question du règlement des trois points réservés, de même que la question du Soudan.

Le Ministère Nahas avait été un ministère de conciliation qui avait permis de trouver la formule qui avait empêché la rupture. Le Gouvernement égyptien obéissant à son ardent désir d'entente avait demandé au Sénat qui avait acquiescé de surseoir à l'examen du projet en question jusqu'à la prochaine session.

La situation politique intérieure pouvait donner lieu à de graves préoccupations : Nahas Pacha avait refusé de donner sa démission : le Roi l'avait révoqué et avait eu recours à Mahmoud Pacha qui s'était entouré de collaborateurs appartenant à plusieurs partis. C'était en apparence une trêve de discussions politiques qui pouvait faciliter la reprise des négociations avec l'Angleterre qui ne pouvait plus reprocher à l'Égypte de lui adresser comme mandataires des hommes dont les idées nationalistes pouvaient paraître trop tranchantes.

Sa Majesté le Roi Fouad d'ailleurs avait, le 19 juillet 1928, prononcé la dissolution du Parlement et remis à 3 ans la réunion du prochain Parlement. Le pouvoir exécutif avait donc les mains libres.

Il fallut cependant attendre l'année 1929 : le Labour Party

avait remporté une importante victoire en Angleterre, ce qui pouvait faciliter la reprise de relations pour la mise au point définitive de toutes les questions qui restaient en litige avec l'Égypte.

D'autre part le Roi Fouad 1^{er} faisait un voyage officiel à Londres.

C'est pourquoi le Président du Conseil des Ministres accompagna son souverain ; Mahmoud Pacha et M. Henderson, chef du Foreign Office entrèrent donc en contact : il en résulta un projet d'accord du 7 août 1929 ce projet prévoyait des propositions visant la conclusion d'une alliance, l'admission de l'assistance réciproque en cas de guerre, la sécurité des étrangers, l'instruction de l'armée égyptienne, la défense du Canal de Suez par les forces anglaises, l'admission de l'Égypte à la S. D. N., la fin de l'occupation militaire, la compétence donnée aux Tribunaux mixtes, pour ce qui touchait les juridictions consulaires, l'élévation au rang d'ambassadeur du représentant de la Grande-Bretagne ; nous verrons d'autre part ce qui concernait le Soudan tant pour un règlement intérieur de l'Administration que pour la désignation et les pouvoirs du Gouverneur Général : on y traitait de la question des dettes du Soudan, de la méthode à adopter pour les relations internationales, de la réadmission des troupes égyptiennes dans les forces soudanaises.

C'était un programme à l'étude et on se rendait compte que le Gouvernement britannique avait fait un très grand effort : l'énumération des différentes questions que nous venons de reprendre suffit à elle-même pour que nous puissions comprendre les espoirs qui pouvaient naître de telles suggestions dans le milieu égyptien.

Mahmoud Pacha devait saisir le Parlement de la ratification de ce projet, qui, adopté en Égypte, devait immédiatement être accepté par les Chambres anglaises.

Mais l'Égypte était secouée à de nombreuses manifestations et les nationalistes menaient une très vive agitation dans le pays en organisant des meetings de protestation contre le projet.

Mahmoud Pacha dut donner sa démission le 20 octobre

1929 et fut remplacé par Adly Pacha qui dut préparer les futures élections générales.

Le projet de traité ne put donc être soumis à la ratification du Parlement.

Il y eut cependant un projet particulièrement heureux en ce qui concerne les eaux nilotiques et la construction d'un barrage à Djebel-El-Aoulia à 50 kilomètres en amont de Khar-toum ; il en fut de même de la question du régime des eaux au Soudan ; cette convention réciproque doit se terminer en 1936.

Mais ce fut seulement sur cette question soudanaise que l'accord put être réalisé : toutes les autres questions restaient sans solution.

Les élections générales égyptiennes amenaient une grande majorité de Wafdistes au Parlement, Nahas Pacha, chef du Wafd prend le pouvoir et ne tarde pas à se rendre à Londres accompagné de trois ministres (mars 1930). Une entrevue eut lieu entre Monsieur Henderson et trois autres ministres anglais.

Laissant de côté la question du Soudan que nous reverrons, précisons simplement que les Anglais repoussèrent toutes les propositions faites. Nous verrons pour le Soudan comment le Parlement anglais accueillit les déclarations du Premier Ministre britannique et surtout de Monsieur Henderson.

Le Soudan, nous le verrons, fut vraiment la cause principale de la rupture.

Nahas Pacha dut regagner le Caire et donna sa démission ; il fut remplacé par Sedky Pacha (1).

(1) Il démissionna en septembre 1933 et sa place fut occupée par Abdel Fattah Yéhia Pacha qui donna sa démission le 7 novembre 1934 à cause de l'ingérence de l'Angleterre dans les affaires intérieures de l'Égypte. Nous apprenons que le ministère est constitué par le grand homme politique Tewfik Nessim Pacha.

CHAPITRE V

I. — La question du Soudan (de 1922 à 1927)

Avant d'aborder l'étude de la situation actuelle du Soudan, il est indispensable de savoir comment s'est présentée historiquement la question soudanaise.

Nous n'allons pas remonter très loin dans les siècles, car cette recherche n'aurait aucun intérêt dans l'étude politique actuelle ; nous prenons les événements où, le 26 janvier 1885 Khartoum était perdue pour l'Egypte en dépit de la magnifique organisation défensive conçue et réalisée par Gordon l'ancien Gouverneur de l'Equatoria qui devait y périr assassiné.

Les Mahdistes s'installèrent en maîtres dans le pays ; le Gouverneur égyptien, poussé par l'Angleterre, essaya onze ans plus tard de reconquérir le territoire.

Une armée comprenant des troupes anglaises et des troupes égyptiennes, sous la direction de Sir Herbert Kitchener, entreprit une série d'opérations qui se terminèrent par une victoire définitive (1).

Mais les Français avaient envoyé la mission Marchand dans la région de Fachoda, et grâce à une intervention diplomatique, les Anglais obtinrent le rappel immédiat de cette mission et eurent ainsi les mains libres.

L'Angleterre organisa le pays et Lord Cromer fut chargé de cette organisation ; il signa avec Boutros Pacha Ghali une convention le 19 janvier 1899 (2).

Ce traité était intitulé : « Système d'Administration et de Législation pour les puissances soudanaises » (Journal Officiel égyptien du 19 janvier 1899).

(1) Campagne de 1896 : prise de Dongola ; Campagne de 1897 : prise de Berber ; Campagne de 1898 : prise d'Omdurman,

(2) Elle devait être complétée et modifiée le 10 juillet de la même année à propos de la ville de Souakim (Mémorial diplomatique 1899, p. 53).

Douze articles importants déterminaient quel serait ce système. Nous devons noter une fois de plus qu'à cette époque l'Angleterre admettait donc que l'Égypte était un Etat souverain et indépendant en raison de la forme et du fond de ce traité. On y verra que les deux pays sont en somme mis sur pied d'égalité vis-à-vis de la population soudanaise.

Tout d'abord nous constatons l'union des deux drapeaux : les drapeaux anglais et égyptiens seront arborés dans toute l'étendue du Soudan (art. 2 de la Convention).

L'article 3 précise : le commandement suprême sera confié à un officier désigné sous le nom de Gouverneur Général. Il sera nommé par décret Khédival sur la proposition du Gouvernement britannique et ne pourra être relevé de ses fonctions que par un décret Khédival avec le consentement du Gouvernement britannique.

Le Gouverneur avait les pouvoirs les plus étendus et les plus importants d'après les articles 4 et 5, de la Convention ; aucune loi, aucun décret, aucun acte administratif quelconques ne pouvait être promulgué sans la proclamation du Gouverneur.

Une question plus délicate devait toucher toutes les puissances qui avaient admis le principe des tribunaux mixtes en Égypte : en effet, « la juridiction des tribunaux mixtes institués en Égypte ne sera étendue en aucun cas à aucune portion du Soudan ».

Les étrangers se trouvèrent donc soumis aux juridictions soudanaises. Cette situation extraordinaire se trouva modifiée par l'institution d'une « Judicial Commission » composée tout d'abord d'officiers anglais, puis de juges civils (1902).

La mesure était complétée indirectement par la suppression du régime des capitulations par suite de la situation des consuls étrangers : « Les consuls, vice-consuls et agents consulaires ne seront accrédités et ne pourront résider au Soudan que s'ils ont été préalablement reconnus par le Gouvernement britannique ».

Ce dernier portait encore un coup à l'influence étrangère sur le Soudan par des restrictions sérieuses apportées au commerce.

Aucun privilège spécial ne pourra être accordé aux sujets d'une puissance quelconque en ce qui concerne les conditions sous lesquelles les Européens pourront résider, faire le commerce ou acquérir des propriétés au Soudan : du fait les concessions commerciales obtenues par différentes puissances avec le Khédive Hilmi (1) devenaient lettre morte vis-à-vis du Soudan.

Par contre l'article 7 prévoyait, tant à l'importation qu'à l'exportation, des dispositions douanières qui favorisaient d'une façon exceptionnelle l'importation par le territoire égyptien.

La loi martiale était proclamée jusqu'à nouvel avis (art. 9 de la Convention), le trafic de l'esclavage était interdit (art. 11), le trafic des armes à feu et des alcools réglementé (art. 12).

Nous n'insistons pas sur la désignation et l'étendue des territoires qui furent tout d'abord divisés en 7 provinces ; en réalité les frontières étaient fort vagues et il était difficile d'établir une délimitation précise avec les pays voisins. Il y eut simplement des accords de principe (Afrique Equatoriale française : déclaration franco-anglaise de septembre 1919 — Congo-Belge : Convention anglo-congolaise du 9 mai 1906 — Ethiopie ; traité Anglo-Ethiopien du 15 mai 1902, Erythrée ; accord Italo-Egyptien du 1^{er} juin 1899, accord Italo-Anglais du 14 avril 1901, déclaration Italo-Anglaise du 22 novembre 1901, accord Anglo-Italo-Ethiopien du 15 mai 1902).

Des protestations s'élevèrent partout notamment en France (2). On contesta même la valeur juridique de cette convention du 19 janvier 1899, parce que l'Egypte aurait méconnu la souveraineté de la Turquie (3) du fait que l'intégrité de l'Empire Ottoman se trouvait attaquée contrairement aux droits des puissances signataires du traité de Paris

(1) Allemagne : 19 juillet 1902, art. 22 ; France : 26 novembre 1902, art. 24 ; Italie : 19 juillet 1906, art. 22 ; Autriche : 1906, art. 13.

(2) Despagnet : *Revue Générale de Droit International Public* 1899, page 171.

(3) Sept ans auparavant le Sultan avait par le firman du 12 mars 1892 rappelé ses droits sur l'Egypte.

du 30 mars 1856 dont l'Angleterre faisait partie, parce qu'on portait atteinte aux conventions passées avec les puissances qui avaient ratifié la création des Tribunaux Mixtes en Egypte (24 février 1873 et par la France, 10 novembre 1874).

En fait les puissances intéressées devaient reconnaître la convention lorsqu'elles conclurent ultérieurement les traités de délimitation du Soudan avec leurs possessions, ainsi que nous l'avons vu plus haut.

Certains auteurs ont pensé qu'il s'agissait d'un Protectorat (Lord Milner) d'autres prétendirent qu'il s'agit d'un Condominium (Sir Austen Chamberlain dans son discours du 15 décembre 1924 aux Communes : « Nous ne voulons pas mettre fin au Condominium »). En dépit de l'égalité de droit et de fait en ce qui concerne les droits de l'Angleterre et ceux de l'Egypte, la première s'est seule réservé le droit de donner l'*exequatur* et elle a pourvu exclusivement tous les postes de ses officiers supérieurs.

Ce régime donna administrativement et économiquement de bons résultats (Lettre de Lord Milner à Aïdy Pacha du 18 avril 1920).

Il demeura dans son intangibilité pendant de nombreuses années, mais une question très grave allait se poser au moment de la déclaration, d'ailleurs unilatérale, du 28 février 1922.

Qu'allait-il être décidé pour le Soudan ?

On aurait pu penser qu'il suivait le sort de l'Egypte, et que celle-ci aurait dû seule administrer le Soudan.

Il n'en fut rien et voici pour quelles raisons.

Reportons-nous à la Déclaration unilatérale sur l'Indépendance de l'Egypte de 1922.

Après avoir proclamé que le Protectorat de l'Egypte est terminé et que l'Egypte est déclarée Etat souverain et indépendant, le Gouvernement britannique a réservé quatre questions que nous rappelons de nouveau :

« En attendant le moment où il sera possible par la libre discussion et des accommodements amicaux réciproques de conclure entre le Gouvernement de Sa Majesté, et le Gouvernement égyptien, des accords en ce qui regarde les matières

suivantes, ces dernières matières sont absolument réservées à la discrétion du Gouvernement de Sa Majesté :

- a) Sécurité des Communications de l'Empire britannique en Egypte ;
- b) Défense de l'Egypte contre toute agression étrangère ;
- c) Protection des intérêts étrangers ;
- d) La question du Soudan (1).

Nous avons étudié dans les pages précédentes les trois premières questions et nous avons résumé comment historiquement le Soudan avait donné lieu à beaucoup de difficultés ; nous comprendrons mieux maintenant les motifs pour lesquels l'Angleterre n'allait pas en terminer sur ce sujet délicat par la déclaration d'Indépendance de l'Egypte, et nous verrons comment dans les années qui suivirent, le Soudan fut l'objet de multiples négociations.

La question du Soudan se trouvait donc réservée : c'était le principe du *statu quo ante*, c'était l'application du Condominium de 1899 jusqu'à ce que de nouveaux pourparlers puissent aboutir et permettre la signature d'un traité.

Nous avons vu plus haut que le mot traité est celui qui a été employé à juste titre dans les différents actes officiels dont nous avons eu à parler à propos des autres points réservés.

Chacune des deux parties contractantes se met donc à l'œuvre pour étudier comment la question du Soudan pourrait être définitivement réglée.

En 1924 les choses paraissaient suffisamment au point pour que des négociations sérieuses soient poussées en vue d'un accord.

Mais il est de ces « impondérables » comme disait Bismarck, qui échappent à toute prévision humaine.

Vers la fin de l'année, comme nous l'avons relaté, on apprit avec stupeur l'assassinat du Sirdar Lee Stack, ce qui permit à l'Angleterre d'intervenir et le Haut Délégué du Gouvernement anglais prit alors des mesures qui exigèrent la mise au point de la question ; ce fut l'origine de nombreuses négociations

(1) Livre blanc sur les Affaires de l'Egypte, annexe 2 au n° 35.

dont nous parlerons plus loin, car il nous faut comprendre auparavant que le « *statu quo ante* » prévu par la déclaration unilatérale du 28 février 1922 ne représentait pas du tout l'opinion des Hautes Parties Contractantes et que le fait de réserver la question impliquait qu'elle n'avait pas hanté les esprits, et n'avait pas justifié déjà un travail considérable en vue de la résoudre.

Lors de la déclaration de Protectorat, l'Angleterre ayant déposé le Khédive Abbas Hilmi créa un sultanat d'Egypte en la personne de Hussein Kamel Pacha, et nous ne revenons pas sur la déclaration qui fut faite à l'époque contre la « sujétion permanente » dont se plaignaient les Egyptiens qui protestaient contre la tentative d'extinction de Nationalité Egyptienne (1) née de circonstances exceptionnelles, mais qui devaient être sans lendemain.

Au moment donc où les Anglais eux-mêmes avaient admis (2) qu'il était souhaitable de reconnaître l'Indépendance de l'Egypte, la question du Soudan fut naturellement posée.

Dans le projet de convention du 10 novembre 1921 Lord Curzon de Kadeliston, Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères précisait à Adly Pacha, chargé des intérêts égyptiens, en ce qui touche le Soudan (3) :

« Le développement pacifique du Soudan étant essentiel à la sécurité de l'Egypte et à son approvisionnement en eau, l'Egypte s'engage à continuer au Soudan l'aide militaire qu'elle lui prêtait précédemment ou au lieu et place de cette aide à prêter au Soudan une aide financière à déterminer de concert par les deux Gouvernements ».

« Toutes les forces égyptiennes stationnées au Soudan seront placées sous les ordres du Gouverneur Général.

« La Grande-Bretagne s'engage en outre à assurer à l'Egypte une part équitable des eaux du Nil et dans ce but, il est entendu qu'aucuns travaux d'irrigation nouveaux, sur le Nil ou ses affluents du sud de l'Ouadi-Halfa ne seront entrepris sans l'avis conforme d'un comité de trois commis-

(1) Rapport de la mission Milner sur la question d'Egypte.

(2) Bulletin du Comité de l'Afrique Française 1921, p. 103.

(3) Bulletin du Comité de l'Afrique Française 1921, p. 402.

saires représentant respectivement l'Égypte, le Soudan et l'Ouganda ».

Il est évident que ce projet ne pouvait en rien convenir aux intérêts du peuple égyptien dont on était en train de reconnaître l'indépendance.

La réponse ne se fit pas attendre et cinq jours après Adly Pacha répondait que le projet « contenait des dispositions inacceptables pour les délégués égyptiens, dispositions qui n'assuraient pas à l'Égypte l'exercice de son droit incontestable de souveraineté sur cette contrée et le contrôle des eaux du Nil ».

N'arrivant pas à un accord, Adly Pacha quitta Londres et vint remettre sa démission au Sultan dès son arrivée au Caire.

C'était l'époque où des troubles très graves venaient d'ensanglanter l'Égypte : nous avons vu qu'ils avaient abouti à l'arrestation de Zaghloul Pacha et de ses lieutenants et à leur déportation aux Iles Seychelles, puis à Gibraltar.

Puis les négociations avaient repris et s'étaient terminées par la Déclaration unilatérale avec les quatre points réservés. « Des quatre questions réservées, dit M. Arminjon (*L'expérience constitutionnelle et parlementaire de l'Égypte*, Revue de Paris n° 1, 1929 page 10) la question du Soudan était la plus difficile à régler ».

Il était évident que tant en Égypte qu'en Angleterre les Gouvernements respectifs devaient donner des explications claires et précises sur la façon dont ils entendaient dorénavant et déjà apporter une solution au problème soudanais.

Le 28 Février 1922 Lloyd George, Secrétaire d'Etat aux Colonies, devait apporter des précisions importantes. Il se plaça tout d'abord sur la question de la sécurité et de la tranquillité du pays, ce qui est toujours un principe qui permet à l'Angleterre d'intervenir partout. Puis il soutint un autre argument qui est également de bonne guerre, il attaqua l'administration égyptienne afin d'éviter par avance d'être obligé de lui faire des concessions.

Il lui reprocha sa mauvaise gestion, prétendit que les populations en avaient souffert, sans pour cela d'ailleurs apporter la moindre preuve à son argumentation.

Il développa enfin cette idée qui devait justifier l'intervention de l'Angleterre : « le Soudan va devenir un désert, les pays qui le composent vont être minés. Sous prétexte que l'Egypte a besoin d'avoir le contrôle des eaux du Nil, elle veut retirer au Soudan les avantages résultant des bienfaits de ce fleuve pour se les accaparer, comme si les Egyptiens pas plus que les Anglais et les autres peuples pouvaient empêcher le cours naturel des choses et le Nil de traverser le Soudan ».

Il concluait cependant sur un ton plus conciliant (1).

« Le Soudan, dit-il, mérite plus qu'un mot en passant, les efforts combinés de la Grande-Bretagne et de l'Egypte ont été nécessaires pour sauver ce vaste pays de sa dévastation et de la ruine dans lesquelles le mouvement mahdiste l'avait plongé.

« Depuis cette reconquête, il y a plus de 20 ans, la Grande-Bretagne et l'Egypte ont également contribué par leurs hommes et leurs ressources au rétablissement de la paix et la prospérité grâce auxquelles ce pays montrera un jour qu'il est aussi fertile qu'il est maintenant nu et stérile.

« Le Gouvernement britannique ne permettra jamais que les progrès réalisés et les prérogatives pour l'avenir soient mis en péril. De plus, le Gouvernement britannique ne pourrait accepter une modification du statut de ce pays qui diminuât la sécurité des nombreux millions de livres de capital britannique déjà employés pour son développement. L'Egypte d'autre part possède le droit incontestable d'avoir les plus sûres garanties que le développement du Soudan ne sera jamais une menace pour ses réserves d'eau et n'interviendra jamais dans ce qu'elle pourrait désirer pour le développement de ses cultures. De telles garanties, le Gouvernement britannique sera prêt à les offrir et il n'y a pas de raison pour qu'il retarde ou empêche le progrès du Soudan ».

Cette conclusion n'était d'ailleurs que le développement de l'idée précédemment émise par le même homme d'Etat dans le télégramme qu'il avait envoyé aux Dominions le 27 février, la veille de cette séance des Communes et que nous avons relatée.

(1) Bulletin du Comité de l'Afrique Française 1922, page 127.

La situation créée par la Déclaration ne se modifie pas jusqu'en 1924.

Or nous avons vu à propos des trois points réservés quelle avait été la suite des événements survenus à la suite du triomphe des Socialistes en Angleterre et des Wafdistes en Egypte.

Examinons ce qui s'est passé pour le 4^e point.

Le 25 janvier 1924 Zaghloul Pacha déclarait à propos du Soudan :

« Comme chef du Wafd, j'ai déclaré que je repoussais la déclaration et aujourd'hui comme chef du Gouvernement égyptien je répète que je repousse cette déclaration ; le Ministère n'acceptera les négociations que si elles sont libres de tout engagement. Je ne suis pas lié par la déclaration de Mac Donald à la Chambre des Communes, mais par les termes de l'invitation qu'il m'a adressée. L'invitation ne comporte aucune condition et si je l'accepte, je ne serai nullement lié. Mon seul but est d'obtenir l'indépendance complète de l'Egypte et du Soudan ».

Il réitéra de cette façon le 23 juin 1924 (1).

« Nous ne devons pas, dit-il, nous contenter de discuter entre nous. Nous devons faire connaître à tout homme Anglais ou non, que nous avons des droits sur le Soudan et que nous ne les abandonnerons pas. Si je parviens à engager des négociations avec les Anglais, je leur dirais que le Soudan est à nous et qu'il constitue une partie indivisible de l'Egypte, je leur prouverais facilement le bien fondé de cette affirmation. Ces preuves, vous les connaissez, chaque Egyptien les connaît. Si je réussis, nous en serons heureux, sinon nous agirons comme doit agir tout peuple privé de ses droits et désireux de les reconquérir ».

Il y eut une vive réaction dans les milieux anglais (2).

Le 25 juin, l'un de ses membres Lord Parmoor, Lord président, fit à la Chambre Haute, une réponse très nette : « Le Gouvernement, dit-il, n'a pas la moindre intention d'abandonner le Soudan. Il connaît les obligations prises envers les Soudanais, et leur attribue un tel caractère qu'elles ne

(1) et (2) Bulletin du Comité de l'Afrique Française 1924, p. 484 et 485.

pourraient être abandonnées par nous sans une atteinte à notre prestige. Confirmant la déclaration faite le 28 février 1922 par Lloyd George, il ne laissera jamais menacer les progrès déjà accomplis du Soudan et les progrès encore plus grands des années futures ».

La solution semblait d'autant plus insoluble que le premier ministre égyptien avait offert sa démission à S. M. le roi Fouad qui la refusa.

C'est pourquoi il paraissait aux yeux de tous que le problème soudanais offrait de telles difficultés qu'on ne concevait pas comment il pût se régler.

Les deux Ministres comprenant la gravité de la situation, entamèrent une série de correspondances privées dont nous trouvons la trace dans un article du « Times » du 4 juillet 1924 qui avait l'allure d'une communication officielle :

« Nous apprenons, était-il dit, que M. Mac Donald a eu une nouvelle correspondance avec le Gouvernement égyptien au sujet des négociations qui doivent avoir lieu à Londres pour régler les questions pendantes entre la Grande-Bretagne et l'Egypte et dont la principale est celle du Soudan. Comme la situation est devenue quelque peu confuse, M. Mac Donald désire vivement faire savoir à Zaghoul Pacha qu'il est surtout prêt à discuter toutes les questions qui peuvent être soulevées au sujet des quatre points réservés du moment où finit le Protectorat britannique en Egypte et qu'aucune des deux parties ne s'engage à accepter la position de l'autre du seul fait qu'elle est disposée à entendre l'exposé de ses vues. Aucune des deux ne se verra compromise par le simple fait d'avoir accepté la négociation. Le premier Ministre anglais désire ardemment l'ouverture des négociations. Il est entendu qu'elles auront lieu sous un pied de parfaite égalité. M. Mac Donald désire qu'on sache bien que nul obstacle aux négociations ne surgira du côté anglais ».

Zaghoul Pacha malgré un attentat récent se décida à partir pour Londres avec son Ministre des Affaires Etrangères (25 juillet 1924).

Il s'arrêta en France pour se reposer quelques temps.

Sur ces entrefaits on apprend que des troubles très sérieux

viennent de se produire à Khartoum et à Atbara. On ne pouvait se méprendre sur le caractère de ces troubles : des soldats égyptiens étaient entrés en collision avec des soldats anglais (11 août) tandis que l'avant veille des élèves égyptiens de l'Ecole de guerre avaient organisé dans les rues de Khartoum des manifestations où ils proclamaient S. M. Fouad I^{er}, roi du Soudan.

Naturellement les deux pays se rejetèrent mutuellement la responsabilité de cet état de choses et sans les instances pressantes de M. R. Mac Donald, Zaghloul Pacha aurait regagné l'Egypte.

Les conversations eurent donc lieu à Londres dès le 25 septembre, elles ne durèrent que quelques jours et n'aboutirent à aucun résultat ; ce fut la rupture : 9 octobre 1924.

L'atmosphère n'était donc plus du tout favorable à un rapprochement. Peu après un nouvel événement devait envenimer les rapports déjà bien tendus, l'assassinat de sir Lee Stack, Sirdar de l'armée égyptienne et Gouverneur général du Soudan (19 novembre 1924).

L'Angleterre mit naturellement cet attentat sur le compte du Gouvernement égyptien et lui réclama des réparations. La note fut remise par Lord Allenby, Haut Commissaire du Gouvernement anglais en Egypte, le 22 novembre 1924.

Elle portait sur deux séries de réclamations.

Une première série pouvant considérer comme en dehors de la question Soudanaise elle-même :

- présentation d'excuses,
- punition rigoureuse des coupables,
- suppression de toute manifestation politique,
- paiement d'une amende de 500.000 L. S.,
- protection des étrangers.

La deuxième série portait sur le Soudan même :

5) Dans un délai de 24 heures tous les officiers égyptiens et toutes leurs troupes devaient évacuer le Soudan.

6) L'Egypte reconnaissait le droit au Gouvernement du Soudan de cultiver un nombre illimité de feddans de coton dans la région de Gezireh.

L'Egypte perdait tout contrôle de l'armée soudanaise.

Elle sentait une menace économique directe en cas de grande sécheresse, car les eaux du Nil seraient irrigués dans cette région au détriment de l'Égypte.

Zaghloul Pacha a refusé naturellement d'accepter ces réclamations :

En ce qui concernait la demande visée au paragraphe V de la première note et développée dans la seconde note, il faisait observer : « que le nouvel arrangement proposé pour l'armée égyptienne du Soudan constituait non seulement une modification du « *statu quo* » que le gouvernement avait déclaré vouloir maintenir, mais qu'il était en conflit absolu avec la disposition de l'article 46 de la constitution de l'Égypte qui disposait que le Roi était le Commandant Suprême de l'Armée et qu'il nommait et licenciat les officiers. »

Quant à la demande visée au paragraphe VI, il faisait observer « que la question de modifier d'ores et déjà la limite fixée pour la superficie d'irriguer dans la Gezireh était pour le moins prématurée et qu'elle devait, d'après les déclarations répétées du Gouvernement de Sa Majesté Britannique, être résolue d'un commun accord en tenant compte des intérêts vitaux de l'agriculture égyptienne. »

Lord Allenby menaça alors de prendre des mesures violentes; il les mit à exécution à la suite d'une protestation de Zaghloul du 24 novembre 1924 ; les douanes d'Alexandrie furent occupées par les troupes anglaises. Le Ministère démissionna, la Chambre égyptienne adressa alors à la S. D. N. et à tous les Parlements du monde, la protestation suivante : (1)

« Le Gouvernement britannique, était-il écrit, a non seulement formulé des demandes excessives, hors de toute proportion avec le crime, mais dépassant toutes limites, il a été jusqu'à exiger le retrait des troupes égyptiennes, à obliger les unités soudanaises de l'armée égyptienne à prêter serment d'allégeance au Gouvernement du Soudan, à autoriser l'augmentation de la superficie des terrains cultivés par les Sociétés britanniques du Soudan, en les portant du chiffre de 300.000 feddans à un chiffre illimité et à formuler également

(1) Nous avons vu plus haut (page 173) que cette protestation ne pouvait juridiquement saisir la S. D. N.

d'autres prétentions contenues dans les notes anglaises. Passant des paroles aux actes, le Gouvernement britannique a mis ses menaces à exécution et a, en outre, occupé les douanes d'Alexandrie, déclarant que cet acte ne constituait que la première des mesures qu'il entendait prendre.

« Ces agressions qui sont une négation absolue des droits de l'Égypte et qui portent atteinte à son indépendance, constituent une menace pour sa vie agricole et économique. Elles n'ont aucun rapport avec le crime et n'ont aucun précédent dans l'histoire.

« Pour ces motifs, la Chambre des Députés d'Égypte proclame à la face de l'Univers la protestation la plus énergique contre de semblables actes iniques en fait et nuls en droits, et prend à témoin toutes les nations civilisées de l'énormité de telles convoitises impérialistes incompatibles avec l'esprit du siècle et les droits sacrés des nations ».

Le Gouvernement britannique se soucia peu de l'effet produit dans le monde entier par cette émouvante protestation ; les principes du régime parlementaire si cher au cœur de tous les Anglais sont des principes d'ordre intérieur ; ils n'ont jamais été objet d'exportation pour la Grande-Bretagne. (1)

Il fit donc deux séries de décisions qui n'étaient nullement influencées par cette protestation :

Il organisa le « Soudan Defence Force », cette création avait pour but de mettre sur pied une armée soudanaise uniquement encadrée d'officiers anglais ; Lord Allenby notifia au nouveau Président du Conseil Ziwer Pacha la proclamation en exécution de la seconde note du 22 novembre 1924 et par le fait du retrait des troupes égyptiennes et de leurs officiers.

Ce dernier protesta et fit les plus expresses réserves quant aux droits que l'Égypte se réservait sur le Soudan et ce d'une façon incontestable.

Il ajouta que dans ces conditions, il croyait devoir faire à ce sujet les plus expresses réserves de droit et insister en

(1) Ne voyons nous pas comment, durant ces dernières semaines elle veut établir aux Indes une constitution, le White Paper, refusée par les Hindous eux-mêmes.

même temps d'une façon toute particulière sur ce fait que le gouvernement égyptien considérait que les circonstances tout à fait fortuites du retrait des troupes purement égyptiennes et celles de la formation d'une force destinée à assurer la défense des provinces soudanaises ne sauraient ni préjuger la solution de la question du statut définitif du Soudan réservée aux futures négociations, ni affaiblir les liens indissolubles unissant le Soudan à l'Egypte.

Cette mesure de police ayant pris corps et les ordres du Gouvernement britannique ayant été exécutés, restait la question de l'extension des cultures dans la Gezireh.

L'Angleterre comprit qu'il ne fallait pas aller trop loin dans la politique de force et que le monde entier avait les regards fixés sur les suites de cette politique. Elle renonça donc à son projet le 9 décembre 1924 et Sir A. Chamberlain, Ministre des Affaires Étrangères, crut bon de préciser la situation et de montrer l'esprit conciliant de son Gouvernement :

« Il y a encore, déclara-t-il, une autre question sur laquelle je veux dire un mot en passant : c'est la demande faite en ce qui concerne le projet d'irrigation de la Gézireh, demande faite en termes presque illimités. Aucun homme sensé ne peut supposer que ce soit l'intention du Gouvernement britannique qu'il soit de soumettre l'Egypte par la soif. Il est à peine besoin de dire qu'une telle idée n'a jamais effleuré l'esprit de Lord Allenby ou du Gouvernement britannique ; je me bornerai à dire que si nous avons devant, nous un gouvernement égyptien amical et acceptant loyalement les conditions qui sont à la base de notre coopération, nous l'inviterons à se joindre à nous dans une enquête qui établira les dispositions d'eau pour le Soudan après satisfaction de tous les besoins de l'Egypte ».

Et Lord Allenby en transmettant les ordres qu'il avait reçus, insista par une lettre du 26 janvier 1925 à Ziwer Pacha en formulant ces précisions :

« Je n'ai pas besoin, écrivait-il, de rappeler à votre Excellence que pendant quarante ans le Gouvernement britannique a veillé sur le développement du bien être agricole de l'Egypte et je tiens à assurer votre Excellence, dès maintenant que le

Gouvernement britannique, malgré toute sa sollicitude pour la prospérité du Soudan, n'a pourtant nullement l'intention de porter atteinte aux droits historiques et naturels de l'Égypte aux eaux du Nil, droits qu'il reconnaît dans la même mesure aujourd'hui que par le passé, et en donnant au gouvernement soudanais les instructions dont il s'agit, le gouvernement de sa Majesté Britannique entendait qu'elles fussent interprétées en ce sens. Inspiré par ces considérations et désireux de faire preuve de ses intentions, le Gouvernement britannique est disposé à donner au Gouvernement du Soudan des avis à l'effet de ne pas donner suite aux précédentes instructions, en ce qui concerne le développement illimité de la Gézireh, mentionnées dans la note du 23 Novembre, étant entendu qu'une commission d'experts, composé de M. J. J. Canters Cremers, de M. R. Mac Gregor et d'Abd el Hamid Soliman pacha se réunira dès le 15 Février 1925 ».

C'était évidemment un grand résultat surtout à cause des conséquences économiques insoupçonnables que pouvaient engendrer la mise en pratique de semblables procédés.

Il n'en reste pas moins vrai que l'Égypte devait vivement ressentir l'affront qui lui avait été si injustement fait dans la question de l'armée soudanaise ; la concession concernant la Gezireh permettait d'espérer un meilleur avenir.

II. — La Question du Soudan (1927-1928).

Nous avons eu l'occasion de voir pour quelles raisons les négociations avec l'Angleterre en ce qui concerne toutes les difficultés politiques survenues en 1924 avaient dû être interrompues pour n'être reprises que beaucoup plus tard.

Dans l'exposé liminaire du 14 mars 1928, S. E. Abdel Khalek Saroit Pacha nous explique comment il avait profité de son voyage à Londres avec Sa Majesté le Roi Fouad 1^{er} (4 au 26 juillet 1927) pour remettre à sir Austen Chamberlain, Principal Secrétaire de sa Majesté Britannique pour les Affaires Étrangères un projet d'amitié fort bien conçu et dont nous avons déjà eu l'occasion de parler.

Pour la question du Soudan pas plus que pour les autres problèmes en litige, les négociations ne purent arriver à une

entente, mais les divergences d'appréciation apparurent beaucoup plus vite pour le Soudan et le régime des eaux du Nil que pour les autres cas : il écrit à ce sujet :

« En ce qui concerne le Soudan que le projet de 1920 avait cru devoir réserver, y compris la question si urgente des eaux du Nil à un accord spécial ultérieur, nul ne saurait contester qu'en 1920 nous étions en bien meilleure position qu'aujourd'hui. Même en 1922 avec la Déclaration du 28 février, la question était restée entière. Les événements de 1924 ont rendu à cet égard la situation plus difficile. Aux prises avec cette difficulté à laquelle le projet de 1920 n'avait pas à faire face, j'estimais que si tout en réservant à un accord futur la solution du problème politique du Soudan je pouvais obtenir le retour au *statu quo* d'avant 1924 et le règlement immédiat du problème si vital et si urgent des eaux du Nil, le résultat que j'obtiendrais ainsi ne laisserait pas d'être satisfaisant pour l'Egypte.

« Il préparait en tout cas la voie à une solution à la fois plus rapide et plus favorable des autres questions relatives au Soudan ». (Documents diplomatiques relatifs aux conversations de S. E. Abdel Khalek Saroit Pacha, Président du Conseil des Ministres avec S. E. Sir Austen Chamberlain, principal Secrétaire d'Etat de sa Majesté Britannique, Livre Vert 1928, Introduction, page XI).

La question lui paraissait de premier plan et S. E. Saroit Pacha avait tenu essentiellement qu'elle fût jointe à toutes celles qui devaient rentrer dans le cadre des négociations à venir.

Il obtint que le problème si important et si urgent des eaux du Nil fût réglé en même temps que le traité de manière à assurer d'ores et déjà les intérêts vitaux de l'Egypte dans ce domaine (op. cit. p. XVII).

Mais pas plus sur ce terrain que sur les autres l'accord ne put se faire, ainsi que le constate le négociateur dans les dernières lignes de ses conclusions :

« Quant au problème du Soudan, il eut reçu une première et très importante solution qui eût bien préparé et facilité beaucoup celle de l'aspect politique de cette question ».

Et plus loin :

« Aussi bien, j'arrive à croire que tant d'efforts déployés ne seront pas perdus. J'espère même fermement que malgré la forme dans laquelle le projet a été rejeté, un jour viendra où les négociations seront reprises et que par telles modifications ou telles précisions au projet, toute inquiétude étant dissipée, les aspirations nationales entreront dans la voie de leur complète réalisation ». (op. cit. p. XIX).

Mais examinons dans quelles conditions la controverse s'engagea durant ces négociations en ce qui concerne le Soudan.

Dans le projet remis le 18 juillet par Saroit Pacha, il était naturellement question du problème politique de l'Égypte en général et des difficultés nées des points réservés de la Déclaration du 28 février 1922.

L'article 11 précisait cependant pour le Soudan :

« Tout en convenant de remettre le règlement de la question du Soudan à des négociations ultérieures où chacune des deux parties contractantes aura à faire valoir ses droits, en toute liberté, les deux Gouvernements sont d'ores et déjà d'accord de revenir au *statu quo* d'avant 1924 et de prendre pour base pour la détermination de la quote part revenant à l'Égypte dans les eaux du Nil Blanc et du Nil Bleu les conclusions du rapport qui a été préparé avec les modifications qui ont été introduites sur la demande du Ministère égyptien des Travaux Publics : de reconnaître au Gouvernement égyptien le droit de prendre toutes mesures de contrôle nécessaires pour assurer une distribution des Eaux conforme aux règles posées dans ledit rapport et d'avoir toutes les facilités pour procéder à ses frais à tous les travaux d'irrigation sur le cours du Nil qui ont été prévus dans l'intérêt de l'Égypte par ledit rapport ».

Rien n'était plus raisonnable et plus logique que cette base de départ en vue de négociations à venir.

En ce qui concerne le premier point, nous nous reportons aux prescriptions du condominium, puisque la Déclaration de 1922 laissait la question entière et que les événements de 1924 au point de vue égyptien n'avaient rien changé à ce qui

existait depuis de nombreuses années ; la note du 22 novembre 1924 devenait caduque. Désormais les officiers et soldats égyptiens pourront de nouveau être admis dans l'armée soudanaise.

Sur le 2^e point on en revenait au rapport établi le 24 mars 1926 par la Commission d'expert réunie sous la direction de M. Canter Cremers (Rapport de la Nile Commission. Bulletin du Comité de l'Afrique Française 1928 Sup. p. 356, note I).

A la suite de la Communication faite par Saroit Pacha, S. E. Sir Austen Chamberlain avait à son tour remis un contre projet à ce dernier lors de son départ de Londres pour Rome.

L'article 13 est consacré à l'étude du Soudan et de son régime.

Le Ministre anglais pose tout d'abord le principe du condominium.

« Les Hautes Parties Contractantes reconnaissent que leurs intérêts et notamment les intérêts de l'Egypte dans les cours supérieurs du Nil seront le mieux assurés par la continuation de leur souveraineté commune au Soudan ». Mais la façon de présenter la situation créait dès le début les sources de difficultés.

En effet, autant la déclaration de S. E. Saroit Pacha était claire et précise, faisant allusion aux décisions prises avant 1924, autant celle du Ministre anglais était obscure, puisqu'il ne déterminait pas d'une façon exacte s'il admettait que le *statu quo* d'avant 1924 survivait dans le condominium ancien ou si les mesures prises par l'Angleterre en 1924, (le 22 novembre) étaient considérées comme acquises.

L'état de fait sans solution pratique né des incidents de 1924 et de l'attitude de l'Angleterre n'était donc pas modifié.

Sur le second point satisfaction était donnée au Gouvernement égyptien. Rappelons ce texte :

« Les Hautes Parties Contractantes reconnaissent que leurs intérêts et notamment les intérêts de l'Egypte dans les cours supérieurs du Nil seront le mieux assurés par la continuation de leur souveraineté commune au Soudan.

« Les Hautes Parties Contractantes sont d'accord de

prendre comme bases pour la détermination de la quote-part revenant à l'Égypte dans les eaux du Nil Blanc et du Nil Bleu les conclusions formulées dans le rapport de la commission du Nil, en date du 21 mars 1926, et dans l'accord conclu le 1^{er} mai 1926 entre les représentants des départements d'irrigation égyptien et soudanais. Il sera accordé aux représentants des Départements d'irrigation égyptien les facilités nécessaires pour contrôler les observations concernant l'opération du barrage de Sennar, et il leur sera donné libre accès aux données y relatives, afin qu'ils puissent s'assurer que la distribution des eaux s'effectue conformément aux règles posées dans ledit rapport. Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique accordera toute assistance possible au gouvernement égyptien, afin de le mettre à même de procéder dans son intérêt et à ses frais, et d'une façon compatible avec les intérêts des autorités régionales intéressées, aux travaux de conservation prévus audit rapport. Le Gouvernement égyptien supportera les frais de tout travail subsidiaire, et de tout paiement en espèces dont la nécessité sera reconnue d'un commun accord afin de dédommager les intérêts locaux par suite de dégâts ou dislocations occasionnés par lesdits travaux de conservation.

« Sa Majesté le Roi d'Égypte ayant égard à l'intérêt qu'il porte à la conservation de la paix dans le Soudan et sur la frontière méridionale de l'Égypte, continuera à verser sa contribution actuelle au coût de l'administration du Soudan jusqu'à ce que les Hautes Parties Contractantes conviennent qu'il y a lieu de procéder à la révision de cet arrangement ».

Le dernier paragraphe visait un point très important et consacrait le principe de l'égalité des droits de l'Égypte sur le Soudan, en vertu du Condominium et par conséquent mettait à néant les efforts faits par l'Angleterre depuis les événements de 1924 et plus particulièrement l'acte du 11 novembre : n'était-ce pas une reconnaissance *ipso facto* des droits de l'Égypte sur le Soudan que de lui demander une contribution aux charges de l'Administration de cette région ?

Le contre projet britannique fut naturellement étudié par le Gouvernement égyptien et un mémorandum fut remis par

Son Excellence Abdel Khalek Seroit Pacha au début de septembre à Monsieur Selby pour être communiqué à Son Eminence Sir Austen Chamberlain.

Sur l'article 13 concernant le Soudan le rédacteur du mémorandum indique tout de suite qu'il a évité de trancher la question générale, afin d'écarter le plus de discussions possibles.

Sur le premier point concernant l'évacuation de l'armée égyptienne, le gouvernement égyptien se maintient sur ses positions et persiste dans sa thèse :

« Le Gouvernement britannique se rappellera sans doute que le Cabinet égyptien de 1925 a décidé de maintenir les crédits nécessaires à la défense du Soudan, dans le budget égyptien, tant pour marquer la persistance des droits de l'Égypte sur le Soudan, que pour préparer le retour au *statu quo ante* 1924. En votant ces crédits dans le budget 1926-1927, le Parlement égyptien a accompagné son vote de certaines réserves qui dénotent clairement que, dans son esprit il ne s'agissait que d'une situation tout à fait provisoire, qui ne manquera pas, à la première occasion, d'être réglée au mieux des intérêts des deux pays. Cette situation provisoire, le projet britannique entend, paraît-il, la rendre définitive. Il est pourtant bien évident que l'acceptation d'une pareille solution vaudrait abdication par l'Égypte, de ses droits au Soudan, et que, même sur la base d'une souveraineté commune, elle rompt l'égalité entre les deux pays au profit de la Grande-Bretagne.

« C'est pourquoi en attendant le règlement définitif de la question du Soudan, la seule solution compatible avec l'autorité et le prestige de la Grande-Bretagne, et la dignité et les droits de l'Égypte, serait le retour au *statu quo* de 1924.

« Elle est aussi la seule qui puisse déterminer le Parlement égyptien à continuer de voter les crédits nécessaires au Soudan dans les budgets futurs. Ce retour au *statu quo* est d'autant plus simple et naturel que le dit *statu quo* fonctionnait avec un bonheur relatif il y a à peine trois ans et que ce retour coïnciderait avec l'entrée en vigueur du traité d'alliance destiné à donner aux rapports des deux pays des assises solides, un ton nettement cordial ».

Sur la deuxième question visant les Eaux du Nil, la discussion ne portait plus que sur des questions de formes, de termes plus particuliers à employer.

« Pour ce qui concerne les eaux du Nil, le projet britannique semble au fond accepter mes propositions, contenues dans l'article 11 de mon projet : remplaçant la question des revendications égyptiennes sur son vrai terrain ». Le mémorandum tranche ainsi la solution de la participation pécuniaire.

« La question des frais de travaux subsidiaires et de la compensation pour le préjudice subi par suite de travaux d'irrigation est, croyons-nous, déplacée dans le traité ; la responsabilité du Gouvernement égyptien, de ce chef, dérive de ses droits de souveraineté sur le Soudan et le Gouvernement égyptien n'a jamais failli à ses devoirs dans cette question. Il resterait à préciser à quel accord du 1^{er} mai 1926, le projet (britannique) fait allusion en parlant du rapport de la Commission du Nil d'autant plus que ce projet est muet sur les modifications apportées par le Ministère des Travaux Publics aux conclusions du rapport en question, modifications qui ont été acceptées, autant que je m'en souviennne par les autorités des irrigations au Soudan ».

La Grande-Bretagne ne pouvait admettre d'emblée de semblables critiques, et Sir Austen Chamberlain établit un contre-projet ou plus exactement deux contre-projets : le premier, datant du début de septembre, tranchait le régime capitulaire en Egypte, le second reprenait la question et en modifiait quelques détails, mais il n'était nullement question des grands problèmes qui divisaient l'Egypte de l'Angleterre et notamment du Soudan. Un projet définitif de traité fut alors établi sous la présentation de :

« Dépêche de son Eminence Austen Chamberlain à son Eminence Lord Lloyd, Haut Commissaire de sa Majesté Britannique en Egypte, en date du 24 novembre 1927, transmettant le projet définitif de traité avec prière à son Eminence d'en remettre une copie à S. E. Abdel Khalek Saroit Pacha ».

Le texte du traité contient 14 Articles et trois annexes.

Il contient des dispositions très intéressantes concernant la question des réserves de la Déclaration de 1922 et la question

du régime capitulaire, mais il n'était pas dit un mot du Soudan.

Nous nous en étonnons avec M. Arminjon (op. cit. p. 19). Ce projet dit définitif se signalait par une très grave lacune.

Allons-nous donc trouver une protestation dans la note de S. E. Abdel Khalek Saroit Pacha à S. E. Sir Austen Chamberlain, portant demande de précisions sur les instructions des Hautes Parties Contractantes relativement à certains termes du projet définitif? Pas davantage, il semblerait qu'à cette époque on écartait systématiquement de part et d'autre l'étude du problème soudanais.

Nous avons eu l'occasion de voir sur quels points essentiels portait la discussion. Nul doute que les hommes d'Etat qui tenaient à aboutir à un résultat sur l'ensemble des négociations ne se soient abstenus dans la crainte que cette terrible question ne devint la cause d'un échec.

Nous avons vu que cette précaution était inutile, puisque en dépit d'un échange de vues entre les principaux chefs des Gouvernements, le Gouvernement égyptien rejeta le projet.

Le 4 mars 1928, Saroit Pacha fit connaître à Lord Lloyd la décision prise par ses collègues et le pria de la communiquer à Sir Austen Chamberlain. Sa lettre était ainsi conçue :

« Excellence, j'ai l'honneur de vous informer que, d'accord avec le vœu exprimé par son Excellence Sir A. Chamberlain dans le message qu'il a bien voulu m'adresser par votre intermédiaire, j'ai soumis à mes collègues le projet de traité d'alliance qui résulte de nos conversations de l'été dernier, en leur exposant en même temps les phases de ces conversations, ainsi que les notes échangées et les discussions menées par la suite. Mes collègues en sont venus à conclusion que le projet, en raison de la base de ses principes et de ses dispositions actuelles, est incompatible avec l'indépendance et la souveraineté de l'Egypte, et, de plus qu'il légalise l'occupation du pays par les troupes britanniques.

« En conséquence, mes collègues m'ont chargé d'informer le Principal Secrétaire d'Etat de sa Majesté Britannique aux Affaires Etrangères qu'ils ne pouvaient accepter ce projet. Je serais reconnaissant si votre Excellence voulait bien communiquer ce qui précède à Sir Austen Chamberlain ».

Le ressentiment du Gouvernement britannique fut tel qu'le 4 mars il adressait la protestation suivante :

« Le Gouvernement britannique a vu depuis quelque temps avec regret, la présentation au Parlement égyptien de certaines propositions de loi qui, si elles étaient adoptées, affaibliraient singulièrement l'action des autorités administratives responsables du maintien de l'ordre et de la protection des vies et de la propriété en Egypte. Tant qu'on pouvait envisager la conclusion prochaine du traité d'alliance entre la Grande-Bretagne et l'Egypte, tendant à définir à nouveau les responsabilités et les droits des deux parties, le Gouvernement britannique s'était abstenu de tous commentaires dans la pensée qu'il pourrait avoir confiance dans le Gouvernement égyptien pour écarter une législation qui empêcherait l'Administration égyptienne de se décharger des responsabilités accrues inhérentes au régime du Traité. Mais aujourd'hui que les conversations avec le Gouvernement égyptien n'ont pas réussi à atteindre leur objet, le Gouvernement britannique ne peut accepter qu'aucune des responsabilités qu'il tient de la déclaration du 28 février 1922, puisse être menacée soit par une législation égyptienne du genre de celle indiquée plus haut, soit par une action administrative et il réserve le droit de prendre telles mesures que la situation, à son point de vue, peut exiger ».

Le jour même où cette note lui parvenait, Saroit Pacha donna sa démission à S. M. le Roi Fouad ; il fut remplacé par Nahas Pacha, président de la Chambre égyptienne ; Nahas Pacha fit alors savoir que le Gouvernement égyptien obéissant à un ardent désir d'entente, avait demandé au Sénat de surseoir à l'examen du projet jusqu'à la prochaine session. Il fallait encore de nouvelles négociations.

III. — La question du Soudan (1928-1932)

On ne sait en effet comment se serait terminé le conflit. Mais le changement de ministère fut sans lendemain et au mois de juin 1928 Nahas pacha fut révoqué par le Roi et remplacé par Mohamed Mahmoud Pacha : ce dernier avait

tenu d'abord à s'assurer une autorité solide à l'intérieur. Trois Constitutionnels, deux membres de l'Union et deux fonctionnaires devenaient Ministres et permettaient ainsi au chef du Gouvernement de compter sur toutes les bonnes volontés ; car l'Egypte connut des manifestations populaires qui auraient pu amener des désordres graves.

Finalement un rescrit du 19 juillet 1928 suspendit le régime parlementaire par la dissolution des deux Chambres ; les élections devaient se faire beaucoup plus tard, trois ans après.

Mohamed Mahmoud Pacha voulut alors profiter de ce que les élections anglaises avaient assuré le triomphe du Labour Party pour reprendre les négociations. S. M. le Roi Fouad se rendait à Londres ; il fut aisé au premier Ministre de se rencontrer avec M. Henderson, chef du Foreign Office.

De là naquit le projet d'accord du 7 août 1929.

En ce qui concerne le Soudan : « Tout en réservant la liberté de conclure à l'avenir de nouvelles conventions modifiant la convention de 1899, les Hautes Parties Contractantes conviennent que le Statut du Soudan sera celui de la Convention dont il s'agit. En conséquence, le Gouverneur Général continuera à exercer au nom des Hautes Parties Contractantes les pouvoirs qui lui sont conférés par la dite Convention ».

Mais les deux parties devaient toujours s'affronter sur le même terrain. Les Anglais prétendant que la Note anglaise du 22 novembre 1924 avait modifié l'état des choses institué par la Convention de 1899 et qu'il fallait repartir de la déclaration de 1924, tandis que les Egyptiens entendaient maintenir le point de vue contraire, à savoir que le Condominium n'avait pas été attaqué dans son texte par la dite déclaration.

Il fallut deux échanges de part et d'autres des observations, trois d'entre elles établies sous forme de notes.

La première s'appliquait au règlement des dettes du Soudan envers l'Egypte ; afin de ne pas perdre de temps dans les questions de détails, il fut décidé que la question serait tranchée par une commission composée d'un représentant de la trésorerie britannique et un représentant du Gouvernement égyptien.

La deuxième question s'appliquait au régime du Soudan dans le domaine du droit international. La souveraineté sur le pays était exercée par deux nations : comment le Soudan allait-il bénéficier des conventions internationales pouvant le concerner ? Il a été décidé que la signature de la Grande-Bretagne et de l'Égypte apposée ensemble entraînait *ipso facto* l'application de la mesure projetée au Soudan dans l'esprit des parties. On ne prévoyait que les conventions d'ordre technique ou humanitaire.

Restait enfin la troisième question, la plus épineuse ; la présence des troupes égyptiennes dans l'armée soudanaise. L'Angleterre maintint le point de vue de la déclaration 1924. Toutefois, pour donner satisfaction au Gouvernement égyptien il fut décidé qu'on examinerait ultérieurement la possibilité d'introduire la valeur d'un bataillon égyptien quand les troupes britanniques se retireraient du Caire.

Dans une note envoyée par M. Henderson à Mohamed Mahmoud Pacha, le trois août 1929, il était précisé que dès la ratification du traité par le Gouvernement égyptien, les propositions accompagnées des notes seraient sans tarder soumises à la ratification du Parlement de la Grande-Bretagne.

Pendant ce temps des troubles excessivement graves éclataient en Égypte, et parmi les protestations qui s'élevaient il était question naturellement du projet de traité ; l'opinion publique était très montée contre ce projet : Mahmoud Pacha dut donner sa démission le 20 octobre 1929 ; remplacé par Adly Pacha, ce dernier fut chargé de préparer les élections générales.

Il ne faut pas oublier toutefois que cet échec n'était pas complet et que sur un terrain tout au moins les parties s'étaient mises d'accord : il s'agit de la question des eaux du Nil.

Une entente avait en effet été établie le 7 mars 1929 entre Mahmoud Pacha et Lord Lloyd, Haut Commissaire du Gouvernement anglais en Égypte.

L'Égypte devait faire les frais de la continuation d'un barrage à Djebel Aoulia à 50 kilomètres en avant de Kartoum sur le Nil Blanc.

Mais elle exigeait deux conditions :

La première de limiter à 126 mètres cubes par seconde la quantité d'eau destinée au Soudan, la deuxième de n'engager aucun travail hydraulique ni sur les Grands Lacs, ni sur le Nil qui puisse porter préjudice soit au Soudan, soit à l'Égypte, sans l'accord des Administrations soudanaises et égyptiennes (1).

Les élections amenèrent le triomphe de Wafd et Nahas Pacha revint au pouvoir ; il ne manqua pas dès le mois de mars 1930 de venir en Angleterre avec trois de ses collègues et les négociations reprirent.

Elles devaient s'engager dans de mauvaises conditions, si l'on connaît avec quel esprit l'Angleterre avait toujours estimé sa puissance sur le Soudan.

Le « Times » protesta dès le début, prétendant que les réclamations formulés par l'Égypte dépassaient la portée des accords intervenus entre M. Henderson et Mahmoud Pacha.

Ces prétentions peuvent se résumer de la façon suivante : 1° le Soudan est un territoire égyptien ; 2° l'Administration sera exercée par des fonctionnaires anglais et égyptiens ; 3° le Gouvernement général serait toutefois entre les mains d'une personnalité égyptienne ; 4° Il serait créé un conseil d'administration composé partie par des Anglais, partie par des Égyptiens.

On conçoit qu'un tel programme ait été fait pour épouvanter l'Angleterre, d'autant plus qu'en ce qui concernait l'Égypte elle-même, on demandait, comme nous l'avons vu, le retrait des troupes anglaises dans la zone orientale du canal de Suez.

Il fut décidé toutefois qu'on suspendrait les négociations pendant les vacances de Pâques.

M. Henderson, le 17 avril 1930, fit la déclaration suivante aux Communes :

« Comme le sait la Chambre, dit-il, les discussions se poursuivaient depuis trois semaines avec la délégation égyptienne. Le Gouvernement de Sa Majesté avait espéré qu'un accord pourrait être conclu avant l'ajournement de la Chambre

(1) Arminjon, Op. cit. p. 29.

pour les vacances de Pâques, mais les difficultés subsistaient toujours sur certains points et on a, en conséquence, convenu de remettre la décision à la rentrée du Parlement ». Au même temps que M. Henderson faisait cette déclaration à la Chambre, fut publié un communiqué du Foreign Office, disant que « la délégation égyptienne avait acquis l'agrément de la Conférence pour pouvoir consulter le Gouvernement du Caire sur certains points qui avaient surgi au cours de la discussion. »

Mais le résultat des entretiens qui eurent lieu dans les milieux gouvernementaux anglais et égyptiens n'amènèrent aucun résultat. La délégation égyptienne prolongea cependant son séjour pour éviter une rupture : elle était inévitable. »

En effet, le 8 mai, M. Henderson fit une communication à la Chambre de Communes ; sa lecture amena les protestations des travaillistes et les applaudissements des conservateurs (1), elle se terminait ainsi :

« Je regrette d'annoncer à la Chambre qu'en dépit d'efforts mutuels, les négociations anglo-égyptiennes ont échoué, le Gouvernement n'étant pas en mesure de satisfaire aux demandes égyptiennes concernant le Soudan ».

Deson côté, la Délégation égyptienne publia le communiqué suivant : « Malgré les efforts ardues déployés de part et d'autre et bien que nous soyons allés à la limite des concessions, il a été impossible de trouver un terrain d'entente sur la question du Soudan. Quoique nous regrettions que les négociations aient abouti à un échec, notre séjour à Londres a du moins permis d'établir des relations cordiales avec le Gouvernement anglais ».

Nahas Pacha retourna en Egypte.

L'étude de cette brûlante question nous démontre comment l'Angleterre, en dépit des droits incontestables de l'Egypte sur le Soudan depuis des temps immémoriaux, entend y maintenir sa prééminence par la force en n'accordant au Gouvernement égyptien dans cette soi-disant participation au pouvoir dans les territoires soudanais qu'une petite parcelle d'autorité politique.

(1) Agence Havas 8 mai 1930.

Cette grande colonie finira-t-elle par appartenir définitivement à l'Egypte à laquelle elle est rattachée par des liens historiques, géographiques, ethniques, économiques, sociaux et politiques ? l'Angleterre serait bien en peine, en ce qui la concerne, de pouvoir les faire valoir.

Cette situation cessera un jour ou l'autre, car rien ne peut résister à une pareille tradition : en politique, il faut avoir de la persévérance et de l'optimisme.

CONCLUSION

Nous avons donc essayé dans notre étude de voir ce qu'avait été l'évolution de l'Indépendance politique de l'Egypte pendant tout le cours du 19^e siècle, comment elle s'était établie puissance de premier plan sous le régime de Mohamed Ali et d'Ismail, comment elle avait été reconnue comme une nation qui faisait pencher les plateaux de la balance politique, lors des conflits mondiaux, comment les Grandes Puissances, comme l'Angleterre, la Turquie et la France avaient essayé de s'appuyer sur elle pour favoriser leurs vues dans le domaine colonial notamment et comment elle avait été l'arbitre de la situation.

Nous l'avons vue également être à l'origine de la construction du Canal de Suez, qui eut tant d'influence sur le commerce international de tous les peuples. Nous avons vu comment l'Angleterre était parvenue à lui arracher tous ses droits, sur ce canal et comment encore actuellement cette dernière puissance laisse volontairement en suspens cette grave question parce qu'elle a violé sciemment la Convention de 1888 sur la neutralité du Canal qui dans son esprit est devenu maintenant « son » canal.

L'examen des principaux événements historiques de ce siècle nous a ensuite montré comment durant les dernières années qui ont précédé la guerre mondiale, l'Angleterre avait fait peu à peu de l'Egypte une véritable colonie, comment la Sublime Porte avait peu à peu été évincée au point que la Déclaration unilatérale de décembre 1914 n'avait plus l'air vis-à-vis du monde entier que la consécration définitive d'un état de fait.

L'Egypte a été mal récompensée, après les hostilités, du

loyalisme de sa collaboration avec les Alliés contre les puissances de l'Europe Centrale.

Elle n'eut personne pour prendre sa défense contre l'Angleterre qui, une fois de plus la trompait en lui refusant cette indépendance personnelle pour laquelle tous les peuples avaient combattu et dont le principe avait été proclamé par l'Angleterre et la France elles-mêmes dès novembre 1918.

Il a fallu que le sang coulât de nouveau et à plusieurs reprises, pour que la liberté des Egyptiens finisse petit à petit par être proclamée.

La création du parti wafdiste n'est-il pas le symbole de cette action nationale : son succès est complet dans la consultation populaire.

Ses représentants, ses chefs ont montré leur capacité, la hauteur de leur conception : ils ont été reçus par tous les hommes d'Etat des pays étrangers ; ils ont été écoutés ; on a discuté avec eux ; on a admis leurs revendications et ce, en dépit de débuts difficiles et qui auraient pu être décourageants pour des hommes d'une autre espèce ; ils ont tout enduré, les persécutions, les calomnies, le bannissement pour le salut national du pays.

Il n'en reste pas moins vrai que la réalité nous démontre que la situation actuelle de l'Egypte dans le domaine du droit international public, est loin d'être claire. On proclame l'Indépendance d'un pays avec grand fracas. L'Univers entier entend de la voix de l'Angleterre qu'elle considère l'Egypte comme une nation semblable aux autres. Dans les tractations ouvertes depuis 1922 elle parle de son admission à la S. D. N. ; on envisage même de saisir la S. D. N. du conflit survenu à propos du Soudan, mais quand on va au fond des choses, on s'aperçoit que les quatre points réservés constituent, en effet, un obstacle absolu à l'exercice de la souveraineté. On ne donne pas d'une main ce qu'on reprend de l'autre ; or il est évident qu'en ce qui concerne notamment les trois premiers points, la Grande-Bretagne impose au pays une véritable sujétion, sous prétexte de la liberté de circulation, et des nécessités de la sécurité des communications de l'Angleterre avec l'Extrême-Orient ; pourquoi les autres pays n'auraient-ils pas le même

droit surtout en ce qui concerne le Canal de Suez dont la neutralité a été établie d'accord avec les Grandes Puissances.

La situation actuelle de la question du Soudan n'est-elle pas la meilleure preuve de cette attitude de l'Angleterre, puisqu'en réalité l'Egypte n'a plus du tout de contrôle sur le Soudan, qu'elle a même perdu du terrain depuis 1899 avec le statut résultant du Condominium, et qu'actuellement encore ces semaines-ci la Grande-Bretagne passait des conventions avec des puissances étrangères pour la délimitation des frontières du Soudan sans même l'avis de l'Egypte et nous avons pourtant montré comment traditionnellement, séculairement, l'Egypte avait des droits acquis sur ces vastes territoires et comment elle avait réalisé durant le 19^e siècle, une sérieuse colonisation de grande envergure.

Sur le chapitre des capitulations l'Angleterre semble prendre la défense de l'Egypte contre les puissances qui en bénéficient, mais nous avons pu nous rendre compte qu'en réalité, cette attitude ne tendait à rien moins qu'à faire de l'Angleterre la nation qui, ayant aboli les capitulations, y trouverait à son profit des motifs d'intervention.

L'Angleterre d'ailleurs semble plus spécialement s'attacher à cette question qui tient au cœur des Egyptiens pour paraître soutenir leurs revendications nationales.

Mais avant d'en arriver à la suppression des Capitulations qui n'est qu'un chapitre de l'histoire de l'émancipation égyptienne, il faudrait tout d'abord qu'il n'y eût plus un homme de troupe de l'armée britannique sur le territoire égyptien, y compris les territoires voisinant le Canal de Suez dont la neutralité serait autrement assurée par l'Egypte, il faudrait que le véritable Condominium soit rétabli sur le Soudan.

Il faudrait que le monde entier apprenne par une proclamation de l'Angleterre elle-même que la question des quatre points n'existe plus, que l'Egypte est libre, complètement libre, d'une indépendance absolue comme tous les autres peuples civilisés.

Mais à côté de cette proclamation publique, il faut également que le peuple égyptien lui-même comprenne la grandeur de la tâche accomplie.

Il faut qu'il ait une formation intellectuelle, une formation sociale, qu'il sente tout entier et surtout que chaque citoyen sente tout ce que la liberté et l'indépendance sont à une patrie, combien il est nécessaire d'être fier et heureux d'appartenir à un pays qui est complètement libéré de toute sujétion étrangère. Pour arriver à cette conversion, il faut développer l'instruction parmi les masses populaires et Sa Majesté Fouad I^{er} a très bien compris cette nécessité pour combattre l'ignorance : il faut que les illettrés diminuent chaque jour ; l'homme ne se nourrit pas que de pain et ainsi que le proclamait Danton : « L'instruction est après le pain, le premier besoin du peuple ».

Vu le Doyen,
E. ALLIX.

Vu le Président,
A. G. DE LA PRADELLE,
30 octobre 1934.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages généraux et spéciaux :

- ANASTHAS G. POLITIS. — L'hellénisme et l'Egypte moderne. Paris, 1929-1930.
- ARMINJON — L'expérience constitutionnelle et parlementaire de l'Egypte. Paris. 1929.
- BARAKAT, BAHÍ EL DINE. — Les étrangers en Egypte. Paris, 1912.
- BARANTE. CLAUDE DE. — Souvenirs du Baron de Barante, Paris, 1893-1901 ; 8 vol.
- BOURCHIER. — Memories of the life of Admiral Sir Edward Codrington.
- BOURGEOIS EMILE. — Manuel historique de politique étrangère. Paris, 1922-24 ; 4 vol.
- BULWER. — The life of Palmerston.
- BURCKHARDT, J. L. — Voyage en Arabie.
- CADAVÈNE et BARRAULT. — Histoire de la guerre de Méhémet Ali contre la Porte Ottomane en Syrie et en Asie Mineure.
- CADAVÈNE et BARRAULT. — Deux années de l'histoire d'Orient, 1839-1840.
- CAILLAUD FRÉDÉRIC. — Voyage de Merve au fleuve blanc au delà de Fazogl dans le midi du royaume de Sennaar à Syouah et dans cinq autres oasis.
- CLOT BEY. — Aperçu sur l'histoire de l'Egypte, 2 vol. ; traduits en Arabe par Mohamed Masséoud.
- COCHERIS, JULES. — La situation internationale de l'Egypte et du Soudan.
- DÉBIDOUR, A. — Histoire diplomatique de l'Europe. Paris 1919-20 ; 2 vol.
- DÉHERAIN, HENRI. — Le Soudan Egyptien sous Méhémet Ali.
- DOUIN, GEORGES. — La mission du Baron de Boislecomte ; L'Egypte et la Syrie en 1833. Le Caire 1927.
- DOUIN, GEORGE. — L'Egypte indépendante ; Projet de 1801. Le Caire 1924.

- DOUIN, GEORGE. — Navarin, 6 juillet-20 décembre 1827.
- DRIAULT, EDOUARD et MICHEL. — Histoire diplomatique de la Grèce de 1821 à nos jours. Paris, 1925-26.
- EL DJABARTI, ABDEL RAHMAN. — Merveilles bibliographiques et historiques.
- EL SHEIBANY, ABDULLAH KHAN. — Situation administrative du Soudan Anglo-Egyptien.
- FREYCINET. — La question de l'Egypte. Paris, 1905.
- GHORBAL, SHAFIK. — The beginnings of the Egyptian question and the rise of Mohamed Ali.
- GOUIN, EDOUARD. — L'Egypte au 19^e siècle.
- GRÉVILLE. — Mémoires sur les 15 années de la reine Victoria.
- GUICHEN, VICOMTE DE. — La crise d'Orient de 1839 à 1841 et l'Europe. Paris, 1921.
- GUIZOT. — Mémoires pour servir à l'histoire de mon temps. Paris, 1814-1867.
- HOGARTH, DAVID GEORGE. — The penetration of Arabia.
- HIMAYA, LATIF. — La condition internationale de l'Egypte depuis 1914. Paris, 1922.
- L'AUVERGNE, H. — Souvenir de la Grèce pendant la campagne de 1815 ; ou mémoires historiques et bibliographiques sur Ibrahim, son armée, Khourchid, Sève, Miari et autres généraux de l'expédition d'Egypte en Morée.
- LESUR. — Annuaire historique, années 1839-1841. Paris, 1859-62 ; 41 vol.
- MENGIN, FÉLIX. — Histoire de l'Egypte sous le gouvernement de Mohamed Ali ; ou Récit des événements politiques et militaires qui ont eu lieu depuis le départ des Français jusqu'en 1823.
- MENGIN, FÉLIX. — Histoire scientifique et militaire de l'Expédition française en Egypte d'après les mémoires, matériaux et documents inédits fournis par MM. Le Comte Belliard, le maréchal Berthier, etc.
- METTERNICH. — Mémoires. Paris, 1881-1884.
- MOURIEZ, PAUL. — Histoire de Méhémet Ali.
- NAPIER. — The war in Syria.
- NINET, JOHN. — Les Milles Pertuis des finances du Khédive.
- PALGRAVE, W. G. — Une année de voyage dans l'Arabie Centrale (1862-1863).
- PLANAT, JULES. — Histoire de la Régénération de l'Egypte.
- PLATON A. A. — History of the Egyptian Revolution.
- PROKESCH-OSTEN. — Geschichte des Abfalls der Griechen vom Türkischen Reich im Jahre 1827, und der Gründung des Hellenischen Königreichs, aus diplomatischem Standpunkte.

- PACKER MUSCAN. — *Egypt and Mehemet Ali.*
 RAGUSE, DUC DE. — *Mémoires.*
 SADLIER, CAPITAINE GEORGES FORESTER. — *Relation de la campagne d'Ibrahim Pacha contre les Wahabites en 1818.*
 SENIOR. — *Conversations and Journals in Egypt and Malt.*
 SHOUCAIR, MAÛM BEY. — *Histoire et géographie du Soudan.*
 STANELY LANE POOLE. — *The life of H. R. H. Stratford Canning.*
 THUNTER. — *Expedition to Syria.*
 THUREAU, DANGIN. — *Histoire de la monarchie de Juillet.*
 VAULABELLE, M. — *L'histoire moderne de l'Egypte (1862-63), tomes 9 et 10.*
 VIMERATE, C. — *Constantinople et l'Egypte.*
 VINGTRINIER, DIME. — *Soliman Pacha.*
 VOLNEY. — *Voyages en Egypte, 1786.*
 YATES. — *The modern history and condition of Egypt.*

Ouvrages Égyptiens :

- ALI MOBARAK PACHA. — *El Khotat El Tewfikieh ; 20 vol. en 4 tomes, Le Caire 1306 de l'égire.*
 AMIN SAMI PACHA. — *Takwim El Nil. Le Caire, 1928.*
 DAOUD BARAKAT. — *Le Soudan Egyptien.*
 ELIAS EL AYOUBI. — *L'histoire d'Egypte pendant le règne du Khédivé Ismaïl, de 1863 à 1879. 2 vol. Le Caire, 1923.*
 EL RAFÉI, ABDEL RAHMAN. — *L'histoire de mouvement nationaliste en Egypte. 3 vol. Le Caire. 1929.*
 EL RAFÉI, ABDEL RAHMAN. — *Le règne d'Ismaïl. 2 vol. Le Caire, 1932.*
 ISMAÏL SIRHANK PACHA. — *La vraie histoire des Pays Maritimes. 3 vol. Le Caire, 1312 de l'égire.*
 MIKAÏL SHAROUBIM BEY. — *L'histoire ancienne et récente de l'Egypte. 4 vol. Le Caire, 1898.*
 PRINCE OMAR TOUSSON. — *Finances d'Egypte.*
 ZIDAN GORGUI. — *L'histoire contemporaine de l'Egypte. 2 vol. Le Caire, 1889.*

Journaux Égyptiens :

Journal Officiel ; Al Ahram ; Al Balagh ; Al Siassa.

Documents :

- Archives Anglaises F. O.*
Archives de la Citadelle du Caire.
Contemporary Review, 1882.

Correspondant, 1922.

Journal de Droit International Privé, Clunet 1922.

Revue générale de Droit International Public, d'Espagnet.

Bulletin du Comité de l'Afrique Française.

Colonel Gordon in Central Africa.

Documents diplomatiques concernant l'Egypte.

Livre Blanc sur les Affaires d'Egypte, 1922.

Livre Vert des Documents politiques (Egypte).

Mémorial Diplomatique, 1919..

Comptes rendus des travaux de la Commission de la Dette Publique
en 1921-1922.

Rapport de la « Mile Commission », 1928.

Rapport de la Mission Milner.

Déclarations du 18 décembre 1914, du 28 février 1922.....

Recueils de Traités, de Martens.

Traités de Versailles, Saint-Germain, Trianon, Sèvres, Lausanne
(Texte).



TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	5

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE I. — Mohamed Ali	15
CHAPITRE II. — Abbas et Saïd	37
CHAPITRE III. — Ismaïl.	53

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE I. — De 1879 à 1914	97
CHAPITRE II. — De 1914 à la fin de la guerre	100
CHAPITRE III. — De l'Armistice à 1922.	109

TROISIÈME PARTIE

CHAPITRE I. — La Déclaration du 28 Février 1922.	117
CHAPITRE II. — Les trois points réservés.	126
CHAPITRE III. — Etude des trois points réservés de 1922 à 1927	137
CHAPITRE IV. — Etude des trois points réservés de 1927 à 1933	149
CHAPITRE V. — La question du Soudan :	
1 ^{re} Section, de 1922 à 1927	178
2 ^e Section, 1927-1928	192
3 ^e Section, de 1928 à 1932	200
CONCLUSION	207
BIBLIOGRAPHIE	211

